

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

PARAISANT LE SAMEDI DE CHAQUE SEMAINE

ABONNEMENTSET ANNONCES	TARIF DES ABONNEMENTS				ANNONCES ET AVIS DIVERS	
Pour les abonnements et les annonces s'adres- ser au directeur de l'Imprimerie nationale à Rufisque.	VOIE NORMALE		VOIE AERIEENNE		La ligne..... 1.000 francs	
	Six mois	Un an	Six mois	Un an		
Les annonces doivent être remises à l'Impri- merie au plus tard le mardi. Elles sont payables d'avance.	Sénégal et autres Etats				Chaque annonce répétée...Moitié prix	
	de la CEDEAO .....	15.000f	31.000f.	-		
Toute demande de changement d'adresse ainsi que les lettres demandant réponse devront être accompagnées de la somme de 175 francs	Etranger : France, RDC				(Il n'est jamais compté moins de 10.000 francs pour les annonces).	
	R.C.A. Gabon, Maroc.					
	Algérie, Tunisie.	-	-	20.000f.	40.000f	
	Etranger : Autres Pays		23.000f		46.000f	
	Prix du numéro .....	Année courante	600 f	Année ant.	700f.	
	Par la poste : .....	Majoration de 130 f par		numéro		Compte bancaire B.I.C.I.S. n°1520790 630/81
	Journal légalisé .....	900 f	-	Par la poste -		

## S O M M A I R E

### PARTIE OFFICIELLE

#### L O I

2023  
15 décembre . Loi n° 2023-18 portant loi de finances pour l'année 2024 ..... 1499

### PARTIE OFFICIELLE

#### L O I

### Loi n° 2023-18 du 15 décembre 2023 portant loi de finances pour l'année 2024

L'Assemblée nationale a adopté, en sa séance du jeudi 30 novembre 2023 ;

Le Conseil constitutionnel ayant statué par sa décision n° 9/C/2023 du 14 décembre 2023 ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

### PREMIERE PARTIE. - DONNEES GENERALES DU BUDGET DE L'ETAT

#### TITRE PREMIER. - DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES ET CHARGES DE L'ETAT

##### A - Dispositions relatives aux ressources

##### Article premier. - *Prévision et autorisation des recettes du budget général*

« I - Les recettes internes du budget général sont prévues dans la loi de finances pour l'année 2024, à la somme de 4.389.980.000.000 de FCFA conformément à l'annexe I de la présente loi.

II - Les dons budgétaires et en capital sur recettes externes du budget général sont prévus dans la loi de finances pour l'année 2024, à 303.756.900.000 de FCFA.

III - Les recettes totales du budget général sont ainsi prévues, pour l'année 2024 à 4.693.736.900.000 de FCFA ».

##### Article 2. - *Prévision et autorisation des ressources de trésorerie de l'État*

« I - Pour l'année 2024, les ressources de trésorerie du budget de l'État sont évaluées à 2.138.376.718.000 FCFA. Les autorisations d'intervenir sur les marchés sont arrêtées à 2.138.376.718.000 de FCFA.

II - Ces emprunts pourront être contractés soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et auprès d'organismes internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention. »

*Article 3. - Autorisation de perception des impôts et taxes affectés  
aux collectivités territoriales et aux organismes publics*

« La perception des impôts et taxes affectés aux collectivités territoriales et aux organismes publics continue d'être effectuée pendant l'année 2024, conformément aux lois et règlements en vigueur. »

*Article 4. - Prévision et autorisation des recettes  
des comptes spéciaux du Trésor*

« I - La perception des recettes affectées aux comptes spéciaux du Trésor continue d'être effectuée pendant l'année 2024, conformément aux lois et règlements en vigueur notamment aux dispositions de la présente loi de finances.

II. Il est créé les comptes de commerce suivants :

- Compte de commerce de la Police ;
- Compte de commerce de l'administration pénitentiaire.

III - Conformément au développement donné en annexe I bis, les prévisions de recettes de la loi de finances pour l'année 2024 pour l'ensemble des Comptes Spéciaux du Trésor s'élèvent à 221.454.890.000 de FCFA.

Par catégorie de compte spécial du Trésor, les recettes sont évaluées comme suit :

- Compte d'affectation spéciale à 195,04 milliards de FCFA :
  - \* Fonds national de retraite : 168,47 milliards FCFA ;
  - \* Caisse d'encouragement à la Pêche et aux Industries annexes : 3,5 milliards de FCFA ;
  - \* Fonds de Lutte contre les incendies : 200 millions de FCFA ;
  - \* Frais de contrôle des Sociétés à participation publique : 500 millions de FCFA ;
  - \* Fonds intergénérationnel : 7,165 milliards de FCFA ;
  - \* Fonds de stabilisation : 15,20 milliards de FCFA.
- Compte de commerce à 490 millions de FCFA :
  - \* Opérations à caractère industriel et commercial des armées : 150 millions FCFA ;
  - \* Compte de Commerce Administration pénitentiaire : 200 millions FCFA ;
  - \* Compte de Commerce Police : 140 millions de FCFA.
- Compte de prêts à 20,75 milliards de FCFA ;
- Compte d'avances à 800 millions de FCFA ;
- Compte de garanties et d'avals à 4,37 milliards de FCFA ».

## **B - Dispositions relatives aux charges**

### **B.1 BUDGET GENERAL**

*Article 5. - Les dépenses du budget général*

« I - Les crédits de paiement ouverts dans la loi de finances pour l'année 2024, au titre des dépenses du budget général, sont fixés à 5.533.903.618.000 de FCFA conformément à l'annexe II et selon la répartition par catégorie suivante :

- Intérêts et commissions : ..... 578.273.618.000 de FCFA ;
- Dépenses de personnel : ..... 1.442.465.000.000 de FCFA ;
- Biens et services et transferts courants : ..... 1.676.893.430.000 de FCFA ;
- Investissements exécutés par l'État : ..... 953.281.294.201 de FCFA ;
- Transferts en capital : ..... 882.990.275.799 de FCFA.

II - Il est ouvert dans la loi de finances pour l'année 2024, au titre des dépenses du budget général, des autorisations d'engagements d'un montant de 6.478.801.306.308 de FCFA.

Ces autorisations d'engagements (AE) sont reprises conformément à l'annexe II, jointe à la présente loi.

III - Il est ouvert dans la loi de finances pour l'année 2024, au titre des dépenses de personnel, des plafonds d'autorisations d'emplois rémunérés par l'État d'un montant de 1.442.465.000.000 de FCFA ».

## **B.2 Plafond des comptes spéciaux du Trésor**

### **a) COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE**

#### *Article 6. - Dépenses des comptes d'affectation spéciale*

« I - Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement applicables aux comptes d'affectation spéciale pour la loi de finances pour l'année 2024, s'élèvent à 195.041.390.000 de FCFA, répartis ainsi qu'il suit :

- Fonds national de Retraite : ..... 168.473.390.000 de FCFA ;
- Fonds de lutte contre les incendies : ..... 200.000.000 de FCFA ;
- Caisse d'Encouragement à la Pêche et aux Industries annexes : ..... 3.500.000.000 de FCFA ;
- Frais de contrôle des sociétés à participation publique : ..... 500.000.000 de FCFA ;
- Fonds intergénérationnel : ..... 7.165.000.000 de FCFA ;
- Fonds de stabilisation : ..... 15.203.000.000 de FCFA.

II - Est autorisé le paiement direct des indemnités et traitements dus au personnel qui concourt à la réalisation des objectifs des comptes d'affectation spéciale suivants :

- Caisse d'encouragement à la pêche et aux industries annexes ;
- Frais de contrôle des sociétés à participation publique.

#### *Article 7. - Autorisation de report*

« Le solde de chaque compte spécial du Trésor est reporté de droit sur l'exercice suivant sauf le solde débiteur du compte d'affectation spéciale dénommé Fonds national de retraite (FNR). »

### **b) COMPTES DE COMMERCE**

#### *Article 8. - Dépenses des comptes de commerce*

« I - Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement applicables aux comptes de commerce, pour la loi de finances pour l'année 2024, s'élèvent à 490.000.000 de FCFA. »

II - Il est prévu, pour chaque compte de commerce, un découvert fixé à 10% des crédits ouverts. »

### **c) COMPTES DE PRETS ET D'AVANCES**

#### *Article 9. - Dépenses des comptes de Prêts et d'avances*

« I - Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement des comptes de prêts et d'avances, dans la présente loi de finances pour l'année 2024, sont évalués à 21.550.000.000 de FCFA.

II. Les plafonds des comptes de prêts et d'avances sont ainsi répartis :

- Prêts aux collectivités territoriales : ..... 800.000.000 de FCFA ;
- Prêts à divers particuliers : ..... 19.950.000.000 de FCFA ;
- Avances aux collectivités territoriales : ..... 800.000.000 de FCFA. »

### **d) COMPTES DE GARANTIES ET D'AVALS**

#### *Article 10. - Crédits ouverts pour les garanties et avals*

« Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement applicables aux comptes de garanties et d'avals, pour la loi de finances 2024, s'élèvent à 4.373.500.000 FCFA ».

Il est autorisé l'octroi de garanties et d'avals, au titre de l'année 2024. La variation nette de l'encours des garanties et avals, pour l'année 2024 est plafonnée à 4.373.500.000 FCFA. »

## **B.3 LES CHARGES DE TRESORERIE**

#### *Article 11. - Évaluation des charges de trésorerie*

« Pour l'année 2024, les charges de trésorerie du budget de l'État sont évaluées à un montant de 2.138.376.718.000 de FCFA ».

**TITRE II. - DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES  
ET DES CHARGES**

*Article 12. - Équilibre budgétaire et financier*

« I - Pour l'année 2024, les prévisions de ressources et les plafonds des charges de l'État, évalués dans les précédents articles de la présente loi et le déficit qui en résulte, sont fixés aux montants indiqués dans le tableau ci-après » :

	LFI 2023	LFI 2024	ECART LFI 2024/LFI 2023	
I. RECETTES				
1. BUDGET GENERAL				
Recettes fiscales .....	3 486,7	4 180,0	693,3	19,9%
Recettes non fiscales et autres .....	153,8	210,0	56,2	36,6%
Total recettes internes .....	3 640,5	4 390,0	749,5	20,6%
Tirages sur Dons en capital (projet) .....	232,3	256,6	24,3	10,5%
Dons budgétaires .....	46,7	47,2	0,5	1,0%
Total recettes externes .....	279,0	303,8	24,8	8,9%
RECETTES BUDGET GENERAL .....	3 919,5	4 693,7	774,3	19,8%
2.COMPTES SPECIAUX DU TRESOR				
Comptes d'affectation spéciale .....	154,4	195,0	40,7	26,3%
Compte de commerce .....	0,5	0,5		0,0%
Compte de prêts .....	20,8	20,8		0,0%
Compte d'avances .....	0,8	0,8		0,0%
Compte de garanties et aval .....	0,5	4,4	3,9	774,7%
RECETTES CST .....	176,9	221,5	44,5	25,2%
TOTAL RECETTES LOI DE FINANCES .....	4 096,4	4 915,2	818,8	20,0%
II. DEPENSES				
1. BUDGET GENERAL				
Intérêts de la dette .....	424,3	578,3	153,9	36,3%
Dépenses de personnel .....	1 273,0	1 442,5	169,5	13,3%
Acquisitions de biens et services et transferts courants .....	1 679,4	1 676,9	-2,5	-0,2%
Total dépenses courantes .....	3 376,7	3 697,6	320,9	9,5%
Dépenses capital sur ress. internes .....	920,3	1 134,67	214,4	23,3%
Dont dépenses afférentes sur recettes d'hydrocarbure .....	33,7	49,3	15,6	46,2%
Investissements sur ressources externes .....	667,9	701,6	33,7	5,0%
Total dépenses d'investissement .....	1 588,2	1 836,3	248,1	15,6%
DEPENSES BUDGET GENERAL .....	4 965,0	5 533,9	568,9	11,5%
2.COMPTES SPECIAUX DU TRESOR				
Comptes d'affectation spéciale .....	154,4	195,0	40,7	26,3%
Compte de commerce .....	0,5	0,5		0,0%
Compte de prêts .....	20,8	20,8		0,0%
Compte d'avances .....	0,8	0,8		0,0%
Compte de garanties et aval .....	0,5	4,4	3,9	774,7%
DEPENSES CST .....	176,9	221,5	44,5	25,2%
TOTAL DEPENSES LOI DE FINANCES .....	5 141,9	5 755,4	613,5	11,9%
Déficit budgétaire .....	-1 045,5	-840,2		
Déficit % PIB .....	-5,50%	-3,9%		



II - Pour l'année 2024, le Ministre chargé des Finances est autorisé à contracter des emprunts, à recevoir des dons au nom de l'État du Sénégal et à lever des ressources de trésorerie pour un montant total de 2.442.133.618.000 de FCFA. Ces opérations de trésorerie pourront être contractées soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et auprès d'organismes internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention. »

*Article 13. - Approbation du tableau de financement*

« Pour l'année 2024, le tableau de financement récapitulant les ressources et les charges de trésorerie à 2.138.376.718.000 FCFA est approuvé conformément aux lois et règlements en vigueur notamment aux dispositions de la présente loi de finances. »

FINANCEMENT				
Besoin de financement				
	LFI 2023	LFI 2024	ECART LFI 2024/LFI 2023	
Amortissement de la dette .....	1269,6	1248,2	-21,4	-1,7%
Financement déficit .....	1 045,483	840,2	-205,3	-19,6%
Autres opérations de financement .....			-	
Déficit OPEX .....	30,0	50,0	20,0	66,7%
<b>Total remboursement .....</b>	<b>2 345,1</b>	<b>2138,4</b>	<b>-206,7</b>	<b>-8,8%</b>
Couverture du besoin de financement				
Emprunts projets .....	435,6	445,0	9,4	2,2%
Surfinancement prévisionnel à reporter .....		381,0	381,0	
Emprunts programmes .....	158,0	300,0	142,0	89,9%
Autres emprunts .....	1 751,5	1 012,4	-739,1	-42,2%
<b>Total tirages .....</b>	<b>2 345,1</b>	<b>2138,4</b>	<b>-206,7</b>	<b>-8,8%</b>

**DEUXIEME PARTIE. - REPARTITION DES CREDITS BUDGETAIRES  
ET DISPOSITIONS DIVERSES**

*TITRE PREMIER. - DISPOSITIONS RELATIVES AUX CREDITS  
DES PROGRAMMES ET DOTATIONS*

**A - CREDITS DES PROGRAMMES**

**B. 1 Programmes du Budget général**

*Article 14. - Ouverture des autorisations d'engagement et des crédits de paiement*

« Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement ouverts pour la loi de finances pour l'année 2024, au titre des programmes du budget général, sont fixés respectivement à 5.184.179.817.786 FCFA et 4 241.906.130.857 FCFA conformément à l'annexe III et selon la répartition par ministère et par catégorie de dépenses. »

**A.2 Programmes des comptes spéciaux du Trésor**

*Article 15. - Ouverture des autorisations d'engagement  
et des crédits de paiement*

« Pour les programmes des comptes spéciaux du Trésor, le montant des autorisations d'engagement et celui des crédits de paiement ouverts par la loi de finances pour l'année 2024, sont fixés pour chacun à 221.454.890.000 FCFA. La répartition par programme et par catégorie de dépense est donnée en annexe II et III. »

**B - CREDITS DES DOTATIONS DU BUDGET GENERAL***Article 16. - Dotations des institutions constitutionnelles*

« Les crédits ouverts par la loi de finances pour l'année 2024, au titre des dotations des institutions constitutionnelles sont fixés à 162.796.699.404 de FCFA en autorisations d'engagement et 160.958.578.025 de FCFA en crédits de paiement conformément à l'annexe III et selon la répartition par institutions et par catégories de dépenses. »

*Article 17. - Dotation des charges communes*

« Le plafond des autorisations d'engagement ouvertes pour la loi de finances pour l'année 2024 au titre des charges communes est fixé à la somme de 553.551.171.118 de FCFA. »

« Le plafond des crédits de paiement ouverts par la loi de finances pour l'année 2024, au titre des charges communes, est fixé à la somme de 552.765.291.118 de FCFA conformément à l'annexe III et selon la répartition par catégories de dépenses. »

**A. 3 - Dotation dette publique***Article 18. - Charges financières de la dette publique*

« Les crédits ouverts par la loi de finances pour l'année 2024, au titre des charges financières de la dette publique, s'élèvent à 578.273.618.000 de FCFA en autorisations d'engagement et en crédits de paiement conformément à l'annexe III. »

**TITRE II. - DISPOSITIONS DIVERSES**

**ARTICLES : 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45 et 46 portant modification de certaines dispositions de la loi n° 2012-31 du 31 décembre 2012, portant Code général des Impôts, modifiée.**

Art. 19. - Les dispositions de l'article 31 ter du Code susvisé sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« 1) Toute personne morale établie au Sénégal est tenue de déposer, dans les douze (12) mois suivant la clôture de l'exercice fiscal, par voie électronique, une déclaration pays par pays, selon un format établi par l'administration fiscale, comportant la répartition des bénéfices pays par pays du groupe d'entreprises multinationales auquel elle appartient et des données fiscales et comptables ainsi que des renseignements sur le lieu d'exercice de l'activité des entreprises du groupe, lorsque :

(a) elle détient directement ou indirectement, une participation dans une ou plusieurs personne (s) morales de telle sorte qu'elle est tenue d'établir des états financiers consolidés conformément à la législation comptable en vigueur ;

(b) elle réalise un chiffre d'affaires annuel hors taxes consolidé supérieur ou égal à quatre cent quatre-vingt-douze milliards (492.000.000.000) de francs au titre de l'exercice précédant celui au titre duquel la déclaration se rapporte ;

(c) aucune autre personne morale ne détient, directement ou indirectement, dans la personne morale susmentionnée une participation au sens du a) du présent paragraphe.

2) Est également tenue de déposer la déclaration prévue par le présent article dans le délai et selon les moyen et format susvisés, toute personne morale établie au Sénégal qui remplit l'une des conditions ci-après :

(a) elle est détenue, directement ou indirectement, par une personne morale établie dans un État n'exigeant pas le dépôt de la déclaration pays par pays mais qui serait tenue de déposer cette déclaration si elle était établie au Sénégal ; ou

(b) elle est détenue, directement ou indirectement, par une personne morale établie dans un État ne figurant pas sur la liste prévue au paragraphe 8 du présent article mais avec lequel le Sénégal a conclu un accord d'échange de renseignements en matière fiscale.

3) Est également tenue de déposer la déclaration prévue par le présent article, toute personne morale établie au Sénégal détenue, directement ou indirectement, par une personne morale établie dans un État figurant sur la liste prévue au paragraphe 8 du présent article, qui est tenue de déposer une déclaration pays par pays en vertu de la législation en vigueur dans cet État ou qui serait tenue de déposer cette déclaration si elle était établie au Sénégal, lorsqu'elle est informée par l'administration fiscale d'une défaillance systémique de l'État de résidence fiscale de la personne morale qui la détient directement ou indirectement.

4) Une personne morale établie au Sénégal, autre que l'entité mère ultime d'un groupe d'entreprises multinationales, n'est pas tenue de déposer la déclaration pays par pays au titre d'un exercice fiscal en cas de dépôt de substitution dans une autre juridiction par le groupe d'entreprises multinationales, sous réserve que les conditions cumulatives suivantes soient remplies pour cet exercice fiscal :

- la juridiction de résidence fiscale de l'entité déclarante impose le dépôt d'une déclaration pays par pays similaire à celle prévue par le présent article ;
- la juridiction de résidence fiscale de l'entité déclarante a conclu un accord autorisant l'échange automatique des déclarations pays par pays avec le Sénégal qui est en vigueur à la date prévue pour le dépôt de la déclaration pays par pays ;
- la juridiction de résidence fiscale de l'entité déclarante n'a pas informé le Sénégal d'une défaillance systématique ;
- la déclaration pays par pays est échangée par la juridiction de résidence fiscale de l'entité déclarante avec le Sénégal ;
- la juridiction de résidence fiscale de l'entité déclarante a été informée par l'entité constitutive résidente à des fins fiscales dans sa juridiction que cette dernière a été désignée par le groupe d'entreprises multinationales pour déposer la déclaration pays par pays pour son compte ;
- une notification de l'entité constitutive résidente à des fins fiscales au Sénégal a été reçue par l'administration fiscale, indiquant l'identité et la juridiction de résidence fiscale de l'entité déclarante.

5) Lorsque deux ou plusieurs personnes morales établies au Sénégal appartenant au même groupe d'entreprises multinationales remplissent une ou plusieurs conditions visées aux paragraphes 2 et 3 du présent article, l'une d'elles peut être désignée par le groupe d'entreprises multinationales pour déposer la déclaration pays par pays prévue par le présent article sous réserve d'informer l'administration fiscale que ce dépôt vise à remplir l'obligation déclarative impartie à toutes les personnes morales de ce groupe d'entreprises multinationales qui sont établies au Sénégal.

6) Le contenu et le format de la déclaration pays par pays prévue par le présent article sont fixés par arrêté du Ministre chargé des Finances.

7) La déclaration pays par pays prévue par le présent article peut faire l'objet d'un échange automatique avec les États et territoires ayant conclu avec le Sénégal un accord à cet effet.

8) La liste des États et territoires ayant conclu un accord avec le Sénégal autorisant l'échange automatique de la déclaration pays par pays, prévue par le présent article, est fixée par arrêté du Ministre chargé des Finances. »

Art. 20. - Il est ajouté, à la suite de l'article 31 ter du Code susvisé, un article 31 quater ainsi rédigé :

« I. Nonobstant les autres obligations prévues au présent Code à leur charge, les entreprises délégataires de service public urbain ou rural dans le secteur de l'eau et de l'électricité sont tenues de communiquer, au plus tard le 31 janvier de chaque année, à la Direction générale des Impôts et des Domaines, les informations relatives à leur portefeuille client selon des modalités fixées par arrêté du Ministre chargé des Finances. »

« II. Les entreprises délégataires et les entreprises exploitants de services publics ou d'installations portuaires et aéroportuaires sont tenues de communiquer à leur centre fiscal de rattachement, au plus tard le 31 janvier de chaque année, un tableau récapitulatif des informations suivantes relatives à chaque entreprise bénéficiaire d'une concession au niveau des ports ou aéroports ou à chaque client bénéficiaire de prestations :

- la dénomination de l'entreprise ;
- l'adresse précise du siège social ;
- le numéro d'identification fiscale ;
- le montant annuel de la redevance payée par le bénéficiaire de la concession ;
- la superficie de la surface concédée, le cas échéant ;
- le montant annuel des prestations réalisées par entreprise ;
- l'identité, l'adresse et le numéro d'identification fiscale de l'intermédiaire ou du commissionnaire en douane du contribuable.

Les dispositions du II du présent article s'appliquent dans le cas d'une concession ou d'une exploitation gérée par une administration ou un organisme public qui ne peut, en aucun cas, opposer le secret professionnel pour se soustraire aux obligations du présent article. »

Art. 21. - Il est inséré, après l'article 31 quater du Code susvisé, un article 31 quinquies ainsi rédigé :

« L'entreprise, quel que soit son lieu d'établissement, qui, en qualité d'opérateur de plateforme, met en relation à distance, par voie électronique, des personnes en vue de la vente d'un bien, de la fourniture d'un service ou de l'échange ou du partage d'un bien ou d'un service, quelle que soit la nature du bien ou du service, est tenue :

1° d'adresser, par voie électronique aux vendeurs, aux prestataires ou aux parties à l'échange ou au partage d'un bien ou service qui ont perçu, en qualité d'utilisateur d'une plateforme, des sommes à l'occasion de transactions réalisées dont elle a connaissance, au plus tard le 31 janvier de l'année suivant celle au titre de laquelle les informations sont données, un document mentionnant, pour chacun d'eux, les informations suivantes :

- a) les éléments d'identification de l'opérateur de la plateforme concernée ;
- b) les éléments d'identification de l'utilisateur de la plateforme ;
- c) le statut de particulier ou de professionnel indiqué par l'utilisateur de la plateforme ;
- d) le nombre et le montant total brut des transactions réalisées par l'opérateur avec chaque utilisateur au cours de l'année civile précédente ;
- e) si elles sont connues de l'opérateur, les coordonnées du compte bancaire sur lequel les sommes sont versées ;

2° d'adresser à l'administration fiscale, au plus tard le 30 avril de l'année suivant celle au titre de laquelle les informations sont données, un document récapitulant l'ensemble des informations mentionnées au 1°. En cas d'autorisation expresse de l'administration fiscale, lesdites informations pourront être transmises par voie électronique.

Les obligations prévues aux 1° à 2° du présent article s'appliquent également à l'égard des utilisateurs de plateforme résidant au Sénégal et qui réalisent, en qualité de fournisseurs, des ventes ou des prestations de service au Sénégal au sens des articles 356 à 360 du présent Code.»

Art. 22. - Il est créé, après l'article 31 quinquies du Code, un article 31 sexies ainsi rédigé :

« La société publique détentrice du monopole des jeux de hasard au Sénégal est tenue de communiquer à son service fiscal de rattachement, au plus tard le 31 janvier de chaque année, un tableau récapitulatif des informations suivantes relatives à chaque entreprise bénéficiaire d'une convention pour l'organisation, sur le territoire du Sénégal, de jeux et paris, quel que soit le procédé ou le support utilisé :

- la dénomination de l'entreprise ;
- l'adresse précise du siège social ;
- le numéro d'identification fiscale ;
- le montant annuel de la quote-part de rémunérations ou de commissions versées par l'entreprise détentrice du monopole susvisé. »

Art. 23. - Il est ajouté, après l'article 31 sexies du Code susvisé, un article 31 septies ainsi rédigé :

« Les casinos ainsi que les groupements, les cercles et les sociétés organisant des jeux d'argent et de hasard, des paris ou des pronostics sportifs ou hippiques, quel que soit le procédé ou le support utilisé, sont tenus de communiquer à la Direction générale des Impôts et des Domaines les informations consignées en application des dispositions de la loi uniforme n° 2004-09 du 06 février 2004 relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Nonobstant les dispositions du premier alinéa de cet article, l'Administration peut utiliser ces informations pour l'exercice de ses missions.

Les dispositions du premier paragraphe du présent article s'appliquent également aux personnes citées à l'article 5 de la loi uniforme susvisée telles que les organismes financiers, les membres des professions juridiques indépendantes lorsqu'elles représentent ou assistent des clients en dehors de toute procédure judiciaire, les apporteurs d'affaires des organismes financiers, les commissaires aux comptes, les agents immobiliers, les marchands d'articles de grande valeur tels que les objets d'art, métaux et pierres précieuses, les transporteurs de fonds, les agences de voyages et les organisations non gouvernementales. »

Art. 24. - Il est inséré à l'article 432 du Code susvisé un e. libellé comme suit :

« e. tout autre produit fabriqué entièrement ou partiellement à partir du tabac et destiné à être fumé, sucé, chiqué, prisé ou consommé de quelle que façon que ce soit, ainsi que les matériels associés tels que les pipes à eau, les pipes et leurs parties, les préparations pour pipes, les inhalateurs contenant ou non de la nicotine, les matériels de la chicha, la cigarette électronique ou tout autre dispositif de cette nature que l'on porte à la bouche pour inhaler. »

Art. 25. - Il est ajouté, à l'article 444 ter du Code susvisé, un point 3 ainsi rédigé :

« **Article 444 ter.** -

Lorsque qu'un assujetti acquiert des emballages sans contenu destinés à contenir des produits commercialisés, la taxe n'est due qu'une seule fois, au moment de l'achat desdits emballages taxés conformément au point 2 du présent article. »

Art. 26. - Il est ajouté, à la suite du 2° du II de l'article 471 du Code susvisé, un point 3° ainsi rédigé :

« 3° les transmissions de créances entraînant un transfert de propriété lorsque le débiteur cédé est l'État du Sénégal, une collectivité territoriale ou une entité du secteur parapublic de cet État, y compris les transactions portant sur des titres de la dette publique du Sénégal. »

Art. 27. - Il est ajouté un huitième tiret à l'énumération mentionnée à l'article 524 du Code susvisé ainsi rédigé :

« - la délivrance du certificat Apostille prévu par la Convention de La Haye du 05 octobre 1961 supprimant l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers entre les Parties contractantes. Les modalités de perception de ce droit sont fixées par arrêté conjoint du Ministre chargé des Finances et du Ministre chargé des Affaires étrangères. »

Art. 28. - Il est ajouté au 1 de l'article 556 du Code susvisé un paragraphe libellé comme suit :

« la taxe de plus-value immobilière est également due sur les cessions indirectes de biens immeubles, immatriculés ou non situés au Sénégal, de droits réels immobiliers, de fonds de commerce ou de clientèle relatifs à des biens situés dans ce même pays visés au 1) du B de l'article 464 du présent Code. »

Art. 29. - Les dispositions du 2 de l'article 559 du Code susvisé sont complétées comme suit :

« Les modalités d'acquittement de la taxe visée au paragraphe précédent s'appliquent également dans le cas de cessions indirectes de biens immeubles situés au Sénégal ou de droits y relatifs au sens du 1) du B de l'article 464 du présent Code ».

Art. 30. - Il est inséré au II de l'article 603 du Code susvisé un k) libellé comme suit :

« k) la mise en œuvre par l'administration d'un contrôle sur pièces portant sur un impôt ou un groupe d'impôts et pour une période déterminée ayant déjà fait l'objet d'un contrôle sur place. »

Art. 31. - Il est ajouté au III de l'article 667 du Code susvisé un h) libellé comme suit :

« **Article 667.** -

h) tout manquement à l'une des obligations prévues aux articles 31 quater, quinquies, sexies et septies du présent code donne ouverture au paiement d'une amende égale à cinq millions (5.000.000) de francs CFA. L'amende est due autant de fois qu'il y a de types de renseignements ou de documents requis et non produits, omis, incomplets ou inexacts. »

Art. 32. - Les dispositions du dernier paragraphe du point 5 du II de l'article 4 du CGI sont modifiées par les dispositions suivantes :

« **Article 4.** -

II.

Il en est de même des plus-values résultant de la cession totale ou partielle de droits sociaux réalisée à l'étranger lorsque ladite cession, quel que soit le procédé de transmission utilisé, se rapporte directement ou indirectement à des titres miniers ou d'hydrocarbures au Sénégal ; »

Art. 33. - Les dispositions du second paragraphe du 1 de l'article 223 du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« Chaque année, après la distribution, et au plus tard le 20 juillet, il est procédé à une liquidation définitive de la taxe due pour l'exercice entier. Si de cette liquidation, il résulte un complément d'impôt au profit du Trésor, il est immédiatement acquitté. Dans le cas contraire, l'excédent versé est imputable sur l'impôt dû dans les mêmes conditions et suivant les mêmes garanties que celles applicables aux acomptes provisionnels ».



Art. 34. - Les dispositions du 1 de l'article 355 du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« **Article 355.** - Désignation d'un représentant fiscal

1. Sous réserve des dispositions de l'article 355 bis, un assujetti qui n'est pas établi au Sénégal doit désigner un représentant fiscal accrédité auprès du service des impôts territorialement compétent. »

Art. 35. - Les dispositions de l'article 355 bis du Code susvisé sont modifiées comme suit :

**Article 355 bis.** -

« 1) Lorsqu'en application des dispositions de l'article 357 du présent Code, le lieu d'imposition d'une prestation de service numérique réalisée par une personne physique ou morale étrangère est situé au Sénégal, la TVA est collectée et reversée, pour le compte du fournisseur, par l'intermédiaire qui a permis de réaliser la transaction.

2) Les fournisseurs établis à l'étranger disposant de leur propre technologie et réalisant les prestations visées à l'alinéa ci-dessus, sont également soumis à l'obligation de collecter et de reverser la TVA afférente à ces opérations.

3) La TVA s'applique sur le prix des prestations numériques et, le cas échéant, sur les commissions perçues par les intermédiaires.

4) On entend par prestations de services numériques, les fournitures de biens ou services immatériels réalisées de manière automatisée sur un réseau informatique et/ou électronique.

5) Sont considérés comme intermédiaires, les acteurs des ventes en ligne notamment, les plateformes numériques, les marchés ou places de marchés en ligne qui mettent en relation des fournisseurs et leurs clients pour leur permettre de conclure des transactions grâce à l'utilisation de technologies de l'information.

Les modalités d'application du présent article sont précisées par arrêté du Ministre en charge des Finances. »

Art. 36. - Les dispositions du e. du 3. de l'article 371 du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« e. à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, aux livraisons de biens et prestations de services effectuées par des personnes physiques ou morales immatriculées aux services en charge des moyennes entreprises ; »

Art. 37. - Les dispositions de l'article 412 du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« **Article 412.** - Sont exonérées de la taxe les mises à la consommation et les cessions ou opérations assimilées portant sur les produits suivants :

1° vins destinés à la célébration du culte ;

2° produits médicamenteux alcoolisés à l'exception de l'alcool de menthe et de l'alcool éthylique rectifié ;

3° cidres, poirés et vins de palme vendus à l'état pur ;

4° alcools et liquides alcoolisés exportés ;

5° alcools et liquides alcoolisés destinés à la fabrication de parfums, à la vinaigrerie et à la fabrication de produits médicamenteux exonérés, en vertu des dispositions du point 2 ci-dessus du présent article ;

6° alcools et liquides alcoolisés en vrac destinés à être utilisés, au Sénégal, pour la production ou la commercialisation par un assujetti de boissons ou liquides alcoolisés ;

7° alcool pur destiné aux laboratoires d'études et de recherches des établissements scientifiques et d'enseignement légalement reconnus et fonctionnant conformément à la réglementation en vigueur ;

8° alcool dénaturé à brûler de même que l'alcool de tête destiné à la fabrication de l'alcool dénaturé à brûler ;

9° alcool industriel dénaturé destiné au fonctionnement des duplicateurs ;

10° vinaigres.

A l'exception des exonérations aux points 3° et 4° ci-dessus, toute exonération attachée à la destination finale du produit est obtenue sur présentation d'une attestation de l'acquéreur final, indiquant la nature du produit, la destination motivant l'exonération des quantités ou volumes à recevoir en franchise et la référence de la déclaration de mise à la consommation.



Cette attestation est présentée en quatre exemplaires visés par les services d'assiette compétents de la Direction générale des Impôts et des Domaines.

Deux sont conservés par lesdits services, l'autre est déposé en douane pour obtenir l'autorisation d'enlèvement et le quatrième est conservé par l'importateur à l'appui de sa comptabilité.

Par cette attestation, l'acquéreur final s'engage à acquitter les droits et taxes qui deviendraient exigibles au cas où le produit recevrait une destination autre que celle motivant l'exonération.

S'agissant spécifiquement de l'exonération visée au point 6 du présent article, sa mise en œuvre est subordonnée à la présentation par l'acquéreur au fournisseur local ou aux services des douanes d'une attestation délivrée par le service d'assiette de la Direction générale des Impôts et des Domaines certifiant de sa qualité de producteur et de sa régularité vis-à-vis de ses obligations de déclaration et de paiement de la taxe spécifique sur les boissons et liquides alcoolisés. L'attestation est délivrée suivant les modalités définies à l'article 650 bis du présent Code. »

Art. 38. - Les dispositions de l'article 424 du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« Sous réserve des dispositions du dernier alinéa de l'article 412 du présent Code, la taxe supportée sur les alcools destinée à être utilisée, au Sénégal, pour la production de boissons ou liquides alcoolisés peut faire l'objet d'une imputation sur la taxe collectée sur la vente des boissons ou liquides ainsi produits.

En aucun cas, cette imputation ne peut donner lieu à un remboursement ».

Art. 39. - Les dispositions du troisième alinéa de l'article 258 du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« Les articles 60 à 63 s'appliquent aux impositions établies en vertu du présent article. Il est fait application à la totalité des sommes ainsi imposées, d'un taux de 43 %, sans abattement ».

Art. 40. - Les dispositions de l'article 413 du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« **Article 413.** -

Le taux de la taxe est fixé à :

a) 50 % pour les alcools et liquides alcoolisés. Toutefois, pour les boissons alcoolisées produites localement, le taux est de 25 %.

En ce qui concerne les boissons alcoolisées, il est fait application, quel que soit le contenant, d'une taxe additionnelle déterminée comme suit :

- \* 800 FCFA par litre d'alcool pour les alcools d'un tirage supérieur à 6° d'alcool et inférieur ou égal à 15° ;
- \* 3.000 FCFA par litre d'alcool pour les alcools d'un tirage supérieur à 15°.

La taxe additionnelle est liquidée sur la base de la teneur en alcool contenue dans chaque litre de boisson. Elle ne s'applique toutefois pas aux vins en vrac destinés à la mise en bouteille et contenus dans des emballages de 200 litres ou plus.

b) 5 % pour les autres boissons et liquides. »

Art. 41. - Les dispositions des 1), 3), 5) et 12) du B du I- de l'article 464 du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« B - dans le délai d'un mois, à compter de leur date ou de l'entrée en possession :

1) les conventions écrites ou verbales, sous seing privé ou authentiques, autres que celles visées au A du présent article portant :

- mutation directe ou indirecte entre vifs, à titre gratuit ou onéreux, de propriété, de nue-propriété, d'usufruit ou de jouissance d'immeubles immatriculés ou non situés au Sénégal, de droits réels immobiliers, de fonds de commerce ou de clientèle relatifs à des biens situés dans ce même pays ;
- cession directe ou indirecte de titres sociaux ou de parts de groupements d'intérêt économique, d'obligations ou d'autres valeurs mobilières relatifs à des entités situées au Sénégal ;
- transmission directe ou indirecte de créances entraînant un transfert de propriété au Sénégal ;
- cession de véhicules à moteur neufs ou d'occasion ;

3) les actes de constitution, prorogation et dissolution directe ou indirecte des sociétés et des groupements d'intérêt économique, de même que ceux constatant leurs augmentations, réductions et amortissements de capital ;

5) les mandats, promesses de vente, actes translatifs de propriété et d'une manière générale tous les actes se rattachant à la profession d'intermédiaire pour l'achat et la vente, de façon directe ou indirecte, des immeubles ou des fonds de commerce situés au Sénégal, ou à la qualité de propriétaire acquise par l'achat, de façon directe ou indirecte, des mêmes biens en vue de les revendre ;

12) les actes constatant un partage direct ou indirect de biens meubles ou immeubles situés au Sénégal, à quelque titre que ce soit ; »

Art. 42. - Les dispositions du point 9 du V de l'article 472 du Code général des Impôts sont modifiées comme suit :

« les transferts, cessions et autres mutations à titre onéreux de créances sous réserve du 3° du II de l'article 471 du présent Code. »

Art. 43. - Les dispositions du premier paragraphe de l'article 527 du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« la délivrance du passeport et son renouvellement donnent lieu au paiement d'un droit de timbre fixé comme suit :

- \* passeport ordinaire : 20.000 FCFA ;
- \* passeport spécial Pèlerins : 2.000 FCFA.

L'établissement du duplicata d'un passeport donne lieu au paiement d'un droit de timbre fixé comme suit :

- \* passeport ordinaire : 40.000 FCFA ;
- \* passeport spécial Pèlerins : 4.000 FCFA. »

Les passeports délivrés par le Ministre chargé des Affaires étrangères aux fonctionnaires se rendant en mission à l'étranger sont dispensés du droit de timbre. »

Art. 44. - Les dispositions du premier paragraphe de l'article 650 bis du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« Il est délivré, en même temps que les quittances et reçus de paiement, à tout contribuable qui souscrit régulièrement à ses obligations de déclaration et de paiement en matière de taxe spécifique sur les boissons et liquides alcoolisés ou de taxe sur les produits pétroliers, une attestation mensuelle de paiement. »

Art. 45. - Les dispositions du b) III de l'article 667 du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« **Article 667.-**

b) Le défaut de dépôt, ou le dépôt de manière incomplète ou inexacte, dans le délai prévu, de la déclaration pays par pays mentionnée à l'article 31 ter entraîne l'application d'une amende de vingt-cinq millions (25.000.000) de francs CFA. »

Art. 46. - Les dispositions du II de l'article 595 du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« II. Lorsque la vérification de la comptabilité pour une période déterminée est achevée, l'Administration ne peut plus procéder à une nouvelle vérification sur place ou sur pièces portant sur la même période et sur les impôts, droits, taxes et redevances qui ont fait objet de la vérification sur place achevée.

Ladite interdiction ne fait toutefois pas obstacle à la mise en œuvre par l'administration, au titre de la période déjà vérifiée sur place, des moyens de contrôle prévus aux articles 571, 576 et 577 du présent Code en vue de statuer sur la situation fiscale d'un contribuable tiers au contribuable vérifié. »

**Articles 47, 48, 49 et 50 abrogeant et remplaçant certaines dispositions de la loi n° 81-52 du 10 juillet 1981 portant Code des Pensions civiles et militaires de Retraites, modifiée**

Article 47. - *Emoluments de base*

Les dispositions de l'alinéa 2 de l'article 28 de la loi n° 81-52 du 10 juillet 1981 portant Code des Pensions civiles et militaires de Retraites, modifiée, sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Ces émoluments se décomposent comme suit :

- j) la solde indiciaire ;
- k) le complément spécial de solde ;
- l) l'indemnité de résidence ;
- m) l'indemnité différentielle dégressive en cas de changement de corps ;
- n) l'indemnité spéciale pour l'enseignement ;
- o) les augmentations et ajustements de salaire ;
- p) l'indemnité spéciale Recherche Formation ;
- q) l'indemnité de Judicature ;
- r) l'indemnité de risque du secteur de la santé ».

*Article 48. - Conditions de réversion de la pension de retraite*

« Le droit à pension de veuve est subordonné, aux conditions cumulatives suivantes, si :

- le fonctionnaire civil a obtenu ou pouvait obtenir une pension de retraite accordée dans les cas prévus aux articles 4 et 6 ;
- le mariage a été contracté avant la cessation d'activité définitive du fonctionnaire.

Nonobstant la condition d'antériorité prévue ci-dessus, le droit à pension de veuve est reconnu :

- 1°) si un ou plusieurs enfants sont issus du mariage avec une jouissance immédiate ;
- 2°) ou si le mariage, postérieur à la cessation définitive de l'activité, a duré au moins trois (03) années avec une jouissance éventuellement différée jusqu'à l'âge de 40 ans.

*Article 49. - Prescription annale du paiement de rappel des pensions*

Le titulaire d'une pension ne peut prétendre qu'au rappel d'une année d'arrérages antérieurs à la date de dépôt de la demande, lorsque, par suite de son fait personnel, la demande de liquidation ou de révision de la pension est déposée au-delà d'un an à partir :

- de l'âge légal d'admission à la retraite, pour l'ayant-droit ;
- du jour du décès du fonctionnaire civil ou du militaire, pour les ayants cause. »

*Article 50. - Prescription du remboursement des retenues*

« Le fonctionnaire civil ou le militaire qui vient de quitter le service pour quelque cause que ce soit, avant de pouvoir obtenir une pension de retraite, perd ses droits auxdites pensions et rentes.

Il peut prétendre, sauf hypothèses visées à l'article 79 du présent Code, au remboursement direct et immédiat de la retenue subie d'une manière effective sur son traitement sous réserve, le cas échéant, de la compensation avec les sommes dont il peut être redevable du chef des débets prévus à l'article 75.

A cet effet, une demande personnelle doit être déposée à peine de déchéance, dans un délai de quatre ans à partir du 1<sup>er</sup> jour de l'année suivant celle au cours de laquelle l'intéressé est notifié qu'il n'a pas droit à une pension. »

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Dakar, le 15 décembre 2023.

Par le Président de la République

Macky SALL

Le Premier Ministre

Amadou BA

**ANNEXES**

**ANNEXE I. - TABLEAU DES RECETTES DU BUDGET GENERAL ET  
DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR PAR ARTICLE, PARAGRAPHE**

Nature de recettes	LFI 2023	LFI 2024	Delta (2024/2023)	%
R_711 - Impôts sur revenus, bénéfices et gains en capital .....	381,19	535,38	154,19	40,45%
R_712 - Impôts sur salaires versés et autres rémunérations .....	648,36	830,94	182,58	28,16%
R_713 - Impôts sur le patrimoine .....		50,96	50,96	0,00%
R_714 - Autres impôts directs .....	0	0,06	0,06	0,00%
<b>TOTAL IMPOTS DIRECTS (711+712+713+714) .....</b>	<b>1 029,55</b>	<b>1 417,34</b>	<b>387,79</b>	<b>37,67%</b>
R_715 - Impôts et taxes intérieurs sur biens et services .....	1 720,56	1 907,49	186,93	10,86%
R_716 - Droits d'enregistrement et taxes assimilées .....	146,91	140,42	-6,49	-4,42%
R_717 - Droits et taxes à l'importation .....	505,55	594,44	88,90	17,58%
R_718 - Droits et taxes à l'exportation .....	0,00	0,00	0,00	0,00%
R_719 - Autres recettes fiscales .....	83,23	120,30	37,07	44,54%
<b>TOTAL IMPOTS INDIRECTS (715+716+717+718+719) .....</b>	<b>2 457,18</b>	<b>2 762,66</b>	<b>305,47</b>	<b>12,43%</b>
<b>RECETTES FISCALES (IMPOTS DIRECTS + IMPOTS INDIRECTS (R_71)) .....</b>	<b>3 486,73</b>	<b>4 180,00</b>	<b>693,27</b>	<b>0,20</b>
R_721 - Revenus de l'entreprise et du domaine (y compris revenu du pétrole) .....	86,34	121,62	35,27	40,85%
R_729 - Autres recettes non fiscales .....	1,00	1,47	0,47	46,67%
<b>RECETTES NON FISCALES (R_72) .....</b>	<b>87,30</b>	<b>123,08</b>	<b>35,78</b>	<b>40,99%</b>
<b>TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES (71+72) .....</b>	<b>3 574,07</b>	<b>4 303,09</b>	<b>729,02</b>	<b>20,40%</b>
R_773 - Dividendes .....	49,40	61,23	11,8	23,95%
R_774 - Revenus des titres de placements .....	0,0	1,51	1,5	0,00%
R_775 - Commissions à caractères financiers .....	13,8	22,56	8,8	63,95%
R_779 - Autres produits financiers .....	3,2	1,6	-1,6	-50,31%
PRODUITS FINANCIERS (77) .....	66,4	86,90	20,50	30,87%
R_742_Dons projets .....	232,30	256,60	24,30	10,46%
R_741_Dons Programmes et legs .....	46,69	47,16	0,47	1,00%
<b>RESSOURCES EXTERIEURES (74) .....</b>	<b>278,99</b>	<b>303,76</b>	<b>24,77</b>	<b>8,88%</b>
<b>TOTAL RESSOURCES BUDGET GENERAL (71+72+74+77) .....</b>	<b>3 919,47</b>	<b>4 693,74</b>	<b>774,268</b>	<b>19,75%</b>
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR .....</b>	<b>176,93</b>	<b>221,45</b>	<b>44,52</b>	<b>25,17%</b>
<b>TOTAL RECETTES LOI DE FINANCES (Budget général + Comptes spéciaux du trésor) .....</b>	<b>4 096,40</b>	<b>4 915,19</b>	<b>818,79</b>	<b>19,99%</b>

## ANNEXE I BIS. - TABLEAU DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

LIBELLES	RECETTES
<b>COMPTES D'AFFECTION SPECIALE</b>	
Fonds National de retraite .....	168 473 390 000
Fonds de Lutte contre incendies .....	200 000 000
Caisse d'encouragement à la Pêche et Industries Annexes .....	3 500 000 000
Frais de contrôle des Sociétés à participation Publique .....	500 000 000
Fonds intergénérationnel .....	7 165 000 000
Fonds de stabilisation .....	15 203 000 000
..... s/total .....	195 041 390 000
<b>COMPTES DE COMMERCE</b>	
Opérations à caractère industriel et Commercial des Armées .....	150 000 000
Compte de commerce de la Police .....	140 000 000
Compte de commerce de l'administration pénitentiaire .....	200 000 000
..... s/total .....	490 000 000
<b>COMPTES DE PRETS</b>	
Prêts aux Collectivités locales .....	800 000 000
Prêts à divers particuliers .....	19 950 000 000
..... s/total .....	20 750 000 000
<b>COMPTES D'AVANCES</b>	
Avance à 1 an aux collectivités locales .....	800 000 000
..... s/total .....	800 000 000
<b>COMPTES DE GARANTIES ET AVALS</b>	
Garanties et avals .....	4 373 500 000
..... s/total .....	4 373 500 000
<b>RECAPITULATION GENERALE</b>	
COMPTES D'AFFECTION SPECIALE .....	195 041 390 000
COMPTES DE COMMERCE .....	490 000 000
COMPTES DE PRETS .....	20 750 000 000
COMPTES D'AVANCES .....	800 000 000
COMPTES DE GARANTIES ET AVALS .....	4 373 500 000
..... TOTAL .....	221 454 890 000



## ANNEXE II. - TABLEAU RECAPITULATIF GLOBAL EN AE/CP PAR CATEGORIES DE DEPENSES

## Projet de Loi de Finances Initiale 2024

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR CATEGORIES DE DEPENSE

Budget	Source de financement	Catégorie de dépense	Crédits Inscrits LFI 2023		Projet LFI 2024 - Crédits Inscrits		ECART	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%
Budget général	Ressources Internes	Ressources hors hydrocarbures (fonds propres)						
		Dépenses ordinaires						
		1 Charges financières de la dette	424 325 000 000	424 325 000 000	578 273 618 000	578 273 618 000	153 948 618 000	36,3
		2 Dépenses de personnel	1 273 000 000 000	1 273 000 000 000	1 442 465 000 000	1 442 465 000 000	169 465 000 000	13,3
		3 Acquisition de biens et services	395 763 000 000	395 763 000 000	429 208 985 000	428 423 105 000	33 445 985 000	8,5
		4 Transferts courants	1 283 653 000 000	1 283 653 000 000	1 248 470 325 000	1 248 470 325 000	-35 182 675 000	-2,7
		TOTAL	3 376 741 000 000	3 376 741 000 000	3 698 417 928 000	3 697 632 048 000	321 676 928 000	9,8
		Dépenses en capital						
		5 Investissements exécutés par l'Etat	374 580 540 684	268 950 949 905	498 143 062 991	339 290 269 524	123 562 522 307	33,0
		6 Transferts en capital	987 470 284 017	661 362 050 095	867 154 451 206	795 381 300 476	-120 315 842 811	-12,2
Ressources extérieures	Ressources hors hydrocarbures (for	TOTAL	1 362 050 834 701	920 313 000 000	1 365 297 514 197	1 134 671 670 000	3 246 679 496	0,2
		TOTAL Ressources hors hydrocarbures (for	4 738 791 834 701	4 297 054 000 000	5 063 716 442 197	4 832 303 616 000	324 923 607 496	6,9
	Ressources internes	TOTAL Ressources internes	4 738 791 834 701	4 297 054 000 000	5 063 716 442 197	4 832 303 616 000	324 923 607 496	6,9
		Dons extérieurs (dons ou subventions)						
		Dépenses en capital						
		5 Investissements exécutés par l'Etat	264 719 590 621	232 300 000 000	264 912 739 800	256 600 000 000	193 149 179	0,1
		6 Transferts en capital						
		TOTAL	264 719 590 621	232 300 000 000	264 912 739 800	256 600 000 000	193 149 179	0,1
		TOTAL Dons extérieurs (dons ou subventions)	264 719 590 621	232 300 000 000	264 912 739 800	256 600 000 000	193 149 179	0,1
	Prêts extérieurs	Dépenses en capital						
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 988 965 268 560	380 114 500 000	1 058 564 148 988	357 391 024 677	-930 401 119 572	-46,8
		6 Transferts en capital	78 338 012 148	55 485 500 000	91 608 975 323	87 608 975 323	13 270 963 175	16,9
		TOTAL	2 067 303 280 708	435 600 000 000	1 150 173 124 311	445 000 000 000	-917 130 156 397	-44,4
		TOTAL Prêts extérieurs (prêts ou emprunts)	2 067 303 280 708	435 600 000 000	1 150 173 124 311	445 000 000 000	-917 130 156 397	-44,4
		Total Ressources extérieures	2 332 022 871 329	667 900 000 000	1 416 085 864 111	701 600 000 000	-916 937 007 218	-39,3
		Total Budget général	7 070 814 706 030	4 964 964 000 000	6 478 801 306 308	5 533 903 616 000	-592 013 399 722	-8,4
							668 949 618 000	11,5



## Projet de Loi de Finances Initiale 2024

### TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR CATEGORIES DE DEPENSE

Budget	Source de financement	Catégorie de dépense	Crédits inscrits LFI 2023		Projet LFI 2024 - Crédits inscrits		ECART		
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	
Comptes Spéciaux du Trésor	Ressources Internes	Ressources hors hydrocarbures (fonds propres)							
		Dépenses ordinaires	2 Dépenses de personnel	647 800 000	647 800 000	712 800 000	712 800 000	65 000 000	10,0
			3 Acquisition de biens et services	1 125 200 000	1 125 200 000	1 526 200 000	1 526 200 000	401 000 000	35,6
			4 Transferts courants	147 425 000 000	147 425 000 000	184 576 390 000	184 576 390 000	37 151 390 000	25,2
			TOTAL	149 198 000 000	149 198 000 000	186 815 390 000	186 815 390 000	37 617 390 000	25,2
		Dépenses en capital	5 Investissements exécutés par l'Etat	27 732 000 000	27 732 000 000	34 639 500 000	34 639 500 000	6 907 500 000	24,9
			TOTAL	27 732 000 000	27 732 000 000	34 639 500 000	34 639 500 000	6 907 500 000	24,9
		TOTAL Ressources hors hydrocarbures (for	176 930 000 000	176 930 000 000	221 454 890 000	221 454 890 000	44 524 890 000	25,2	
		Total Ressources internes	176 930 000 000	176 930 000 000	221 454 890 000	221 454 890 000	44 524 890 000	25,2	
		Total Budget Comptes Spéciaux du Trésor	176 930 000 000	176 930 000 000	221 454 890 000	221 454 890 000	44 524 890 000	25,2	
TOTAL GENERAL	7 247 744 706 030	5 141 884 000 000	6 700 256 196 308	5 755 358 508 000	-547 488 509 722	-7,6	613 474 508 000	11,9	

## ANNEXE III. - TABLEAU RECAPITULATIF DES DOTATIONS ET PROGRAMMES DU BUDGET GENERAL

## Projet de Loi de Finances Initiale 2024

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie de dépense	Budget			Source de financement			Catégories de dépense		
			Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes			1-2-3-4-5-6		
			Crédits inscrits LFI 2023			Projet LFI 2024 - Crédits inscrits			ECART		
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	CP
10 Dette Publique	0001 Dette Publique (intérêts et commissions)	1 Charges financières de la dette	424 325 000 000	424 325 000 000	578 273 618 000	578 273 618 000	153 948 618 000	153 948 618 000	36,3	36,3	153 948 618 000
	Total Prog. 0001		424 325 000 000	424 325 000 000	578 273 618 000	578 273 618 000	153 948 618 000	153 948 618 000	36,3	36,3	153 948 618 000
	Total Section 10		424 325 000 000	424 325 000 000	578 273 618 000	578 273 618 000	153 948 618 000	153 948 618 000	36,3	36,3	153 948 618 000
21 Présidence de la République	0002 Présidence de la République	2 Dépenses de personnel	12 354 292 000	12 354 292 000	18 574 365 000	18 574 365 000	6 220 073 000	6 220 073 000	50,3	50,3	6 220 073 000
		3 Acquisition de biens et services	8 759 515 944	8 759 515 944	8 609 515 944	8 609 515 944	-150 000 000	-150 000 000	-1,7	-1,7	-150 000 000
		4 Transferts courants	37 726 780 317	37 726 780 317	39 148 193 854	39 148 193 854	1 421 413 537	1 421 413 537	3,8	3,8	1 421 413 537
		5 Investissements exécutés par l'Etat	614 077 501	614 077 501	3 070 000 000	3 070 000 000	2 455 922 499	2 455 922 499	399,9	399,9	2 455 922 499
		6 Transferts en capital	11 727 643 646	11 727 643 646	10 227 643 646	10 227 643 646	-1 500 000 000	-1 500 000 000	-12,8	-12,8	-1 500 000 000
22 Assemblée Nationale	3001 Frais de contrôle des entreprises publiques	Total Prog. 0002	71 182 309 408	71 182 309 408	79 629 718 244	79 629 718 244	8 447 408 836	8 447 408 836	11,9	11,9	8 447 408 836
		2 Dépenses de personnel	102 800 000	102 800 000	102 800 000	102 800 000	0	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	374 200 000	374 200 000	374 200 000	374 200 000	0	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	23 000 000	23 000 000	23 000 000	23 000 000	0	0	0	0	0
	Total Section 21		500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	0	0	0	0	0
24 Conseil Economique Social et Environnemental	0003 Assemblée Nationale	4 Transferts courants	71 682 309 408	71 682 309 408	80 129 718 244	80 129 718 244	8 447 408 836	8 447 408 836	11,8	11,8	8 447 408 836
		6 Transferts en capital	19 158 015 137	19 158 015 137	19 158 015 137	19 158 015 137	0	0	0	0	0
	Total Prog. 0003		20 758 015 137	20 758 015 137	1 000 000 000	1 000 000 000	-600 000 000	-600 000 000	-37,5	-37,5	-600 000 000
		4 Transferts courants	20 758 015 137	20 758 015 137	20 168 015 137	20 168 015 137	-600 000 000	-600 000 000	-2,9	-2,9	-600 000 000
	Total Section 22		20 758 015 137	20 758 015 137	20 168 015 137	20 168 015 137	-600 000 000	-600 000 000	-2,9	-2,9	-600 000 000
25 Conseil Constitutionnel	0005 Conseil Economique, Social et Environnemental	4 Transferts courants	7 541 040 284	7 541 040 284	7 541 040 284	7 541 040 284	0	0	0	0	0
	Total Prog. 0005		7 541 040 284	7 541 040 284	7 541 040 284	7 541 040 284	0	0	0	0	0
		2 Dépenses de personnel	7 541 040 284	7 541 040 284	7 541 040 284	7 541 040 284	0	0	0	0	0
	Total Section 24		544 028 000	544 028 000	505 705 000	505 705 000	-38 323 000	-38 323 000	-7,0	-7,0	-38 323 000
	0006 Conseil Constitutionnel	4 Transferts courants	600 000 000	600 000 000	1 250 000 000	1 250 000 000	650 000 000	650 000 000	108,3	108,3	650 000 000
26 Conseil Constitutionnel	Total Prog. 0006		1 144 028 000	1 144 028 000	1 755 705 000	1 755 705 000	611 677 000	611 677 000	53,5	53,5	611 677 000
			1 144 028 000	1 144 028 000	1 755 705 000	1 755 705 000	611 677 000	611 677 000	53,5	53,5	611 677 000



**Projet de Loi de Finances Initiale 2024**  
**TABEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE**

Ministère/Institution (Section)		Source de financement				Catégories de dépense			
		Budget		Ressources internes et ressources externes		Projet LFI 2024 - Crédits inscrits		ECART	
		Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2023		AE	CP	AE	CP
25 Conseil Constitutionnel		Total Section 25		1 144 028 000	1 144 028 000	1 755 705 000	1 755 705 000	611 677 000	611 677 000
27 Cour Suprême		0007 Cour Suprême	2 Dépenses de personnel	1 415 088 622	1 415 088 622	2 141 504 000	2 141 504 000	726 415 378	726 415 378
			4 Transferts courants	1 900 000 000	1 900 000 000	2 600 000 000	2 600 000 000	700 000 000	700 000 000
			5 Investissements exécutés par l'Etat	0	0	2 238 121 379	400 000 000	2 238 121 379	0
Total Section 27			Total Prog. 0007	3 315 088 622	3 315 088 622	6 979 625 379	5 141 504 000	3 664 536 757	1 826 415 378
28 Cour des Comptes		0008 Cour des Comptes	2 Dépenses de personnel	2 631 755 084	2 631 755 084	6 979 625 379	5 141 504 000	3 664 536 757	1 826 415 378
			4 Transferts courants	6 968 453 695	6 968 453 695	2 946 623 000	2 946 623 000	314 867 916	314 867 916
			6 Transferts en capital	930 772 796	930 772 796	9 752 650 000	9 752 650 000	2 784 196 305	2 784 196 305
Total Section 28			Total Prog. 0008	10 530 981 575	10 530 981 575	13 199 273 000	13 199 273 000	2 668 291 425	2 668 291 425
29 Haut Conseil des Collectivités Territoriales		0013 Conseil des Collectivités Territoriales	4 Transferts courants	7 560 000 000	7 560 000 000	13 199 273 000	13 199 273 000	2 668 291 425	2 668 291 425
			6 Transferts en capital	1 600 000 000	1 600 000 000	7 810 000 000	7 810 000 000	250 000 000	250 000 000
Total Section 29			Total Prog. 0013	9 160 000 000	9 160 000 000	20 009 273 000	20 009 273 000	2 918 291 425	2 918 291 425
30 Primature		0009 Primature	2 Dépenses de personnel	3 416 590 000	3 416 590 000	5 433 773 204	5 433 773 204	2 017 183 204	2 017 183 204
			3 Acquisition de biens et services	4 171 138 296	4 171 138 296	7 069 549 156	7 069 549 156	2 898 410 860	2 898 410 860
			4 Transferts courants	7 587 924 496	7 587 924 496	4 570 000 000	4 570 000 000	-3 017 924 496	-3 017 924 496
			5 Investissements exécutés par l'Etat	5 003 671 077	5 003 671 077	5 150 000 000	5 150 000 000	146 328 923	146 328 923
			6 Transferts en capital	9 272 596 366	9 272 596 366	3 500 000 000	3 500 000 000	-5 772 596 366	-5 772 596 366
Total Section 30			Total Prog. 0009	29 451 920 235	29 451 920 235	25 723 322 360	25 723 322 360	-3 728 597 875	-3 728 597 875
				29 451 920 235	29 451 920 235	25 723 322 360	25 723 322 360	-3 728 597 875	-3 728 597 875

**Projet de Loi de Finances Initiale 2024**  
**TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE**

Budget			Source de financement		Catégories de dépense				
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes		1-2-3-4-5-6				
Ministère/institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2023		Projet LFI 2024 - Crédits inscrits		ECART		
			AE	CP	AE	CP	AE		
							VAL ABS	%	VAL ABS
31 Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	1001 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	1 136 830 928	1 136 830 928	2 108 956 488	2 108 956 488	85,5	972 125 560	85,5
		3 Acquisition de biens et services	11 271 099 078	11 271 099 078	12 269 631 056	12 269 631 056	8,9	998 531 978	8,9
		4 Transferts courants	1 273 814 000	1 273 814 000	1 373 814 000	1 373 814 000	7,9	100 000 000	7,9
		5 Investissements exécutés par l'Etat	0	0	3 100 000 000	3 100 000 000	0	3 100 000 000	0
		6 Transferts en capital	1 720 000 000	1 720 000 000	300 000 000	300 000 000	-82,6	-1 420 000 000	-82,6
		Total Prog. 1001	15 401 744 006	15 401 744 006	19 152 401 544	19 152 401 544	24,4	3 760 657 538	24,4
2001 Coopération bilatérale et multilatérale		2 Dépenses de personnel	24 906 725 217	24 906 725 217	24 775 067 217	24 775 067 217	-0,5	-131 658 000	-0,5
		3 Acquisition de biens et services	24 048 873 937	24 048 873 937	24 348 873 937	24 348 873 937	1,2	300 000 000	1,2
		4 Transferts courants	2 476 549 950	2 476 549 950	2 976 549 950	2 976 549 950	20,2	500 000 000	20,2
		5 Investissements exécutés par l'Etat	2 519 233 352	2 519 233 352	2 119 233 352	2 119 233 352	-15,9	-400 000 000	-15,9
		6 Transferts en capital	600 000 000	600 000 000	0	0	-100	-600 000 000	-100
		Total Prog. 2001	54 551 382 456	54 551 382 456	54 219 724 456	54 219 724 456	-0,6	-331 658 000	-0,6
2002 Promotion de la Diplomatie économique		2 Dépenses de personnel	25 889 000	25 889 000	89 413 000	89 413 000	245,4	63 524 000	245,4
		3 Acquisition de biens et services	62 346 142	62 346 142	62 346 142	62 346 142	0	0	0
		Total Prog. 2002	88 235 142	88 235 142	151 759 142	151 759 142	72,0	63 524 000	72,0
2003 Gestion des Affaires consulaires et promotion des SE		2 Dépenses de personnel	204 395 000	204 395 000	436 274 000	436 274 000	113,4	231 879 000	113,4
		3 Acquisition de biens et services	170 933 792	170 933 792	920 933 792	920 933 792	438,8	750 000 000	438,8
		4 Transferts courants	750 000 000	750 000 000	750 000 000	750 000 000	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	240 000 000	240 000 000	260 000 000	260 000 000	8,3	20 000 000	8,3
		6 Transferts en capital	950 000 000	950 000 000	950 000 000	950 000 000	0	0	0
		Total Prog. 2003	2 315 328 792	2 315 328 792	3 317 207 792	3 317 207 792	43,3	1 001 879 000	43,3
Total Section 31		72 356 690 396	72 356 690 396	76 841 092 934	76 841 092 934	6,2	4 484 402 538	6,2	



## Projet de Loi de Finances Initiale 2024

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement			Catégories de dépense			
			Ressources Internes et ressources externes			1-2-3-4-5-6			
			Crédits inscrits LFI 2023			Projet LFI 2024 - Crédits inscrits			
			AE	CP		AE	CP	AE	CP
32 Ministère des Forces Armées	1002 Pilotage coordination et gestion administrative	Dépenses de personnel	5 043 635 000	5 043 635 000		6 011 212 000	6 011 212 000	967 577 000	967 577 000
		3 Acquisition de biens et services	3 493 488 677	3 493 488 677		4 110 500 224	4 110 500 224	617 011 547	617 011 547
		4 Transferts courants	3 500 000 000	3 500 000 000		4 268 480 000	4 268 480 000	768 480 000	768 480 000
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 200 000 000	1 200 000 000		2 332 500 000	2 332 500 000	1 132 500 000	1 132 500 000
		6 Transferts en capital	7 939 000 000	7 939 000 000		6 272 500 000	6 272 500 000	-1 666 500 000	-1 666 500 000
		<b>Total Prog. 1002</b>	<b>21 176 123 677</b>	<b>21 176 123 677</b>		<b>22 995 192 224</b>	<b>22 995 192 224</b>	<b>1 819 068 547</b>	<b>1 819 068 547</b>
	2005 Défense du territoire national	Dépenses de personnel	98 533 638 560	98 533 638 560		136 900 502 828	136 900 502 828	38 366 864 268	38 366 864 268
		3 Acquisition de biens et services	36 404 094 985	36 404 094 985		38 394 594 985	38 394 594 985	1 990 500 000	1 990 500 000
		5 Investissements exécutés par l'Etat	73 677 676 512	17 107 222 594		15 867 000 000	15 867 000 000	-57 810 676 512	-1 240 222 594
		6 Transferts en capital	5 500 000 000	5 500 000 000		0	0	-5 500 000 000	-5 500 000 000
2008 Sécurité publique et maintien de l'ordre	<b>Total Prog. 2005</b>	<b>Dépenses de personnel</b>	<b>214 115 410 057</b>	<b>214 115 410 057</b>		<b>191 162 097 813</b>	<b>191 162 097 813</b>	<b>-22 953 312 244</b>	<b>-10,7 33 617 141 674</b>
		3 Acquisition de biens et services	65 069 874 288	65 069 874 288		69 269 116 000	69 269 116 000	4 199 241 712	4 199 241 712
		4 Transferts courants	16 633 214 639	16 633 214 639		16 733 214 639	16 733 214 639	100 000 000	100 000 000
		5 Investissements exécutés par l'Etat	4 863 180 102	4 863 180 102		13 223 052 050	11 894 232 152	8 359 871 948	7 031 052 050
		6 Transferts en capital	191 309 237 678	6 848 621 000		0	0	-191 309 237 678	-6 848 621 000
		<b>Total Prog. 2008</b>	<b>277 935 506 707</b>	<b>277 935 506 707</b>		<b>99 285 382 689</b>	<b>97 956 562 791</b>	<b>-178 650 124 018</b>	<b>-64,3 4 481 672 762</b>
	3002 Opérations à caractère industriel et commerciale	3 Acquisition de biens et services	150 000 000	150 000 000		150 000 000	150 000 000	0	0
		<b>Total Prog. 3002</b>	<b>150 000 000</b>	<b>150 000 000</b>		<b>150 000 000</b>	<b>150 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
		2 Dépenses de personnel	1 221 341 000	1 221 341 000		2 644 303 992	2 644 303 992	1 422 962 992	1 422 962 992
		3 Acquisition de biens et services	2 114 843 809	2 114 843 809		2 636 761 618	2 636 761 618	521 917 809	521 917 809
33 Ministère de l'Intérieur	1003 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Dépenses de personnel	1 221 341 000	1 221 341 000		2 644 303 992	2 644 303 992	1 422 962 992	1 422 962 992
		3 Acquisition de biens et services	2 114 843 809	2 114 843 809		2 636 761 618	2 636 761 618	521 917 809	521 917 809
		<b>Total Section 32</b>	<b>513 377 040 441</b>	<b>272 345 969 845</b>		<b>313 592 672 726</b>	<b>312 263 852 828</b>	<b>-159 784 367 715</b>	<b>-38,9 39 917 882 983</b>
		2 Dépenses de personnel	1 221 341 000	1 221 341 000		2 644 303 992	2 644 303 992	1 422 962 992	1 422 962 992

## Projet de Loi de Finances Initiale 2024

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement		Catégories de dépense			
			Ressources internes et ressources externes		1-2-3-4-5-6			
			Crédits inscrits LFI 2023		Projet LFI 2024 - Crédits inscrits			
			AE	CP	AE	CP	AE	CP
33 Ministère de l'Intérieur	1003 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	5 Investissements exécutés par l'Etat	2 067 502 447	2 067 502 447	1 467 102 447	1 467 102 447	-600 400 000	-29,0
		Total Prog. 1003	5 403 687 256	5 403 687 256	6 748 168 057	6 748 168 057	1 344 480 801	24,9
		2 Dépenses de personnel	69 645 397 007	69 645 397 007	64 352 437 770	64 352 437 770	-5 292 959 237	-7,6
		3 Acquisition de biens et services	8 935 301 688	8 935 301 688	9 826 134 478	9 826 134 478	890 832 790	10
		4 Transferts courants	15 799 419 060	15 799 419 060	20 776 219 060	20 776 219 060	4 976 800 000	31,5
		5 Investissements exécutés par l'Etat	41 091 424 265	5 952 454 598	48 957 926 352	16 949 461 152	7 866 502 087	19,1
	2010 Sécurité civile	6 Transferts en capital	3 350 000 000	3 350 000 000	3 250 000 000	3 250 000 000	-100 000 000	-3,0
		Total Prog. 2009	138 821 542 020	138 821 542 020	147 162 717 660	115 154 252 460	8 341 175 640	6,0
		2 Dépenses de personnel	30 818 304 000	30 818 304 000	30 465 347 776	30 465 347 776	-352 956 224	-1,1
		3 Acquisition de biens et services	3 518 174 414	3 518 174 414	3 782 174 414	3 782 174 414	264 000 000	7,5
2011 Administration territoriale	2010 Sécurité civile	4 Transferts courants	1 820 000 000	1 820 000 000	2 140 000 000	2 140 000 000	320 000 000	17,8
		5 Investissements exécutés par l'Etat	97 699 039 666	5 600 000 000	5 025 333 333	5 025 333 333	-92 673 706 333	-94,9
		6 Transferts en capital	3 759 506 000	974 000 000	0	0	-3 759 506 000	-100
		Total Prog. 2010	137 615 024 080	137 615 024 080	41 412 855 523	41 412 855 523	-96 202 168 557	-69,9
		2 Dépenses de personnel	5 972 915 000	5 972 915 000	6 071 325 000	6 071 325 000	98 410 000	1,6
		3 Acquisition de biens et services	2 468 054 847	2 486 054 847	2 551 054 847	2 551 054 847	85 000 000	3,4
	2012 Gouvernance électorale	4 Transferts courants	9 058 200 000	9 058 200 000	9 100 000 000	9 100 000 000	41 800 000	0,5
		5 Investissements exécutés par l'Etat	300 000 000	300 000 000	700 000 000	700 000 000	400 000 000	133,3
		Total Prog. 2011	17 797 169 847	17 797 169 847	18 422 379 847	18 422 379 847	625 210 000	3,5
		2 Dépenses de personnel	201 097 000	201 097 000	304 229 200	304 229 200	103 132 200	51,3
2012 Gouvernance électorale	2011 Administration territoriale	3 Acquisition de biens et services	3 899 525 456	3 899 525 456	6 620 000 000	6 620 000 000	2 720 474 544	69,8
		Total Prog. 2012	3 899 525 456	3 899 525 456	6 620 000 000	6 620 000 000	2 720 474 544	69,8
		2 Dépenses de personnel	3 899 525 456	3 899 525 456	6 620 000 000	6 620 000 000	2 720 474 544	69,8
		3 Acquisition de biens et services	3 899 525 456	3 899 525 456	6 620 000 000	6 620 000 000	2 720 474 544	69,8
		Total Prog. 2013	3 899 525 456	3 899 525 456	6 620 000 000	6 620 000 000	2 720 474 544	69,8
		2 Dépenses de personnel	3 899 525 456	3 899 525 456	6 620 000 000	6 620 000 000	2 720 474 544	69,8
		3 Acquisition de biens et services	3 899 525 456	3 899 525 456	6 620 000 000	6 620 000 000	2 720 474 544	69,8
	2013 Gouvernance électorale	Total Prog. 2014	3 899 525 456	3 899 525 456	6 620 000 000	6 620 000 000	2 720 474 544	69,8
		2 Dépenses de personnel	3 899 525 456	3 899 525 456	6 620 000 000	6 620 000 000	2 720 474 544	69,8
		3 Acquisition de biens et services	3 899 525 456	3 899 525 456	6 620 000 000	6 620 000 000	2 720 474 544	69,8
		Total Prog. 2015	3 899 525 456	3 899 525 456	6 620 000 000	6 620 000 000	2 720 474 544	69,8



**Projet de Loi de Finances Initiale 2024**  
**TABEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE**

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement			Catégories de dépense			
			Ressources internes et ressources externes			1-2-3-4-5-6			
			Crédits inscrits LFI 2023			ECART			
			AE	CP	CP	AE	%	VAL ABS	CP
33 Ministère de l'intérieur	2012 Gouvernance électorale	4 Transferts courants	2 294 000 000	2 294 000 000	3 894 000 000	1 600 000 000	69,7	1 600 000 000	69,7
		5 Investissements exécutés par l'Etat	657 957 000	80 322 000	0	-657 957 000	-100	-80 322 000	-100
		6 Transferts en capital	3 817 700 000	3 817 700 000	4 109 000 000	8 509 300 000	222,9	291 300 000	7,6
	<b>Total Prog. 2012</b>		<b>10 870 279 456</b>	<b>10 870 279 456</b>	<b>14 927 229 200</b>	<b>12 274 949 744</b>	<b>112,9</b>	<b>4 634 584 744</b>	<b>42,6</b>
	3003 Fonds de lutte contre les incendies	3 Acquisition de biens et services	126 000 000	126 000 000	126 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	74 000 000	74 000 000	74 000 000	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 3003</b>	<b>200 000 000</b>	<b>200 000 000</b>	<b>200 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
34 Ministère de la Justice	3010 Compte de Commerce Police	3 Acquisition de biens et services	125 000 000	125 000 000	125 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	15 000 000	15 000 000	15 000 000	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 3010</b>	<b>140 000 000</b>	<b>140 000 000</b>	<b>140 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	<b>Total Section 33</b>		<b>310 847 702 659</b>	<b>180 246 552 326</b>	<b>197 004 885 087</b>	<b>-73 616 352 372</b>	<b>-23,7</b>	<b>16 758 332 761</b>	<b>9,3</b>
	1004 Piliage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	1 314 501 716	1 314 501 716	5 874 793 240	4 560 291 524	346,9	4 560 291 524	346,9
		3 Acquisition de biens et services	1 134 377 592	1 134 377 592	991 877 592	-142 500 000	-12,6	-142 500 000	-12,6
		4 Transferts courants	8 970 000 000	8 970 000 000	8 570 000 000	-400 000 000	-4,5	-400 000 000	-4,5
2014 Justice judiciaire	2014 Justice judiciaire	5 Investissements exécutés par l'Etat	171 082 477	171 082 477	250 000 000	78 917 523	46,1	78 917 523	46,1
		6 Transferts en capital	25 200 000 000	25 200 000 000	25 000 000 000	-200 000 000	-0,8	-200 000 000	-0,8
		<b>Total Prog. 1004</b>	<b>36 789 961 785</b>	<b>36 789 961 785</b>	<b>40 686 670 832</b>	<b>3 896 709 047</b>	<b>10,6</b>	<b>3 896 709 047</b>	<b>10,6</b>
	2014 Justice judiciaire	2 Dépenses de personnel	12 673 201 000	12 673 201 000	15 945 405 000	3 272 204 000	25,8	3 272 204 000	25,8
		3 Acquisition de biens et services	2 333 852 051	2 333 852 051	3 699 352 051	1 365 500 000	58,5	1 365 500 000	58,5
		4 Transferts courants	1 060 000 000	1 060 000 000	1 400 000 000	340 000 000	32,1	340 000 000	32,1
		5 Investissements exécutés par l'Etat	558 999 816	558 999 816	2 467 000 000	1 908 000 184	341,3	1 908 000 184	341,3
	<b>Total Prog. 2014</b>		<b>16 626 052 867</b>	<b>16 626 052 867</b>	<b>23 511 757 051</b>	<b>6 885 704 184</b>	<b>41,4</b>	<b>6 885 704 184</b>	<b>41,4</b>

**Projet de Loi de Finances Initiale 2024**  
**TABEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE**

Budget Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor				Source de financement Ressources internes et ressources externes		Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6						
Ministère/institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2023			Projet LFI 2024 - Crédits inscrits			ECART			
			AE	CP		AE	CP		VAL ABS	%	VAL ABS	%
34 Ministère de la Justice	2015 Education surveillée et Protection judiciaire de l'Enfant	2 Dépenses de personnel	1 414 980 000	1 414 980 000		1 923 135 000	1 923 135 000		508 155 000	35,9	508 155 000	35,9
		3 Acquisition de biens et services	1 562 793 548	1 562 793 548		2 180 705 798	2 180 705 798		617 912 250	39,5	617 912 250	39,5
		5 Investissements exécutés par l'Etat	0	0		500 000 000	500 000 000		500 000 000	0	500 000 000	0
		Total Prog. 2015	2 977 773 548	2 977 773 548		4 603 840 798	4 603 840 798		1 626 067 250	54,6	1 626 067 250	54,6
		2 Dépenses de personnel	8 550 846 600	8 550 846 600		12 075 293 808	12 075 293 808		3 524 447 208	41,2	3 524 447 208	41,2
	2016 Administration pénitentiaire	3 Acquisition de biens et services	5 630 695 995	5 630 695 995		7 072 299 995	7 072 299 995		1 441 604 000	25,6	1 441 604 000	25,6
		4 Transferts courants	500 000 000	500 000 000		900 000 000	900 000 000		400 000 000	80	400 000 000	80
		5 Investissements exécutés par l'Etat	8 000 000 000	4 200 000 000		3 205 000 000	1 945 000 000		-4 795 000 000	-59,9	-2 255 000 000	-53,7
		6 Transferts en capital	0	0		0	0		0	0	0	0
		Total Prog. 2016	22 681 542 595	22 681 542 595		23 252 593 803	21 992 593 803		571 051 208	2,5	3 111 051 208	13,7
35 Ministère de la Fonction Publique et de la Transformation du Secteur Public	2100 Bonne gouvernance et Droits humains	2 Dépenses de personnel	221 429 000	221 429 000		283 661 000	283 661 000		62 232 000	28,1	62 232 000	28,1
		3 Acquisition de biens et services	665 913 407	665 913 407		665 913 407	665 913 407		0	0	0	0
		4 Transferts courants	230 000 000	230 000 000		230 000 000	230 000 000		0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	186 825 531	186 825 531		186 825 531	186 825 531		0	0	0	0
		Total Prog. 2100	1 304 167 938	1 304 167 938		1 366 399 938	1 366 399 938		62 232 000	4,8	62 232 000	4,8
	3011 Compte de Commerce Administration pénitentiaire	3 Acquisition de biens et services	200 000 000	200 000 000		200 000 000	200 000 000		0	0	0	0
		Total Prog. 3011	200 000 000	200 000 000		200 000 000	200 000 000		0	0	0	0
		Total Section 34	80 579 498 733	76 779 498 733		93 621 262 422	92 361 262 422		13 041 763 689	16,2	15 581 763 689	20,3
		1005 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	864 330 476	864 330 476		1 701 549 520	1 701 549 520		837 219 044	96,9	837 219 044	96,9
		3 Acquisition de biens et services	485 253 375	485 253 375		796 467 715	796 467 715		311 214 340	64,1	311 214 340	64,1
35 Ministère de la Fonction Publique et de la Transformation du Secteur Public	1005 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	4 Transferts courants	400 000 000	400 000 000		0	0		-400 000 000	-100	-400 000 000	-100
		5 Investissements exécutés par l'Etat	2 779 732 012	500 000 000		1 000 000 000	1 000 000 000		-1 779 732 012	-64,0	500 000 000	100



**Projet de Loi de Finances Initiale 2024**  
**TABEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE**

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement				Catégories de dépense			
			Budget				1-2-3-4-5-6			
			Ressources internes et ressources externes							
			Projet LFI 2024 - Crédits inscrits				ECART			
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
35 Ministère de la Fonction Publique et de la Transformation du Secteur Public	1005 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Total Prog. 1005	4 529 315 863	4 529 315 863	3 498 017 235	3 498 017 235	-1 031 298 628	-22,8	1 248 433 384	27,6
	2017 Fonction publique		858 151 000		1 129 538 000	1 129 538 000	271 387 000	31,6	271 387 000	31,6
		2 Dépenses de personnel								
		3 Acquisition de biens et services	662 848 718	662 848 718	872 848 680	872 848 680	209 999 962	31,7	209 999 962	31,7
		4 Transferts courants	595 000 000	595 000 000	595 000 000	595 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	565 139 600	565 139 600	545 139 600	545 139 600	-20 000 000	-3,5	-20 000 000	-3,5
		Total Prog. 2017	2 681 139 318	2 681 139 318	3 142 526 280	3 142 526 280	461 386 962	17,2	461 386 962	17,2
	2018 Renouveau du service public		113 051 000		175 652 000	175 652 000	62 601 000	55,4	62 601 000	55,4
		2 Dépenses de personnel								
		3 Acquisition de biens et services	254 070 281	254 070 281	254 070 281	254 070 281	0	0	0	0
37 Ministère du travail du dialogue social et des relations avec les Institutions			2 103 121 112	1 073 000 000	1 100 000 000	1 100 000 000	-1 003 121 112	-47,7	27 000 000	2,5
		5 Investissements exécutés par l'Etat								
		Total Prog. 2018	2 470 242 393	2 470 242 393	1 529 722 281	1 529 722 281	-940 520 112	-38,1	89 601 000	3,6
	Total Section 35		9 680 697 574	6 370 844 450	8 170 265 796	8 170 265 796	-1 510 431 778	-15,6	1 799 421 346	28,2
	1006 Pilotage, Coordination et Gestion administrative		320 437 096	320 437 096	638 986 752	638 986 752	318 549 656	99,4	318 549 656	99,4
		2 Dépenses de personnel								
		3 Acquisition de biens et services	908 262 166	908 262 166	974 262 166	974 262 166	66 000 000	7,3	66 000 000	7,3
		5 Investissements exécutés par l'Etat	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 1006	1 728 699 262	1 728 699 262	2 113 248 918	2 113 248 918	384 549 656	22,2	384 549 656	22,2
	2019 Gouvernance du marché du travail		695 776 324	695 776 324	1 300 495 884	1 300 495 884	604 719 560	86,9	604 719 560	86,9
		2 Dépenses de personnel								
		3 Acquisition de biens et services	1 218 441 956	1 218 441 956	1 342 441 956	1 342 441 956	124 000 000	10,2	124 000 000	10,2
		4 Transferts courants	1 250 000 000	1 250 000 000	1 150 000 000	1 150 000 000	-100 000 000	-8	-100 000 000	-8
		5 Investissements exécutés par l'Etat	450 000 000	450 000 000	450 000 000	450 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 2019	3 614 218 280	3 614 218 280	4 242 937 840	4 242 937 840	628 719 560	17,4	628 719 560	17,4
	2107 Protection sociale des travailleurs		53 462 000	53 462 000	90 961 160	90 961 160	37 499 160	70,1	37 499 160	70,1
		2 Dépenses de personnel								

**Projet de Loi de Finances Initiale 2024**  
**TABEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE**

Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Source de financement		Catégories de dépense			
		Ressources internes et ressources externes		1-2-3-4-5-6			
		Crédits inscrits LFI 2023		Projet LFI 2024 - Crédits inscrits			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense		AE		CP	
				AE	CP	AE	CP
37 Ministère du travail, du dialogue social et des relations avec les Institutions	2107 Protection sociale des travailleurs	3 Acquisition de biens et services	142 599 492	272 599 492	272 599 492	130 000 000	91,2
		4 Transferts courants	100 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	200 000 000	200 000 000	250 000 000	50 000 000	25
		Total Prog. 2107	496 061 492	713 560 652	713 560 652	217 499 160	43,8
	Total Section 37		5 838 979 034	7 069 747 410	7 069 747 410	1 230 768 376	21,1
			518 422 684	845 655 660	845 655 660	327 232 976	63,1
40 Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime	1008 Pilotage, coordination et gestion administrative	3 Acquisition de biens et services	336 480 162	153 671 199	153 671 199	-182 808 963	-54,3
		4 Transferts courants	655 000 000	1 176 425 172	1 176 425 172	521 425 172	79,6
		5 Investissements exécutés par l'Etat	718 000 000	718 000 000	718 000 000	0	0
		Total Prog. 1008	2 227 902 846	2 893 752 031	2 893 752 031	665 849 185	29,9
			932 026 000	1 513 091 859	1 513 091 859	581 065 859	62,3
			459 684 887	459 684 887	459 684 887	0	0
2023 Pêche et Aquaculture		3 Acquisition de biens et services	2 094 512 000	2 374 512 000	2 374 512 000	280 000 000	13,4
		4 Transferts courants	28 150 000 000	3 650 000 000	11 395 954 082	-8 145 466 075	-28,9
		5 Investissements exécutés par l'Etat	2 000 000 000	4 500 000 000	4 500 000 000	2 500 000 000	125
		6 Transferts en capital	33 636 222 887	33 636 222 887	20 243 242 828	-4 784 400 216	-14,2
		Total Prog. 2023	31 177 000	58 056 124	58 056 124	26 879 124	86,2
			50 754 226	47 702 860	47 702 860	-3 051 366	-6,0
2024 Economie Maritime		3 Acquisition de biens et services	7 777 939 300	7 777 939 300	7 777 939 300	0	0
		4 Transferts courants	500 000 000	500 000 000	951 567 230	5 852 450 282	1170,5
		5 Investissements exécutés par l'Etat	250 000 000	250 000 000	1 250 000 000	1 000 000 000	400
		6 Transferts en capital	8 609 870 526	8 609 870 526	10 085 265 514	6 876 278 040	79,9
		Total Prog. 2024					



## Projet de Loi de Finances Initiale 2024

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget				Source de financement		Catégories de dépense				
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor				Ressources internes et ressources externes		1-2-3-4-5-6				
Ministère/institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2023		Projet LFI 2024 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
40 Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime	3004 Encouragement à la Pêche et à ses industries annexes(CEPIA)	2 Dépenses de personnel	545 000 000	545 000 000	610 000 000	610 000 000	65 000 000	11,9	65 000 000	11,9
		3 Acquisition de biens et services	150 000 000	150 000 000	551 000 000	551 000 000	401 000 000	267,3	401 000 000	267,3
		4 Transferts courants	390 000 000	390 000 000	900 000 000	900 000 000	510 000 000	130,8	510 000 000	130,8
		5 Investissements exécutés par l'Etat	415 000 000	415 000 000	1 439 000 000	1 439 000 000	1 024 000 000	246,7	1 024 000 000	246,7
		Total Prog. 3004	1 500 000 000	1 500 000 000	3 500 000 000	3 500 000 000	2 000 000 000	133,3	2 000 000 000	133,3
		Total Section 40	45 973 996 259	21 473 996 259	50 731 723 268	36 722 260 373	4 757 727 009	10,3	15 248 264 114	71,0
	2 Dépenses de personnel	520 923 584	520 923 584	713 668 000	713 668 000	192 744 416	37,0	192 744 416	37,0	
41 Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement	1009 Pilotage, coordination et gestion administrative	3 Acquisition de biens et services	687 826 306	687 826 306	539 826 306	539 826 306	-148 000 000	-21,5	-148 000 000	-21,5
		5 Investissements exécutés par l'Etat	513 000 000	513 000 000	648 784 000	648 784 000	135 784 000	26,5	135 784 000	26,5
		Total Prog. 1009	1 721 749 890	1 721 749 890	1 902 278 306	1 902 278 306	180 528 416	10,5	180 528 416	10,5
		2 Dépenses de personnel	114 415 000	114 415 000	444 031 000	444 031 000	329 616 000	288,1	329 616 000	288,1
		3 Acquisition de biens et services	114 772 736	114 772 736	354 772 736	354 772 736	240 000 000	209,1	240 000 000	209,1
		4 Transferts courants	190 000 000	190 000 000	1 239 999 973	1 239 999 973	1 049 999 973	552,6	1 049 999 973	552,6
	5 Investissements exécutés par l'Etat	324 963 897 454	87 011 505 906	244 821 770 455	75 214 410 060	-80 142 126 999	-24,7	-11 797 095 846	-13,6	
2027 Développement, Gestion et Entretien des Infrastructures Routières	2028 Développement, Gestion et Entretien du Réseau ferroviaire	6 Transferts en capital	94 388 975 110	94 388 975 110	146 772 925 103	116 017 957 739	52 383 949 993	55,5	21 628 982 629	22,9
		Total Prog. 2027	419 772 060 300	419 772 060 300	393 633 499 267	193 271 171 508	-26 138 561 033	-6,2	11 451 502 756	2,7
		3 Acquisition de biens et services	14 971 490	14 971 490	39 911 320	39 911 320	24 939 830	166,6	24 939 830	166,6
		4 Transferts courants	23 800 000 000	23 800 000 000	23 800 000 000	23 800 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	253 350 000 000	20 350 000 000	19 400 128 998	9 400 128 998	-233 949 871 004	-92,3	-10 949 871 004	-53,8
		6 Transferts en capital	18 250 000 000	18 250 000 000	23 000 000 000	23 000 000 000	4 750 000 000	26,0	4 750 000 000	26,0
	Total Prog. 2028	295 414 971 490	295 414 971 490	66 240 040 316	56 240 040 316	-229 174 931 174	-77,6	-6 174 931 174	-2,1	





## Projet de Loi de Finances Initiale 2024

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget		Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense		Crédits inscrits LFI 2023		Projet LFI 2024 - Crédits inscrits		ECART	
				AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%
42 Ministère de l'Agriculture, de l'Équipement Rural et de la Souveraineté Alimentaire	2031 Augmentation de la production et valorisation des pds agricoles			61 764 773 574	38 043 223 574	21 676 958 117	21 676 958 117	-40 087 815 457	-64,9
		5 Investissements exécutés par l'Etat						-16 366 265 457	-43,0
		6 Transferts en capital		81 812 512 148	58 960 000 000	121 858 250 000	121 858 250 000	40 045 737 852	48,9
		Total Prog. 2031		175 988 360 815	175 988 360 815	151 259 456 670	151 259 456 670	-24 728 904 145	-14,1
	2033 Accompagnement à la production: Fin, Rech, Form et App-cons	2 Dépenses de personnel		365 162 000	365 162 000	560 465 296	560 465 296	195 303 296	53,5
		3 Acquisition de biens et services		181 092 787	181 092 787	181 092 787	181 092 787	0	0
		4 Transferts courants		8 324 643 200	8 324 643 200	8 324 643 200	8 324 643 200	0	0
		Total Prog. 2033		8 870 897 987	8 870 897 987	9 066 201 283	9 066 201 283	195 303 296	2,2
	Total Section 42			268 408 535 578	187 630 633 780	219 494 446 493	207 842 023 528	-48 914 089 085	-18,2
				3 990 397 976	3 990 397 976	4 470 278 534	4 470 278 534	479 880 558	12,0
43 Ministère des Finances et du Budget	1011 Pilotage, gestion et coordination du MFB	2 Dépenses de personnel		3 429 267 659	3 429 267 659	3 886 129 330	3 886 129 330	456 861 671	13,3
		3 Acquisition de biens et services		4 157 857 265	4 157 857 265	4 157 857 265	4 157 857 265	0	0
		4 Transferts courants		1 438 893 713	1 438 893 713	3 265 164 555	3 265 164 555	1 826 270 842	126,9
		5 Investissements exécutés par l'Etat		6 500 000 000	6 500 000 000	2 100 000 000	2 100 000 000	-4 400 000 000	-67,7
	2032 Gestion ressources douaniers et protection de l'économie	Total Prog. 1011		19 516 416 613	19 516 416 613	17 879 429 684	17 879 429 684	-1 636 986 929	-8,4
		2 Dépenses de personnel		13 356 225 600	13 356 225 600	16 485 190 480	16 485 190 480	3 128 964 880	23,4
		3 Acquisition de biens et services		2 059 870 984	2 059 870 984	2 059 870 984	2 059 870 984	0	0
		4 Transferts courants		5 040 000 000	5 040 000 000	5 051 451 316	5 051 451 316	11 451 316	0,2
	2035 Elaboration des lois de finance et suivi de l'exécution	5 Investissements exécutés par l'Etat		1 350 000 000	1 350 000 000	15 480 819 540	3 499 105 000	14 130 819 540	1046,7
		6 Transferts en capital		25 000 000 000	25 000 000 000	25 000 000 000	25 000 000 000	0	0
		Total Prog. 2032		46 806 096 584	46 806 096 584	64 077 332 320	52 095 617 780	17 271 235 736	36,9
		2 Dépenses de personnel		3 149 346 520	3 149 346 520	3 694 892 042	3 694 892 042	545 545 522	17,3
	3 Acquisition de biens et services			3 733 014 721	3 733 014 721	3 773 371 166	3 773 371 166	40 356 445	1,1
								40 356 445	1,1

**Projet de Loi de Finances Initiale 2024**  
**TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE**

Ministère/institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement				Catégories de dépense			
			Crédits inscrits LFI 2023		Projet LFI 2024 - Crédits inscrits		Ressources internes et ressources externes		1-2-3-4-5-6	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%
43 Ministère des Finances et du Budget	2035 Elaboration des lois de finance et suivi de l'exécution	4 Transferts courants	23 820 722 000	23 820 722 000	242 400 000	242 400 000	-23 578 322 000	-99,0	-23 578 322 000	-99,0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	2 685 121 153	2 685 121 153	5 454 216 265	3 223 962 465	2 769 095 112	103,1	538 841 312	20,1
		6 Transferts en capital	38 129 044 853	38 129 044 853	69 807 474 790	69 807 474 790	31 678 429 937	83,1	31 678 429 937	83,1
		<b>Total Prog. 2035</b>	<b>71 517 249 247</b>	<b>71 517 249 247</b>	<b>82 972 354 263</b>	<b>80 742 100 463</b>	<b>11 455 105 016</b>	<b>16,0</b>	<b>9 224 851 216</b>	<b>12,9</b>
	2036 Gestion compl. et financ Etat et autres organismes publics	2 Dépenses de personnel	5 260 979 000	5 260 979 000	5 771 489 006	5 771 489 006	510 510 006	9,7	510 510 006	9,7
		3 Acquisition de biens et services	1 774 605 759	1 774 605 759	2 034 605 759	2 034 605 759	260 000 000	14,7	260 000 000	14,7
		4 Transferts courants	37 000 000	37 000 000	37 000 000	37 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	5 047 905 931	4 297 905 931	2 907 905 931	2 907 905 931	-2 140 000 000	-42,4	-1 390 000 000	-32,3
		<b>Total Prog. 2036</b>	<b>12 120 490 690</b>	<b>12 120 490 690</b>	<b>10 751 000 696</b>	<b>10 751 000 696</b>	<b>-1 369 489 994</b>	<b>-11,3</b>	<b>-619 489 994</b>	<b>-5,1</b>
	2037 Gestion de la fiscalité intérieure et du foncier	2 Dépenses de personnel	7 348 198 975	7 348 198 975	8 410 130 003	8 410 130 003	1 061 931 028	14,5	1 061 931 028	14,5
		3 Acquisition de biens et services	1 887 378 502	1 887 378 502	1 917 378 502	1 917 378 502	30 000 000	1,6	30 000 000	1,6
		4 Transferts courants	51 770 000	51 770 000	51 770 000	51 770 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	28 849 958 971	12 950 442 721	32 676 617 612	26 917 077 612	3 826 658 641	13,3	13 966 634 891	107,8
		6 Transferts en capital	4 322 000 000	4 322 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000	-3 122 000 000	-72,2	-3 122 000 000	-72,2
		<b>Total Prog. 2037</b>	<b>42 459 306 448</b>	<b>42 459 306 448</b>	<b>44 255 896 117</b>	<b>38 496 356 117</b>	<b>1 796 589 669</b>	<b>4,2</b>	<b>11 936 565 919</b>	<b>28,1</b>
	2038 Gestion du secteur financier	2 Dépenses de personnel	366 446 000	366 446 000	436 373 424	436 373 424	69 927 424	19,1	69 927 424	19,1
		3 Acquisition de biens et services	602 895 480	602 895 480	602 895 480	602 895 480	0	0	0	0
		4 Transferts courants	1 383 119 000	1 383 119 000	2 508 119 000	2 508 119 000	1 125 000 000	81,3	1 125 000 000	81,3
		5 Investissements exécutés par l'Etat	354 618 455	354 618 455	12 558 964 455	1 855 618 455	12 204 346 000	3441,5	1 501 000 000	423,3
		6 Transferts en capital	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 2038</b>	<b>3 007 078 935</b>	<b>3 007 078 935</b>	<b>16 406 352 359</b>	<b>5 703 006 359</b>	<b>13 399 273 424</b>	<b>445,6</b>	<b>2 695 927 424</b>	<b>89,7</b>



**Projet de Loi de Finances Initiale 2024**  
**TABEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE**

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement				Catégories de dépense			
			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
			Crédits inscrits LFI 2023		Projet LFI 2024 - Crédits inscrits		AE		ECART	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
43 Ministère des Finances et du Budget	3005 Gestion du Fonds national de retraite (FNR)	4 Transferts courants	134 340 000 000	134 340 000 000	168 473 390 000	168 473 390 000	34 133 390 000	25,4	34 133 390 000	25,4
		<b>Total Prog. 3005</b>	<b>134 340 000 000</b>	<b>134 340 000 000</b>	<b>168 473 390 000</b>	<b>168 473 390 000</b>	<b>34 133 390 000</b>	<b>25,4</b>	<b>34 133 390 000</b>	<b>25,4</b>
	3006 Gestion des Prêts et Avances	5 Investissements exécutés par l'Etat	21 550 000 000	21 550 000 000	21 550 000 000	21 550 000 000	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 3006</b>	<b>21 550 000 000</b>	<b>21 550 000 000</b>	<b>21 550 000 000</b>	<b>21 550 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	3007 Gestion des Garanties et avals	5 Investissements exécutés par l'Etat	500 000 000	500 000 000	4 373 500 000	4 373 500 000	3 873 500 000	774,7	3 873 500 000	774,7
		<b>Total Prog. 3007</b>	<b>500 000 000</b>	<b>500 000 000</b>	<b>4 373 500 000</b>	<b>4 373 500 000</b>	<b>3 873 500 000</b>	<b>774,7</b>	<b>3 873 500 000</b>	<b>774,7</b>
	3008 Fonds Intergénérationnel	5 Investissements exécutés par l'Etat	5 155 000 000	5 155 000 000	7 165 000 000	7 165 000 000	2 010 000 000	39,0	2 010 000 000	39,0
		<b>Total Prog. 3008</b>	<b>5 155 000 000</b>	<b>5 155 000 000</b>	<b>7 165 000 000</b>	<b>7 165 000 000</b>	<b>2 010 000 000</b>	<b>39,0</b>	<b>2 010 000 000</b>	<b>39,0</b>
	3009 Fonds stabilisation	4 Transferts courants	12 695 000 000	12 695 000 000	15 203 000 000	15 203 000 000	2 508 000 000	19,8	2 508 000 000	19,8
		<b>Total Prog. 3009</b>	<b>12 695 000 000</b>	<b>12 695 000 000</b>	<b>15 203 000 000</b>	<b>15 203 000 000</b>	<b>2 508 000 000</b>	<b>19,8</b>	<b>2 508 000 000</b>	<b>19,8</b>
44 Ministère du Pétrole et des Energies		<b>Total Section 43</b>	<b>369 866 638 517</b>	<b>363 017 122 267</b>	<b>453 107 255 439</b>	<b>422 432 401 099</b>	<b>83 440 616 922</b>	<b>22,6</b>	<b>69 415 278 832</b>	<b>19,7</b>
	1012 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	451 451 756	451 451 756	600 377 784	600 377 784	148 926 028	33,0	148 926 028	33,0
		3 Acquisition de biens et services	520 180 854	520 180 854	506 260 882	506 260 882	-13 919 972	-2,7	-13 919 972	-2,7
		4 Transferts courants	450 000 000	450 000 000	450 000 000	450 000 000	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 1012</b>	<b>1 421 632 610</b>	<b>1 421 632 610</b>	<b>1 556 638 666</b>	<b>1 556 638 666</b>	<b>135 006 056</b>	<b>9,5</b>	<b>135 006 056</b>	<b>9,5</b>
	2039 Electrification rurale et Energies renouvelables	2 Dépenses de personnel	0	0	31 255 000	31 255 000	31 255 000	0	31 255 000	0
		3 Acquisition de biens et services	20 243 179	20 243 179	32 500 000	32 500 000	12 256 821	60,5	12 256 821	60,5
		4 Transferts courants	2 950 000 000	2 950 000 000	2 950 000 000	2 950 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	105 265 051 864	37 865 549 876	94 770 462 407	26 406 988 314	-10 494 589 457	-10	-11 458 561 562	-30,3
		6 Transferts en capital	1 240 500 000	1 240 500 000	2 560 500 000	2 560 500 000	1 320 000 000	106,4	1 320 000 000	106,4
		<b>Total Prog. 2039</b>	<b>109 475 795 043</b>	<b>109 475 795 043</b>	<b>100 344 717 407</b>	<b>31 981 243 314</b>	<b>-9 131 077 636</b>	<b>-8,3</b>	<b>-10 095 049 741</b>	<b>-9,2</b>
	2040 Sécurité et approvisionnement en hydrocarbures et combustibles	2 Dépenses de personnel	31 787 000	31 787 000	52 127 000	52 127 000	20 340 000	64,0	20 340 000	64,0
		3 Acquisition de biens et services	49 734 789	49 734 789	49 734 789	49 734 789	0	0	0	0

## Projet de Loi de Finances Initiale 2024

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor				Source de financement		Catégories de dépense		
Budget				Ressources internes et ressources externes		1-2-3-4-5-6		
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2023		Projet LFI 2024 - Crédits inscrits		ECART	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%
44 Ministère du Pétrole et des Energies	2040 Sécurisation et approvisionnement en hydrocarbures et combustibles	4 Transferts courants	150 729 681 000	150 729 681 000	215 929 681 000	215 929 681 000	65 200 000 000	43,3
		5 Investissements exécutés par l'Etat	772 000 000	772 000 000	771 527 494	771 527 494	-472 506	-0,1
		Total Prog. 2040	151 583 202 789	151 583 202 789	216 803 070 283	216 803 070 283	65 219 867 494	43,0
	2120 Optimisation du système d'offre d'électricité	2 Dépenses de personnel	76 895 000	76 895 000	74 538 000	74 538 000	-2 357 000	-3,1
		3 Acquisition de biens et services	27 209 205	27 209 205	47 209 205	47 209 205	20 000 000	73,5
		4 Transferts courants	1 130 000 000	1 130 000 000	1 130 000 000	1 130 000 000	0	0
	5 Investissements exécutés par l'Etat	5 Investissements exécutés par l'Etat	46 020 759 409	36 620 759 409	172 381 284 119	55 515 910 850	126 360 524 710	274,6
		6 Transferts en capital	3 900 000 000	3 900 000 000	9 150 000 000	9 150 000 000	5 250 000 000	134,6
		Total Prog. 2120	51 154 863 614	51 154 863 614	182 783 031 324	65 917 658 055	131 628 167 710	257,3
	Total Section 44		313 635 494 056	236 835 992 068	501 487 457 680	316 258 610 318	187 851 963 624	59,9
45 Ministère du Commerce, de la Consommation et des Petites et Moyennes Entreprises	1013 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	467 423 144	467 423 144	658 683 144	658 683 144	191 260 000	40,9
		3 Acquisition de biens et services	405 601 287	405 601 287	217 901 287	217 901 287	-187 700 000	-46,3
		4 Transferts courants	819 931 500	819 931 500	1 069 932 500	1 069 932 500	250 001 000	30,5
		Total Prog. 1013	1 692 955 931	1 692 955 931	1 946 516 931	1 946 516 931	253 561 000	15,0
	2041 Développement du marché intérieur et de la consommation	2 Dépenses de personnel	1 231 641 000	1 231 641 000	1 583 144 328	1 583 144 328	351 503 328	28,5
		3 Acquisition de biens et services	307 048 921	307 048 921	357 048 921	357 048 921	50 000 000	16,3
		4 Transferts courants	101 708 600 000	101 708 600 000	1 908 600 000	1 908 600 000	-99 800 000 000	-98,1
		5 Investissements exécutés par l'Etat	5 113 000 000	3 113 000 000	3 313 000 000	3 313 000 000	-1 800 000 000	-35,2
	2042 Renforcement de l'intégration du Sénégal dans le commerce in	6 Transferts en capital	10 305 000 000	1 805 000 000	1 855 000 000	1 855 000 000	-8 450 000 000	-82,0
		Total Prog. 2041	118 665 289 921	118 665 289 921	9 016 793 249	9 016 793 249	-109 648 496 672	-92,4
	2042 Renforcement de l'intégration du Sénégal dans le commerce in	2 Dépenses de personnel	199 744 600	199 744 600	308 762 000	308 762 000	109 017 400	54,6
		3 Acquisition de biens et services	168 301 009	168 301 009	168 301 009	168 301 009	0	0



## Projet de Loi de Finances Initiale 2024

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)		Programme		Catégorie de dépense		Source de financement				Catégories de dépense			
						Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
						Projet LFI 2024 - Crédits inscrits				ECART			
						AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
45 Ministère du Commerce, de la Consommation et des Petites et Moyennes Entreprises	2042 Renforcement de l'intégration du Sénégal dans le commerce in	4 Transferts courants				600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat				2 127 158 480	2 127 158 480	2 307 841 542	2 307 841 542	180 683 062	8,5	180 683 062	8,5
		Total Prog. 2042				3 095 204 089	3 095 204 089	3 384 904 551	3 384 904 551	289 700 462	9,4	289 700 462	9,4
		2043 Promo et développement Entreprenariat privé et des PME/PMI				69 769 000	69 769 000	125 955 000	125 955 000	56 186 000	80,5	56 186 000	80,5
		3 Acquisition de biens et services				570 343 220	570 343 220	370 343 220	370 343 220	-200 000 000	-35,1	-200 000 000	-35,1
	2044 Promotion et valorisation des produits locaux	4 Transferts courants				2 642 134 218	2 642 134 218	2 764 744 964	2 764 744 964	122 610 746	4,6	122 610 746	4,6
		5 Investissements exécutés par l'Etat				2 500 000 000	2 500 000 000	2 000 000 000	448 750 000	-500 000 000	-20	-2 051 250 000	-82,1
		6 Transferts en capital				2 500 000 000	2 500 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	2 500 000 000	100	2 500 000 000	100
		Total Prog. 2043				8 282 246 438	8 282 246 438	10 261 043 184	8 709 793 184	1 978 796 746	23,9	427 546 746	5,2
		4 Transferts courants				650 000 000	650 000 000	1 350 000 000	1 350 000 000	700 000 000	107,7	700 000 000	107,7
46 Ministère de l'Urbanisme du Logement et de l'Hygiène Publique	1014 Pilotage, coordination et gestion administrative	5 Investissements exécutés par l'Etat				350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 2044				1 000 000 000	1 000 000 000	1 700 000 000	1 700 000 000	700 000 000	70	700 000 000	70
		2 Dépenses de personnel				132 735 696 379	122 235 696 379	26 309 257 915	24 758 007 915	-106 426 438 464	-80,2	-97 477 688 464	-79,7
		3 Acquisition de biens et services				874 667 228	874 667 228	1 265 248 552	1 265 248 552	390 581 324	44,7	390 581 324	44,7
		4 Transferts courants				1 274 600 125	1 274 600 125	940 600 125	940 600 125	-334 000 000	-26,2	-334 000 000	-26,2
	2045 Aménagement et développement urbain	5 Investissements exécutés par l'Etat				200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 1014				1 488 602 774	1 488 602 774	1 738 602 774	750 000 000	250 000 000	16,8	-738 602 774	-49,6
		2 Dépenses de personnel				3 837 870 127	3 837 870 127	4 144 451 451	3 165 848 677	306 581 324	8,0	-682 021 450	-17,8
		3 Acquisition de biens et services				254 819 000	254 819 000	317 684 244	317 684 244	62 865 244	24,7	62 865 244	24,7
		4 Transferts courants				148 960 909	148 960 909	148 960 909	148 960 909	0	0	0	0
	5 Investissements exécutés par l'Etat	300 000 000				300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	0	0
		1 976 680 293				1 976 680 293	1 976 680 293	3 751 002 730	2 973 767 029	1 774 322 437	89,8	997 086 736	50,4



**Projet de Loi de Finances Initiale 2024**  
**TABEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE**

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement			Catégories de dépense					
			Ressources internes et ressources externes			1-2-3-4-5-6					
			Crédits inscrits LFI 2023			Projet LFI 2024 - Crédits inscrits					
			AE	CP		AE	CP	AE	CP	AE	CP
46 Ministère de l'Urbanisme du Logement et de l'Hygiène Publique	2045 Aménagement et développement urbain	6 Transferts en capital	6 422 886 354	6 422 886 354		7 344 263 418	6 318 263 418	921 377 064	14,3	-104 622 936	-1,5
		<b>Total Prog. 2045</b>	<b>9 103 346 556</b>	<b>9 103 346 556</b>		<b>11 861 911 301</b>	<b>10 058 675 600</b>	<b>2 768 564 745</b>	<b>30,3</b>	<b>955 329 044</b>	<b>10,5</b>
	2046 Logement, construction d'équipement et d'infrastructures pub	2 Dépenses de personnel	211 553 000	211 553 000		239 855 824	239 855 824	28 302 824	13,4	28 302 824	13,4
		3 Acquisition de biens et services	284 000 002	284 000 002		284 000 002	284 000 002	0	0	0	0
		4 Transferts courants	10 195 680 052	10 195 680 052		9 895 680 052	9 895 680 052	-300 000 000	-2,9	-300 000 000	-2,9
		5 Investissements exécutés par l'Etat	926 466 683	926 466 683		3 025 000 000	1 750 000 000	2 098 533 317	226,5	823 533 317	88,9
		6 Transferts en capital	2 000 000 000	2 000 000 000		0	0	-2 000 000 000	-100	-2 000 000 000	-100
2047 Cadre de vie		<b>Total Prog. 2046</b>	<b>13 617 699 737</b>	<b>13 617 699 737</b>		<b>13 444 535 878</b>	<b>12 169 535 878</b>	<b>-173 163 859</b>	<b>-1,3</b>	<b>-1 448 163 859</b>	<b>-10,6</b>
		2 Dépenses de personnel	218 684 000	218 684 000		244 791 000	244 791 000	26 107 000	11,9	26 107 000	11,9
		3 Acquisition de biens et services	2 779 510 244	2 779 510 244		2 979 510 244	2 979 510 244	200 000 000	7,2	200 000 000	7,2
		4 Transferts courants	42 000 000 000	42 000 000 000		44 000 000 000	44 000 000 000	2 000 000 000	4,8	2 000 000 000	4,8
		5 Investissements exécutés par l'Etat	13 483 233 532	13 483 233 532		23 620 853 746	13 545 612 547	10 137 620 214	75,2	62 379 015	0,5
		6 Transferts en capital	300 000 000	300 000 000		300 000 000	300 000 000	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 2047</b>	<b>58 781 427 776</b>	<b>58 781 427 776</b>		<b>71 145 154 990</b>	<b>61 069 913 791</b>	<b>12 363 727 214</b>	<b>21,0</b>	<b>2 288 486 015</b>	<b>3,9</b>
47 Ministère du Développement Industriel et des Petites et Moyennes Industries		<b>Total Section 46</b>	<b>85 340 344 196</b>	<b>85 340 344 196</b>		<b>100 596 053 620</b>	<b>86 453 973 946</b>	<b>15 265 709 424</b>	<b>17,9</b>	<b>1 113 629 750</b>	<b>1,3</b>
	1015 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	245 617 580	245 617 580		477 300 000	477 300 000	231 682 420	94,3	231 682 420	94,3
		3 Acquisition de biens et services	505 320 922	505 320 922		405 320 922	405 320 922	-100 000 000	-19,8	-100 000 000	-19,8
		4 Transferts courants	240 000 000	240 000 000		240 000 000	240 000 000	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 1015</b>	<b>990 938 502</b>	<b>990 938 502</b>		<b>1 122 620 922</b>	<b>1 122 620 922</b>	<b>131 682 420</b>	<b>13,3</b>	<b>131 682 420</b>	<b>13,3</b>
	2049 compétitivité de l'industrie sénégalaise	2 Dépenses de personnel	73 707 000	73 707 000		135 502 000	135 502 000	61 795 000	83,8	61 795 000	83,8
		3 Acquisition de biens et services	36 343 518	36 343 518		36 343 518	36 343 518	0	0	0	0
		4 Transferts courants	2 838 380 000	2 838 380 000		3 185 380 000	3 185 380 000	347 000 000	12,2	347 000 000	12,2

**Projet de Loi de Finances Initiale 2024**  
**TABEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE**

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement			Catégories de dépense			
			Ressources internes et ressources externes			1-2-3-4-5-6			
			Projet LFI 2024 - Crédits inscrits			ECART			
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	CP
47 Ministère du Développement Industriel et des Petites et Moyennes Industries	2049 compétitivité de l'industrie sénégalaise	5 Investissements exécutés par l'Etat	225 675 736 800	5 088 727 450	39 870 568 821	11 728 386 321	-185 805 167 979	-82,3	5 639 658 871
		6 Transferts en capital	2 277 000 000	2 277 000 000	6 426 402 000	570 000 000	4 149 402 000	182,2	-1 707 000 000
		<b>Total Prog. 2049</b>	<b>230 901 167 318</b>	<b>230 901 167 318</b>	<b>49 554 196 339</b>	<b>15 655 611 839</b>	<b>-181 246 970 979</b>	<b>-78,5</b>	<b>4 341 453 871</b>
	<b>Total Section 47</b>		<b>231 892 105 820</b>	<b>12 305 096 470</b>	<b>50 776 817 261</b>	<b>16 778 232 761</b>	<b>-181 115 288 559</b>	<b>-78,1</b>	<b>4 473 136 291</b>
		2 Dépenses de personnel	331 239 940	331 239 940	431 778 000	431 778 000	100 538 060	30,4	100 538 060
		3 Acquisition de biens et services	416 901 079	416 901 079	409 141 751	409 141 751	-7 759 328	-1,9	-7 759 328
49 Ministère du Tourisme et des Loisirs	1016 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	5 Investissements exécutés par l'Etat	0	0	254 408 438	254 408 438	254 408 438	0	254 408 438
		<b>Total Prog. 1016</b>	<b>748 141 019</b>	<b>748 141 019</b>	<b>1 095 328 189</b>	<b>1 095 328 189</b>	<b>347 187 170</b>	<b>46,4</b>	<b>347 187 170</b>
	2050 Développement de l'Offre touristique	2 Dépenses de personnel	219 201 000	219 201 000	151 535 000	151 535 000	-67 666 000	-30,9	-67 666 000
		3 Acquisition de biens et services	395 540 672	395 540 672	205 000 000	205 000 000	-190 540 672	-48,2	-190 540 672
		4 Transferts courants	3 989 500 000	3 989 500 000	1 717 500 000	1 717 500 000	-2 272 000 000	-56,9	-2 272 000 000
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 052 500 000	1 052 500 000	2 915 500 000	2 915 500 000	1 863 000 000	177,0	1 863 000 000
2123 Promotion de la Destination		6 Transferts en capital	2 288 008 436	2 288 008 436	1 500 000 000	1 500 000 000	-788 008 436	-34,4	-788 008 436
		<b>Total Prog. 2050</b>	<b>7 944 750 108</b>	<b>7 944 750 108</b>	<b>6 489 535 000</b>	<b>6 489 535 000</b>	<b>-1 455 215 108</b>	<b>-18,3</b>	<b>-1 455 215 108</b>
	2123 Promotion de la Destination	2 Dépenses de personnel	0	0	73 612 000	73 612 000	73 612 000	0	73 612 000
		3 Acquisition de biens et services	0	0	247 000 000	247 000 000	247 000 000	0	247 000 000
		4 Transferts courants	0	0	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	0	1 500 000 000
		<b>Total Prog. 2123</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 820 612 000</b>	<b>1 820 612 000</b>	<b>1 820 612 000</b>	<b>0</b>	<b>1 820 612 000</b>
50 Ministère de l'Education Nationale	<b>Total Section 49</b>		<b>8 692 891 127</b>	<b>8 692 891 127</b>	<b>9 405 475 189</b>	<b>9 405 475 189</b>	<b>712 584 062</b>	<b>8,2</b>	<b>712 584 062</b>
	1017 Pilotage ministériel, gestion et coordination adm	2 Dépenses de personnel	127 265 155 220	127 265 155 220	198 359 313 520	198 359 313 520	71 094 158 300	55,9	71 094 158 300
		3 Acquisition de biens et services	26 922 587 297	26 922 587 297	26 947 055 297	26 947 055 297	24 468 000	0,1	24 468 000
		4 Transferts courants	1 487 929 000	1 487 929 000	1 592 480 152	1 592 480 152	104 551 152	7,0	104 551 152



**Projet de Loi de Finances Initiale 2024**  
**TABEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE**

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement			Catégories de dépense					
			Ressources internes et ressources externes			1-2-3-4-5-6					
			Projet LFI 2024 - Crédits inscrits			ECART					
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%	
50 Ministère de l'Education Nationale	1017 Pilotage ministériel, gestion et coordination admi	5 Investissements exécutés par l'Etat	2 730 208 513	2 737 198 513	3 202 198 513	3 202 198 513	485 990 000	17,0	485 000 000	17,0	
		<b>Total Prog. 1017</b>	<b>158 411 878 030</b>	<b>158 411 878 030</b>	<b>230 101 045 482</b>	<b>230 101 045 482</b>	<b>71 689 167 452</b>	<b>45,3</b>	<b>71 688 177 452</b>	<b>45,3</b>	
	2053 Education préscolaire	2 Dépenses de personnel	14 572 023 000	14 572 023 000	15 903 954 000	15 903 954 000	1 331 971 000	9,1	1 331 971 000	9,1	
		3 Acquisition de biens et services	176 785 908	176 785 908	176 785 908	176 785 908	0	0	0	0	
		4 Transferts courants	139 252 000	139 252 000	139 252 000	139 252 000	0	0	0	0	
		<b>Total Prog. 2053</b>	<b>14 888 060 909</b>	<b>14 888 060 909</b>	<b>16 220 031 909</b>	<b>16 220 031 909</b>	<b>1 331 971 000</b>	<b>8,9</b>	<b>1 331 971 000</b>	<b>8,9</b>	
	2054 Enseignement Élémentaire	2 Dépenses de personnel	251 369 716 180	251 369 716 180	280 763 834 000	280 763 834 000	29 394 117 820	11,7	29 394 117 820	11,7	
		3 Acquisition de biens et services	49 376 574 370	49 376 574 370	49 878 574 370	49 878 574 370	500 000 000	1,0	500 000 000	1,0	
		4 Transferts courants	15 861 000 000	15 861 000 000	15 861 000 000	15 861 000 000	0	0	0	0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	45 880 988 700	21 380 988 700	46 344 705 988	20 926 141 384	463 707 288	1,0	8 545 142 684	40,0	
2055 Enseignement Moyen général		6 Transferts en capital	302 000 000	302 000 000	302 000 000	302 000 000	0	0	0	0	
		<b>Total Prog. 2054</b>	<b>362 790 289 250</b>	<b>362 790 289 250</b>	<b>393 148 114 368</b>	<b>376 729 549 784</b>	<b>30 357 825 118</b>	<b>8,4</b>	<b>38 439 260 504</b>	<b>10,6</b>	
		2 Dépenses de personnel	135 933 977 000	135 933 977 000	140 786 962 000	140 786 962 000	4 852 985 000	3,6	4 852 985 000	3,6	
		3 Acquisition de biens et services	3 786 737 342	3 786 737 342	3 778 737 342	3 778 737 342	22 000 000	0,6	22 000 000	0,6	
		4 Transferts courants	15 840 000	15 840 000	15 840 000	15 840 000	0	0	0	0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	5 489 799 481	5 489 799 481	10 351 842 846	7 604 855 064	4 881 643 169	89,3	2 135 085 573	39,0	
		<b>Total Prog. 2055</b>	<b>145 176 353 823</b>	<b>145 176 353 823</b>	<b>154 933 181 988</b>	<b>162 186 394 396</b>	<b>9 756 828 166</b>	<b>6,7</b>	<b>7 010 040 573</b>	<b>4,8</b>	
	2056 Enseignement secondaire général	2 Dépenses de personnel	115 663 469 000	115 663 469 000	127 808 983 000	127 808 983 000	12 145 514 000	10,5	12 145 514 000	10,5	
		3 Acquisition de biens et services	1 752 701 843	1 752 701 843	1 899 701 843	1 899 701 843	147 000 000	8,4	147 000 000	8,4	
		4 Transferts courants	596 700 000	596 700 000	596 700 000	596 700 000	0	0	0	0	
Total		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 706 000 000	1 706 000 000	12 176 560 374	1 706 000 000	10 470 580 374	613,8	0	0	
		<b>Total Prog. 2056</b>	<b>119 718 870 843</b>	<b>119 718 870 843</b>	<b>142 481 965 217</b>	<b>132 011 384 843</b>	<b>22 763 094 374</b>	<b>19,0</b>	<b>12 292 514 000</b>	<b>10,3</b>	

**Projet de Loi de Finances Initiale 2024**  
**TABEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE**

Ministère/Institution (Section)		Programme	Catégorie dépense	Source de financement		Catégories de dépense					
				Ressources internes et ressources externes		Projet LFI 2024 - Crédits inscrits		ECART			
				AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
50 Ministère de l'Éducation Nationale		2057 Éducation de base des jeunes et adultes	2 Dépenses de personnel	298 720 000	298 720 000	310 737 000	310 737 000	12 017 000	4,0	12 017 000	4,0
			3 Acquisition de biens et services	448 201 333	448 201 333	448 201 333	448 201 333	0	0	0	0
			4 Transferts courants	1 050 000 000	1 050 000 000	1 050 000 000	1 050 000 000	0	0	0	0
			5 Investissements exécutés par l'Etat	266 086 080	266 086 080	6 266 086 080	266 086 080	6 000 000 000	2254,9	0	0
			<b>Total Prog. 2057</b>	<b>2 063 007 413</b>	<b>2 063 007 413</b>	<b>8 075 024 413</b>	<b>2 075 024 413</b>	<b>6 012 017 000</b>	<b>291,4</b>	<b>12 017 000</b>	<b>0,6</b>
			<b>Total Section 50</b>	<b>803 048 480 268</b>	<b>778 549 450 268</b>	<b>944 959 363 377</b>	<b>909 323 430 797</b>	<b>141 910 903 109</b>	<b>17,7</b>	<b>130 773 980 529</b>	<b>16,8</b>
				901 723 740	901 723 740	1 233 649 000	1 233 649 000	331 925 260	36,8	331 925 260	36,8
52 Ministère des Sports		1018 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	1 119 331 628	1 119 331 628	1 285 000 000	1 285 000 000	165 668 372	14,8	165 668 372	14,8
			3 Acquisition de biens et services	330 000 000	330 000 000	380 000 000	380 000 000	50 000 000	15,2	50 000 000	15,2
			4 Transferts courants	100 000 000	100 000 000	200 000 000	200 000 000	100 000 000	100	100 000 000	100
			5 Investissements exécutés par l'Etat	2 451 055 368	2 451 055 368	3 098 649 000	3 098 649 000	647 593 632	26,4	647 593 632	26,4
			<b>Total Prog. 1018</b>	<b>81 087 000</b>	<b>81 087 000</b>	<b>107 168 000</b>	<b>107 168 000</b>	<b>26 081 000</b>	<b>32,2</b>	<b>26 081 000</b>	<b>32,2</b>
			2 Dépenses de personnel ressources humaines et de la formation	235 379 651	235 379 651	565 711 279	565 711 279	330 331 628	140,3	330 331 628	140,3
			3 Acquisition de biens et services	75 000 000	75 000 000	150 000 000	150 000 000	75 000 000	100	75 000 000	100
		2058 Développement de la Pratique et des Infrastructures sportive	4 Transferts courants	590 000 000	590 000 000	1 250 000 000	750 000 000	660 000 000	111,9	150 000 000	27,1
			5 Investissements exécutés par l'Etat	981 486 651	981 486 651	2 072 879 279	1 572 879 279	1 091 412 628	111,2	591 412 628	60,3
			<b>Total Prog. 2058</b>	<b>213 634 000</b>	<b>213 634 000</b>	<b>225 294 000</b>	<b>225 294 000</b>	<b>11 660 000</b>	<b>5,5</b>	<b>11 660 000</b>	<b>5,5</b>
			2 Dépenses de personnel	6 021 980 585	6 021 980 585	7 972 580 585	7 972 580 585	1 950 600 000	32,4	1 950 600 000	32,4
			3 Acquisition de biens et services	13 764 231 951	13 714 231 951	29 039 231 951	25 014 231 951	15 275 000 000	111,0	11 300 000 000	82,4
			5 Investissements exécutés par l'Etat	19 999 846 536	19 999 846 536	37 237 106 536	33 212 106 536	17 237 260 000	86,2	13 262 260 000	66,3
			<b>Total Prog. 2059</b>	<b>23 432 368 555</b>	<b>23 382 368 555</b>	<b>42 408 634 815</b>	<b>37 883 634 815</b>	<b>18 976 266 260</b>	<b>81,0</b>	<b>14 501 266 260</b>	<b>62,0</b>



## Projet de Loi de Finances Initiale 2024

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget				Source de financement				Catégories de dépense				
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor				Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6				
Ministère/institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2023			Projet LFI 2024 - Crédits inscrits			AE		ECART	
			AE	CP		AE	CP		VAL ABS	%	VAL ABS	%
53 Ministère de la Culture et du Patrimoine Historique	1019 pilotage, coordination et gestion administrative	2 Dépenses de personnel	278 993 260	278 993 260		495 138 000	495 138 000		216 144 740	77,5	216 144 740	77,5
		3 Acquisition de biens et services	1 235 787 432	1 235 787 432		1 246 787 432	1 246 787 432		11 000 000	0,9	11 000 000	0,9
		4 Transferts courants	50 000 000	50 000 000		0	0		-50 000 000	-100	-50 000 000	-100
		Total Prog. 1019	1 564 780 692	1 564 780 692		1 741 925 432	1 741 925 432		177 144 740	11,3	177 144 740	11,3
	2061 Promotion & Valorisation Industries culturelles & créatives	2 Dépenses de personnel	562 106 000	562 106 000		682 550 000	682 550 000		120 444 000	21,4	120 444 000	21,4
		3 Acquisition de biens et services	465 233 307	465 233 307		507 484 307	507 484 307		42 251 000	9,1	42 251 000	9,1
		4 Transferts courants	5 983 352 279	5 983 352 279		6 861 390 225	6 861 390 225		878 037 946	14,7	878 037 946	14,7
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 310 000 000	1 310 000 000		2 696 060 059	2 200 060 059		1 386 060 059	105,8	890 060 059	67,9
	Total Prog. 2061		10 320 691 586	10 320 691 586		12 747 484 591	12 251 484 591		2 426 793 005	23,5	1 930 793 005	18,7
		2 Dépenses de personnel	122 558 500	122 558 500		184 045 000	184 045 000		61 486 500	50,2	61 486 500	50,2
54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	2063 Promotion et valorisation du Patrimoine culturel	3 Acquisition de biens et services	253 929 173	253 929 173		257 929 173	257 929 173		4 000 000	1,6	4 000 000	1,6
		4 Transferts courants	1 503 646 000	1 503 646 000		1 493 646 000	1 493 646 000		-10 000 000	-0,7	-10 000 000	-0,7
		5 Investissements exécutés par l'Etat	4 409 500 000	4 409 500 000		4 419 439 941	4 419 439 941		9 939 941	0,2	9 939 941	0,2
		6 Transferts en capital	1 400 000 000	1 400 000 000		400 000 000	400 000 000		-1 000 000 000	-71,4	-1 000 000 000	-71,4
	Total Prog. 2063		7 689 633 673	7 689 633 673		6 755 060 114	6 755 060 114		-934 573 559	-12,2	-934 573 559	-12,2
		2 Dépenses de personnel	19 575 105 951	19 575 105 951		21 244 470 137	20 748 470 137		1 669 364 186	8,5	1 173 364 186	6,0
	1020 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	3 Acquisition de biens et services	10 357 694 352	10 357 694 352		15 245 892 240	15 245 892 240		4 888 197 888	47,2	4 888 197 888	47,2
		4 Transferts courants	14 815 517 500	14 815 517 500		14 053 775 500	14 053 775 500		-761 742 000	-5,1	-761 742 000	-5,1
		5 Investissements exécutés par l'Etat	14 764 299 000	14 764 299 000		14 033 997 000	14 033 997 000		-730 302 000	-4,9	-730 302 000	-4,9
		Total Section 53		5 261 168 169	5 261 168 169		4 671 889 577	4 671 889 577		-589 278 592	-11,2	-589 278 592



## Projet de Loi de Finances Initiale 2024

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget				Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor				Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2023				Projet LFI 2024 - Crédits inscrits				
			AE		CP		AE		CP		
			VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%	
54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	1020 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	6 Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Total Prog. 1020	45 198 679 021	45 198 679 021	48 005 554 317	48 005 554 317	2 806 875 296	6,2	2 806 875 296	6,2	
	2064 Santé de base	2 Dépenses de personnel	23 318 235 859	23 318 235 859	28 188 759 486	28 188 759 486	4 870 523 627	20,9	4 870 523 627	20,9	
		3 Acquisition de biens et services	3 459 721 132	3 459 721 132	4 443 181 132	4 443 181 132	983 460 000	28,4	983 460 000	28,4	
		4 Transferts courants	9 878 680 000	9 878 680 000	12 548 080 000	12 548 080 000	2 669 400 000	27,0	2 669 400 000	27,0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	77 459 451 905	77 459 451 905	70 269 843 493	66 869 843 493	-7 189 608 412	-9,3	-10 589 608 412	-13,7	
		6 Transferts en capital	1 115 851 562	1 115 851 562	840 000 000	840 000 000	-275 851 562	-24,7	-275 851 562	-24,7	
		Total Prog. 2064	115 231 940 458	115 231 940 458	116 289 864 111	112 889 864 111	1 057 923 653	0,9	-2 342 076 347	-2,0	
	2066 Santé de référence	2 Dépenses de personnel	23 304 831 934	23 304 831 934	34 431 999 486	34 431 999 486	11 127 167 552	47,7	11 127 167 552	47,7	
		3 Acquisition de biens et services	438 432 421	438 432 421	230 700 000	230 700 000	-207 732 421	-47,4	-207 732 421	-47,4	
		4 Transferts courants	27 898 035 000	27 898 035 000	28 184 827 421	28 184 827 421	286 792 421	1,0	286 792 421	1,0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	53 086 205 097	23 086 205 097	36 750 811 698	31 997 829 328	-16 335 393 399	-30,8	8 911 624 231	38,6	
		6 Transferts en capital	3 856 498 955	3 856 498 955	3 056 498 955	3 056 498 955	-800 000 000	-20,7	-800 000 000	-20,7	
2067 Protection sociale	Total Prog. 2066	108 584 003 407	108 584 003 407	102 654 837 560	97 901 855 190	-5 929 165 847	-5,5	19 317 851 783	17,8		
	2 Dépenses de personnel	1 580 185 085	1 580 185 085	2 166 797 829	2 166 797 829	586 612 744	37,1	586 612 744	37,1		
	3 Acquisition de biens et services	751 039 204	751 039 204	766 957 204	766 957 204	15 918 000	2,1	15 918 000	2,1		
	4 Transferts courants	567 347 671	567 347 671	567 347 671	567 347 671	0	0	0	0		
	5 Investissements exécutés par l'Etat	341 234 271	341 234 271	952 007 757	952 007 757	610 773 486	179,0	610 773 486	179,0		
	6 Transferts en capital	220 000 000	220 000 000	220 000 000	220 000 000	0	0	0	0		
Total Section 54	Total Prog. 2067	3 459 806 231	3 459 806 231	4 673 110 461	4 673 110 461	1 213 304 230	35,1	1 213 304 230	35,1		
		272 474 429 117	242 474 429 117	271 623 366 449	263 470 384 079	-851 062 668	-0,3	20 995 954 962	8,7		

**Projet de Loi de Finances Initiale 2024**  
**TABEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE**

Budget		Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Crédits inscrits LFI 2023		Projet LFI 2024 - Crédits inscrits		AE		ECART	
		AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
55 Ministère de la Jeunesse, de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi	1021 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	1 230 461 304	1 230 461 304	1 612 919 000	1 612 919 000	382 457 696	31,1	382 457 696	31,1
	3 Acquisition de biens et services	1 562 504 292	1 562 504 292	1 607 782 042	1 607 782 042	45 277 750	2,9	45 277 750	2,9
	4 Transferts courants	480 000 000	480 000 000	480 000 000	480 000 000	0	0	0	0
	5 Investissements exécutés par l'Etat	90 650 000	90 650 000	1 750 633 599	1 750 633 599	1 659 983 599	1831,2	1 659 983 599	1831,2
	<b>Total Prog. 1021</b>	<b>3 363 615 596</b>	<b>3 363 615 596</b>	<b>5 451 334 641</b>	<b>5 451 334 641</b>	<b>2 087 719 045</b>	<b>62,1</b>	<b>2 087 719 045</b>	<b>62,1</b>
	2068 Education à la citoyenneté et promotion du volontariat	122 742 000	122 742 000	125 439 000	125 439 000	2 697 000	2,2	2 697 000	2,2
	3 Acquisition de biens et services	30 657 398	30 657 398	97 362 445	97 362 445	66 705 047	217,6	66 705 047	217,6
	5 Investissements exécutés par l'Etat	36 240 332 800	4 900 332 800	4 400 332 800	4 400 332 800	-31 840 000 000	-87,9	-500 000 000	-10,2
	<b>Total Prog. 2068</b>	<b>36 393 732 198</b>	<b>36 393 732 198</b>	<b>4 623 134 245</b>	<b>4 623 134 245</b>	<b>-31 770 597 953</b>	<b>-87,3</b>	<b>-430 597 953</b>	<b>-1,2</b>
	2069 Protection sociale des jeunes et gestion de leur groupement	83 219 000	83 219 000	83 593 000	83 593 000	374 000	0,4	374 000	0,4
2070 Promotion socioéconomique des jeunes	3 Acquisition de biens et services	392 654 418	392 654 418	542 654 418	542 654 418	150 000 000	38,2	150 000 000	38,2
	5 Investissements exécutés par l'Etat	575 400 000	575 400 000	575 400 000	575 400 000	0	0	0	0
	<b>Total Prog. 2069</b>	<b>1 051 273 418</b>	<b>1 051 273 418</b>	<b>1 201 647 418</b>	<b>1 201 647 418</b>	<b>150 374 000</b>	<b>14,3</b>	<b>150 374 000</b>	<b>14,3</b>
	2 Dépenses de personnel	10 307 000	10 307 000	0	0	-10 307 000	-100	-10 307 000	-100
	3 Acquisition de biens et services	20 000 000	20 000 000	30 000 000	30 000 000	10 000 000	50	10 000 000	50
	4 Transferts courants	2 050 000 000	2 050 000 000	2 050 000 000	2 050 000 000	0	0	0	0
	5 Investissements exécutés par l'Etat	22 920 256 741	6 074 136 694	5 346 098 710	5 346 098 710	-17 574 158 031	-76,7	-728 037 984	-12,0
	6 Transferts en capital	4 540 320 802	4 540 320 802	4 540 320 802	4 540 320 802	0	0	0	0
	<b>Total Prog. 2070</b>	<b>29 540 884 543</b>	<b>29 540 884 543</b>	<b>11 966 419 512</b>	<b>11 966 419 512</b>	<b>-17 574 465 031</b>	<b>-59,5</b>	<b>-728 344 984</b>	<b>-2,5</b>
	2103 Développement de l'emploi	28 315 000	28 315 000	36 474 000	36 474 000	8 159 000	28,8	8 159 000	28,8
	3 Acquisition de biens et services	32 266 246	32 266 246	40 266 246	40 266 246	8 000 000	24,8	8 000 000	24,8



**Projet de Loi de Finances Initiale 2024**  
**TABEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE**

Budget			Source de financement		Catégories de dépense					
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes		1-2-3-4-5-6					
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2023		Projet LFI 2024 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE			
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
55 Ministère de la Jeunesse, de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi	2103 Développement de l'emploi	4 Transferts courants	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	125 000 000	125 000 000	125 000 000	125 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 2103	10 185 581 246	10 185 581 246	10 201 740 246	10 201 740 246	16 159 000	0,2	16 159 000	0,2
			80 535 087 001	32 348 966 954	33 444 276 062	33 444 276 062	-47 090 810 939	-58,5	1 095 309 108	3,4
			468 661 592	468 661 592	671 732 040	671 732 040	203 070 448	43,3	203 070 448	43,3
56 Ministère de l'Environnement Durable et de la Transition Ecologique	1022 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	1 676 790 863	1 676 790 863	1 426 790 863	1 426 790 863	-250 000 000	-14,9	-250 000 000	-14,9
		3 Acquisition de biens et services	255 000 000	255 000 000	605 000 000	605 000 000	350 000 000	137,3	350 000 000	137,3
		4 Transferts courants	413 000 000	413 000 000	613 000 000	613 000 000	200 000 000	48,4	200 000 000	48,4
		5 Investissements exécutés par l'Etat	2 813 452 455	2 813 452 455	3 316 522 903	3 316 522 903	503 070 448	17,9	503 070 448	17,9
		Total Prog. 1022	6 137 765 680	6 137 765 680	7 269 612 000	7 269 612 000	1 131 846 320	18,4	1 131 846 320	18,4
	2071 Lutte contre la déforestation et la dégradation des terres	2 Dépenses de personnel	1 607 976 741	1 607 976 741	1 607 976 741	1 607 976 741	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	10 420 000 000	10 420 000 000	14 020 000 000	14 020 000 000	3 600 000 000	34,5	3 600 000 000	34,5
		4 Transferts courants	7 376 275 000	7 376 275 000	4 283 562 740	4 283 562 740	-3 092 712 260	-41,9	-3 092 712 260	-41,9
		5 Investissements exécutés par l'Etat	231 000 000	231 000 000	3 708 150 810	3 708 150 810	3 477 150 810	1505,3	3 477 150 810	1505,3
		6 Transferts en capital	25 773 017 421	25 773 017 421	30 889 302 291	30 889 302 291	5 116 284 870	19,9	5 116 284 870	19,9
2072 Conservation de la biodiversité et gestion des AP	2 Dépenses de personnel	4 128 637 740	4 128 637 740	4 641 349 500	4 641 349 500	512 711 760	12,4	512 711 760	12,4	
	3 Acquisition de biens et services	664 155 355	664 155 355	696 455 355	696 455 355	32 300 000	4,9	32 300 000	4,9	
	4 Transferts courants	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	0	0	0	0	
	5 Investissements exécutés par l'Etat	1 130 213 630	1 130 213 630	900 159 690	900 159 690	-230 053 940	-20,4	-230 053 940	-20,4	
	Total Prog. 2072	6 323 006 725	6 323 006 725	6 637 964 545	6 637 964 545	314 957 820	5,0	314 957 820	5,0	
2073 Lutte contre les pollut, nuisanc et les effet néfast des CC	2 Dépenses de personnel	273 139 720	273 139 720	376 690 180	376 690 180	103 550 460	37,9	103 550 460	37,9	
	3 Acquisition de biens et services	398 420 032	398 420 032	398 420 032	398 420 032	0	0	0	0	



## Projet de Loi de Finances Initiale 2024

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget				Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor				Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2023		Projet LFI 2024 - Crédits inscrits		AE		ECART		
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%	
56 Ministère de l'Environnement du Développement Durable et de la Transition Ecologique	2073 Lutte contre les pollut. nuisanc et les effet néfast des CC	5 Investissements exécutés par l'Etat	31 700 929 807	3 200 929 807	7 080 948 430	7 080 948 430	-24 619 981 377	-77,7	3 880 018 623	121,2	
		Total Prog. 2073	32 372 489 559	32 372 489 559	7 856 058 642	7 856 058 642	-24 516 430 917	-75,7	3 983 569 083	12,3	
		67 281 966 160	38 781 966 160	48 699 848 381	48 699 848 381	-18 582 117 779	-27,6	9 917 882 221	25,6		
		412 632 504	412 632 504	659 107 100	659 107 100	246 474 596	59,7	246 474 596	59,7		
		387 841 633	387 841 633	550 341 633	550 341 633	162 500 000	41,9	162 500 000	41,9		
58 Ministère de la Femme, de la Famille et de la Protection des Enfants	1023 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel									
		3 Acquisition de biens et services	310 890 760	310 890 760	460 890 760	460 890 760	150 000 000	48,2	150 000 000	48,2	
		5 Investissements exécutés par l'Etat									
		Total Prog. 1023	1 111 364 897	1 111 364 897	1 670 339 493	1 670 339 493	558 974 596	50,3	558 974 596	50,3	
		152 478 240	152 478 240	200 563 000	200 563 000	48 084 760	31,5	48 084 760	31,5		
2098 Famille et genre	2 Dépenses de personnel	2 Dépenses de personnel	433 926 128	433 926 128	445 326 128	445 326 128	11 400 000	2,6	11 400 000	2,6	
		3 Acquisition de biens et services	477 498 400	477 498 400	477 498 400	477 498 400	0	0	0	0	
		4 Transferts courants									
		5 Investissements exécutés par l'Etat	10 462 464 802	10 462 464 802	16 318 499 554	10 175 868 395	5 856 034 752	56,0	-286 596 407	-2,7	
		Total Prog. 2098	11 526 367 570	11 526 367 570	17 441 887 082	11 299 255 923	5 915 519 512	51,3	-227 111 647	-2,0	
2101 Enfance	2 Dépenses de personnel	2 Dépenses de personnel	118 717 000	118 717 000	105 710 000	105 710 000	-13 007 000	-11,0	-13 007 000	-11,0	
		3 Acquisition de biens et services	269 934 089	269 934 089	289 934 089	289 934 089	20 000 000	7,4	20 000 000	7,4	
		4 Transferts courants	2 714 461 012	2 714 461 012	2 714 461 012	2 714 461 012	0	0	0	0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	12 068 143 137	12 068 143 137	20 048 143 137	11 425 907 151	7 980 000 000	66,1	-642 235 986	-5,3	
		Total Prog. 2101	15 171 255 238	15 171 255 238	23 158 248 238	14 536 012 252	7 986 993 000	52,6	-635 242 986	-4,2	
2110 Autonomie Economique des femmes	2 Dépenses de personnel	2 Dépenses de personnel	220 636 000	220 636 000	254 640 560	254 640 560	34 004 560	15,4	34 004 560	15,4	
		3 Acquisition de biens et services	130 125 382	130 125 382	135 125 382	135 125 382	5 000 000	3,8	5 000 000	3,8	
		4 Transferts courants	1 400 000 000	1 400 000 000	1 700 000 000	1 700 000 000	300 000 000	21,4	300 000 000	21,4	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 230 000 000	1 230 000 000	1 702 300 000	1 702 300 000	472 300 000	38,4	472 300 000	38,4	
		Total Prog. 2110	2 980 761 382	2 980 761 382	3 792 065 942	3 792 065 942	811 304 560	27,2	811 304 560	27,2	
Total Section 58			30 789 749 087	30 789 749 087	46 062 540 755	31 297 673 610	15 272 791 668	49,6	507 924 523	1,6	

**Projet de Loi de Finances Initiale 2024**  
**TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE**

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement				Catégories de dépense			
			Budget		Ressources Internes et ressources externes		1-2-3-4-5-6			
			Crédits inscrits LFI 2023		Projet LFI 2024 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
59 Ministère de la Formation Professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Insertion	1024 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	1 639 588 504	1 639 588 504	12 484 153 000	12 484 153 000	10 844 564 496	661,4	10 844 564 496	661,4
		3 Acquisition de biens et services	1 822 685 991	1 822 685 991	1 832 118 001	1 832 118 001	9 432 010	0,5	9 432 010	0,5
		4 Transferts courants	50 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 1024</b>	<b>3 512 274 495</b>	<b>3 512 274 495</b>	<b>14 366 271 001</b>	<b>14 366 271 001</b>	<b>10 853 996 506</b>	<b>309,0</b>	<b>10 853 996 506</b>	<b>309,0</b>
	2077 Développement des offres de formation professionnelle et tec	2 Dépenses de personnel	24 032 229 000	24 032 229 000	26 910 122 000	26 910 122 000	2 877 893 000	12,0	2 877 893 000	12,0
		3 Acquisition de biens et services	6 472 977 380	6 472 977 380	6 659 594 660	6 659 594 660	186 617 280	2,9	186 617 280	2,9
		4 Transferts courants	1 169 395 000	1 169 395 000	1 323 851 900	1 323 851 900	154 456 900	13,2	154 456 900	13,2
		5 Investissements exécutés par l'Etat	14 808 010 136	14 808 010 136	8 965 490 801	8 965 490 801	-5 842 519 335	-39,5	-5 842 519 335	-39,5
		6 Transferts en capital	30 200 000 000	30 200 000 000	30 000 000 000	30 000 000 000	-200 000 000	-0,7	-200 000 000	-0,7
		<b>Total Prog. 2077</b>	<b>76 682 611 516</b>	<b>76 682 611 516</b>	<b>73 859 059 361</b>	<b>73 859 059 361</b>	<b>-2 823 552 155</b>	<b>-3,7</b>	<b>-2 823 552 155</b>	<b>-3,7</b>
60 Charges non Réparties	2078 Développement de l'apprentissage	2 Dépenses de personnel	154 563 000	154 563 000	188 880 000	188 880 000	34 317 000	22,2	34 317 000	22,2
		3 Acquisition de biens et services	29 990 130	29 990 130	29 990 130	29 990 130	0	0	0	0
		4 Transferts courants	405 000 000	405 000 000	425 000 000	425 000 000	20 000 000	4,9	20 000 000	4,9
		5 Investissements exécutés par l'Etat	4 925 000 000	4 925 000 000	3 231 981 306	3 231 981 306	-1 693 018 694	-34,4	-1 693 018 694	-34,4
		6 Transferts en capital	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 2078</b>	<b>5 664 553 130</b>	<b>5 664 553 130</b>	<b>4 025 851 436</b>	<b>4 025 851 436</b>	<b>-1 638 701 694</b>	<b>-28,9</b>	<b>-1 638 701 694</b>	<b>-28,9</b>
	<b>Total Section 59</b>	<b>Total Prog. 2078</b>	<b>85 859 439 141</b>	<b>85 859 439 141</b>	<b>92 251 181 798</b>	<b>92 251 181 798</b>	<b>6 391 742 657</b>	<b>7,4</b>	<b>6 391 742 657</b>	<b>7,4</b>
		2 Dépenses de personnel	122 726 243 889	122 726 243 889	56 175 976 660	56 175 976 660	-66 550 267 229	-54,2	-66 550 267 229	-54,2
		3 Acquisition de biens et services	86 883 001 486	86 883 001 486	99 825 425 077	99 825 425 077	12 942 423 591	14,9	12 942 423 591	14,9
		4 Transferts courants	269 381 274 458	269 381 274 458	232 098 652 026	232 098 652 026	-37 282 622 432	-13,8	-37 282 622 432	-13,8
60 Charges non Réparties	0010 DOTATION CHARGES NON REPARTIES	5 Investissements exécutés par l'Etat	42 074 118 373	42 074 118 373	89 970 641 227	89 970 641 227	47 896 522 854	113,8	47 896 522 854	113,8
		<b>Total Section 60</b>	<b>42 074 118 373</b>	<b>42 074 118 373</b>	<b>89 970 641 227</b>	<b>89 970 641 227</b>	<b>47 896 522 854</b>	<b>113,8</b>	<b>47 896 522 854</b>	<b>113,8</b>



## Projet de Loi de Finances Initiale 2024

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement		Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6					
			Ressources internes et ressources externes		Projet LFI 2024 - Crédits inscrits					
			Crédits inscrits LFI 2023		ECART					
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
60 Charges non Réparties	0010 DOTATION CHARGES NON REPARTIES	5 Transferts en capital	71 041 936 570	71 041 936 570	75 480 476 128	75 480 476 128	4 438 539 558	6,2	4 438 539 558	6,2
	Total Prog. 0010		592 106 574 776	592 106 574 776	553 551 171 118	552 765 291 118	-38 555 403 658	-6,5	-39 341 283 658	-6,6
	Total Section 60		592 106 574 776	592 106 574 776	553 551 171 118	552 765 291 118	-38 555 403 658	-6,5	-39 341 283 658	-6,6
	61 Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	1032 Pilotage gestion et coordination administrative	363 545 452	363 545 452	674 703 000	674 703 000	311 157 548	85,6	311 157 548	85,6
		3 Acquisition de biens et services	818 621 820	818 621 820	618 621 820	618 621 820	-200 000 000	-24,4	-200 000 000	-24,4
		5 Investissements exécutés par l'Etat	261 000 000	261 000 000	279 583 200	279 583 200	18 583 200	7,1	18 583 200	7,1
		6 Transferts en capital	550 000 000	550 000 000	550 000 000	550 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 1032	1 993 167 272	1 993 167 272	2 122 908 020	2 122 908 020	1 29 740 748	6,5	129 740 748	6,5
	2022 Coopération et Développement PPP et Appui Secteur privé	2 Dépenses de personnel	204 324 000	204 324 000	275 664 000	275 664 000	71 340 000	34,9	71 340 000	34,9
		3 Acquisition de biens et services	576 581 035	576 581 035	576 581 035	576 581 035	0	0	0	0
		4 Transferts courants	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	5 187 552 100	5 187 552 100	6 935 000 000	6 935 000 000	1 747 447 900	33,7	1 747 447 900	33,7
		6 Transferts en capital	21 119 475 335	21 119 475 335	36 580 000 000	32 580 000 000	15 460 524 665	73,2	11 460 524 665	54,3
		Total Prog. 2022	27 237 932 476	27 237 932 476	44 517 245 035	40 517 245 035	17 279 312 565	63,4	13 279 312 565	48,8
	2034 Economie productive compétitive et créatrice d'emplois	2 Dépenses de personnel	454 620 000	454 620 000	746 573 000	746 573 000	291 953 000	64,2	291 953 000	64,2
		3 Acquisition de biens et services	1 481 192 307	1 481 192 307	1 553 692 307	1 553 692 307	72 500 000	4,9	72 500 000	4,9
		4 Transferts courants	7 622 744 848	7 622 744 848	9 225 674 848	9 225 674 848	1 602 930 000	21,0	1 602 930 000	21,0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	622 685 600	622 685 600	690 704 022	445 704 022	68 018 422	10,9	-176 981 578	-28,4
		6 Transferts en capital	11 000 000 000	11 000 000 000	1 950 000 000	1 950 000 000	-9 050 000 000	-82,3	-9 050 000 000	-82,3
		Total Prog. 2034	21 181 242 755	21 181 242 755	14 166 644 177	13 921 644 177	-7 014 598 578	-33,1	-7 259 598 578	-34,3
		Total Section 61	50 412 342 497	50 412 342 497	60 806 797 232	56 561 797 232	10 394 454 735	20,6	6 149 454 735	12,2



## Projet de Loi de Finances Initiale 2024

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement			Catégories de dépense					
			Ressources internes et ressources externes			1-2-3-4-5-6					
			Crédits inscrits LFI 2023			Projet LFI 2024 - Crédits inscrits					
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	CP
62 Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	1025 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	2 039 159 608	2 039 159 608	2 893 732 448	2 893 732 448	854 572 840	41,9	854 572 840	41,9	854 572 840
		3 Acquisition de biens et services	971 774 109	971 774 109	1 223 766 168	1 223 766 168	251 992 059	25,9	251 992 059	25,9	251 992 059
		4 Transferts courants	1 999 992 000	1 999 992 000	1 330 142 000	1 330 142 000	-669 850 000	-33,5	-669 850 000	-33,5	-669 850 000
		<b>Total Prog. 1025</b>	<b>5 010 925 717</b>	<b>5 010 925 717</b>	<b>5 447 640 616</b>	<b>5 447 640 616</b>	<b>436 714 899</b>	<b>8,7</b>	<b>436 714 899</b>	<b>8,7</b>	<b>436 714 899</b>
	2079 Productions animales	2 Dépenses de personnel	295 391 000	295 391 000	519 709 700	519 709 700	224 318 700	75,9	224 318 700	75,9	224 318 700
		3 Acquisition de biens et services	152 621 554	152 621 554	186 621 554	186 621 554	34 000 000	22,3	34 000 000	22,3	34 000 000
		4 Transferts courants	2 240 000 000	2 240 000 000	2 240 000 000	2 240 000 000	0	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	69 344 360 856	18 024 360 856	18 189 394 396	13 189 394 397	-51 154 966 460	-73,8	-4 834 966 459	-26,8	-4 834 966 459
		6 Transferts en capital	637 880 883	637 880 883	3 176 222 000	3 176 222 000	2 538 341 117	397,9	2 538 341 117	397,9	2 538 341 117
		<b>Total Prog. 2079</b>	<b>72 670 254 293</b>	<b>72 670 254 293</b>	<b>24 311 947 650</b>	<b>19 311 947 651</b>	<b>-48 358 306 643</b>	<b>-66,5</b>	<b>-2 038 306 642</b>	<b>-2,8</b>	<b>-2 038 306 642</b>
2080 Santé animale et Santé publique vétérinaire	2080 Santé animale et Santé publique vétérinaire	2 Dépenses de personnel	155 625 460	155 625 460	330 684 960	330 684 960	175 059 500	112,5	175 059 500	112,5	175 059 500
		3 Acquisition de biens et services	229 572 185	229 572 185	332 572 185	332 572 185	103 000 000	44,9	103 000 000	44,9	103 000 000
		4 Transferts courants	56 421 465	56 421 465	56 421 465	56 421 465	0	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		6 Transferts en capital	1 250 000 000	1 250 000 000	14 395 489 301	14 395 489 301	13 145 489 301	1051,6	13 145 489 301	1051,6	13 145 489 301
	2081 Mise en marché des produits animaux	<b>Total Prog. 2080</b>	<b>1 691 619 110</b>	<b>1 691 619 110</b>	<b>15 115 167 911</b>	<b>15 115 167 911</b>	<b>13 423 548 801</b>	<b>793,5</b>	<b>13 423 548 801</b>	<b>793,5</b>	<b>13 423 548 801</b>
		2 Dépenses de personnel	76 628 700	76 628 700	134 342 500	134 342 500	57 713 800	75,3	57 713 800	75,3	57 713 800
		3 Acquisition de biens et services	11 585 831	11 585 831	11 585 831	11 585 831	0	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	294 000 000	294 000 000	260 000 000	260 000 000	-34 000 000	-11,6	-34 000 000	-11,6	-34 000 000
		<b>Total Prog. 2081</b>	<b>382 214 531</b>	<b>382 214 531</b>	<b>405 928 331</b>	<b>405 928 331</b>	<b>23 713 800</b>	<b>6,2</b>	<b>23 713 800</b>	<b>6,2</b>	<b>23 713 800</b>
		<b>Total Section 62</b>	<b>79 755 013 651</b>	<b>28 435 013 651</b>	<b>45 280 684 508</b>	<b>40 290 684 509</b>	<b>-34 474 329 143</b>	<b>-43,2</b>	<b>11 845 670 858</b>	<b>-41,7</b>	<b>11 845 670 858</b>

## Projet de Loi de Finances Initiale 2024

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement			Catégories de dépense			
			Ressources internes et ressources externes			1-2-3-4-5-6			
			Crédits inscrits LFI 2023			Projet LFI 2024 - Crédits inscrits			
			AE	CP		AE	CP	AE	CP
63 Ministère de la Communication, des Télécommunications et de l'Economie Numérique	1026 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	266 167 504	266 167 504		456 367 000	456 367 000	190 199 496	190 199 496
		3 Acquisition de biens et services	287 214 333	287 214 333		187 214 333	187 214 333	-100 000 000	-100 000 000
		4 Transferts courants	40 000 000	40 000 000		40 000 000	40 000 000	0	0
		<b>Total Prog. 1026</b>	<b>593 381 837</b>	<b>593 381 837</b>		<b>683 581 333</b>	<b>683 581 333</b>	<b>90 199 496</b>	<b>90 199 496</b>
	2062 Développement et Encadrement du Secteur de la Communication	2 Dépenses de personnel	25 691 500	25 691 500		51 612 000	51 612 000	25 920 500	25 920 500
		3 Acquisition de biens et services	79 542 528	79 542 528		379 542 528	379 542 528	300 000 000	300 000 000
		4 Transferts courants	12 214 000 000	12 214 000 000		12 664 000 000	12 664 000 000	450 000 000	450 000 000
		5 Investissements exécutés par l'Etat	2 000 000 000	2 000 000 000		0	0	-2 000 000 000	-2 000 000 000
		<b>Total Prog. 2062</b>	<b>14 319 234 028</b>	<b>14 319 234 028</b>		<b>13 095 154 528</b>	<b>13 095 154 528</b>	<b>-1 224 079 500</b>	<b>-1 224 079 500</b>
	2083 Economie numérique	2 Dépenses de personnel	144 545 000	144 545 000		229 781 000	229 781 000	85 236 000	85 236 000
		3 Acquisition de biens et services	61 610 651	61 610 651		61 610 651	61 610 651	0	0
		4 Transferts courants	5 650 000 000	5 650 000 000		5 850 000 000	5 850 000 000	200 000 000	200 000 000
		5 Investissements exécutés par l'Etat	83 427 020 000	4 285 000 000		6 960 215 225	6 960 215 225	-76 466 804 775	-76 466 804 775
2084 Secteur postal	2083 Economie numérique	6 Transferts en capital	2 819 000 000	2 819 000 000		3 000 000 000	3 000 000 000	181 000 000	181 000 000
		<b>Total Prog. 2083</b>	<b>92 102 175 651</b>	<b>92 102 175 651</b>		<b>16 101 606 876</b>	<b>16 101 606 876</b>	<b>-76 000 568 775</b>	<b>-76 000 568 775</b>
	2084 Secteur postal	2 Dépenses de personnel	33 581 000	33 581 000		53 990 000	53 990 000	20 409 000	20 409 000
		3 Acquisition de biens et services	17 901 689	17 901 689		17 901 689	17 901 689	0	0
		4 Transferts courants	6 000 000 000	6 000 000 000		12 000 000 000	12 000 000 000	6 000 000 000	6 000 000 000
		5 Investissements exécutés par l'Etat	264 862 480	264 862 480		764 862 480	764 862 480	500 000 000	500 000 000
		<b>Total Prog. 2084</b>	<b>6 316 345 169</b>	<b>6 316 345 169</b>		<b>12 836 754 169</b>	<b>12 836 754 169</b>	<b>6 520 409 000</b>	<b>6 520 409 000</b>
	<b>Total Section 63</b>		<b>113 331 136 685</b>	<b>34 189 116 685</b>		<b>42 717 096 906</b>	<b>42 717 096 906</b>	<b>-70 614 039 779</b>	<b>-70 614 039 779</b>
								<b>-62,3</b>	<b>8 527 980 221</b>
									<b>24,9</b>



**Projet de Loi de Finances Initiale 2024**  
**TABEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE**

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Budget		Source de financement		Catégories de dépense			
			Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes		1-2-3-4-5-6			
			Crédits inscrits LFI 2023		Projet LFI 2024 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
64 Ministère de la Microfinance de l'Economie Sociale et Solidaire	1569 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	282 616 152	282 616 152	306 808 988	306 808 988	24 192 836	8,6	24 192 836	8,6
		3 Acquisition de biens et services	686 775 701	686 775 701	761 775 701	761 775 701	75 000 000	10,9	75 000 000	10,9
		4 Transferts courants	0	0	0	0	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	104 956 500	104 956 500	104 956 500	104 956 500	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 1569</b>	<b>1 074 348 353</b>	<b>1 074 348 353</b>	<b>1 173 541 189</b>	<b>1 173 541 189</b>	<b>99 192 836</b>	<b>9,2</b>	<b>99 192 836</b>	<b>9,2</b>
	2102 Promotion de la microfinance	2 Dépenses de personnel	20 080 000	20 080 000	36 928 000	36 928 000	16 848 000	83,9	16 848 000	83,9
		3 Acquisition de biens et services	57 179 350	57 179 350	100 179 350	100 179 350	43 000 000	75,2	43 000 000	75,2
65 Ministère des Collectivités Territoriales, de l'Aménagement et du Développement des Territoires		4 Transferts courants	1 363 000 000	1 363 000 000	2 113 000 000	2 113 000 000	750 000 000	55,0	750 000 000	55,0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	9 346 306 305	9 346 306 305	10 263 132 009	10 263 132 009	916 825 704	9,8	916 825 704	9,8
		6 Transferts en capital	791 249 514	791 249 514	0	0	-791 249 514	-100	-791 249 514	-100
		<b>Total Prog. 2102</b>	<b>11 577 815 169</b>	<b>11 577 815 169</b>	<b>12 513 239 359</b>	<b>12 513 239 359</b>	<b>935 424 190</b>	<b>8,1</b>	<b>935 424 190</b>	<b>8,1</b>
	2118 Promotion de l'économie sociale et solidaire (ESS)	2 Dépenses de personnel	62 896 000	62 896 000	35 663 000	35 663 000	-27 233 000	-43,3	-27 233 000	-43,3
		3 Acquisition de biens et services	214 598 039	214 598 039	231 598 039	231 598 039	17 000 000	7,9	17 000 000	7,9
		4 Transferts courants	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	0	0	0	0
66 Ministère des Collectivités Territoriales, de l'Aménagement et du Développement des Territoires		<b>Total Prog. 2118</b>	<b>1 277 494 039</b>	<b>1 277 494 039</b>	<b>1 267 261 039</b>	<b>1 267 261 039</b>	<b>-10 233 000</b>	<b>-0,8</b>	<b>-10 233 000</b>	<b>-0,8</b>
	1027 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	13 929 657 561	13 929 657 561	14 954 041 587	14 954 041 587	1 024 384 026	7,4	1 024 384 026	7,4
		3 Acquisition de biens et services	999 447 000	999 447 000	1 143 791 000	1 143 791 000	144 344 000	14,4	144 344 000	14,4
		4 Transferts courants	417 139 980	417 139 980	217 139 980	217 139 980	-200 000 000	-47,9	-200 000 000	-47,9
		5 Investissements exécutés par l'Etat	700 000 000	700 000 000	400 000 000	400 000 000	-300 000 000	-42,9	-300 000 000	-42,9
		6 Transferts en capital	4 000 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 1027</b>	<b>6 116 586 980</b>	<b>6 116 586 980</b>	<b>5 760 930 980</b>	<b>5 760 930 980</b>	<b>-355 656 000</b>	<b>-5,8</b>	<b>-355 656 000</b>	<b>-5,8</b>



**Projet de Loi de Finances Initiale 2024**  
**TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE**

Ministère/Institution (Section)		Budget		Source de financement		Catégories de dépense				Catégories de dépense			
		Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes		Projet LFI 2024 - Crédits inscrits				ECART			
		Catégorie dépense		Crédits inscrits LFI 2023		Projet LFI 2024 - Crédits inscrits				ECART			
				AE	CP	AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
65 Ministère des Collectivités, de Territoriales, de l'Aménagement et du Développement des Territoires	2085 Cohérence territoriale	2 Dépenses de personnel		49 881 000		83 472 000		83 472 000		33 591 000	67,3	33 591 000	67,3
		3 Acquisition de biens et services		32 445 369		50 000 000		50 000 000		17 554 631	54,1	17 554 631	54,1
		4 Transferts courants		1 715 000 000		1 715 000 000		1 715 000 000		0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat		7 724 987 148		11 584 240 652		11 584 240 652		3 859 253 504	50,0	3 859 253 504	50,0
		6 Transferts en capital		5 881 998 934		5 740 815 013		5 740 815 013		-141 183 921	-2,4	-141 183 921	-2,4
		<b>Total Prog. 2085</b>		<b>15 404 312 451</b>	<b>15 404 312 451</b>	<b>19 173 527 665</b>	<b>19 173 527 665</b>	<b>3 769 215 214</b>	<b>24,5</b>	<b>3 769 215 214</b>	<b>24,5</b>	<b>3 769 215 214</b>	<b>24,5</b>
	2086 Gouvernance territoriale	2 Dépenses de personnel		533 025 000		482 409 000		482 409 000		-50 616 000	-9,5	-50 616 000	-9,5
		3 Acquisition de biens et services		395 085 268		387 387 452		387 387 452		-7 697 816	-1,9	-7 697 816	-1,9
		4 Transferts courants		1 450 000 000		2 300 000 000		2 300 000 000		850 000 000	58,6	850 000 000	58,6
		5 Investissements exécutés par l'Etat		4 062 443 820		585 947 690		585 947 690		-3 476 496 130	-85,6	-3 476 496 130	-85,6
68 Ministère de l'Eau et de l'assainissement	2087 Financement du développement territorial	<b>Total Prog. 2086</b>		<b>6 440 554 088</b>	<b>6 440 554 088</b>	<b>3 755 744 142</b>	<b>3 755 744 142</b>	<b>-2 684 809 946</b>	<b>-41,7</b>	<b>-2 684 809 946</b>	<b>-41,7</b>	<b>-2 684 809 946</b>	<b>-41,7</b>
		2 Dépenses de personnel		38 315 000		55 325 000		55 325 000		17 010 000	44,4	17 010 000	44,4
		3 Acquisition de biens et services		83 919 356		90 000 000		90 000 000		6 080 644	7,2	6 080 644	7,2
		4 Transferts courants		36 156 893 371		40 156 893 371		40 156 893 371		4 000 000 000	11,1	4 000 000 000	11,1
		5 Investissements exécutés par l'Etat		72 112 150		180 552 154		180 552 154		108 440 004	150,4	108 440 004	150,4
		6 Transferts en capital		64 883 433 149		70 583 169 171		70 583 169 171		5 699 736 022	8,8	5 699 736 022	8,8
	1028 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	<b>Total Prog. 2087</b>		<b>101 234 673 026</b>	<b>101 234 673 026</b>	<b>111 065 939 696</b>	<b>111 065 939 696</b>	<b>9 831 266 670</b>	<b>9,7</b>	<b>9 831 266 670</b>	<b>9,7</b>	<b>9 831 266 670</b>	<b>9,7</b>
		<b>Total Section 65</b>		<b>129 196 126 545</b>	<b>129 196 126 545</b>	<b>139 756 142 483</b>	<b>139 756 142 483</b>	<b>10 560 015 938</b>	<b>8,2</b>	<b>10 560 015 938</b>	<b>8,2</b>	<b>10 560 015 938</b>	<b>8,2</b>
		2 Dépenses de personnel		446 148 504		766 215 000		766 215 000		320 066 496	71,7	320 066 496	71,7
		3 Acquisition de biens et services		755 217 782		550 217 782		550 217 782		-205 000 000	-27,1	-205 000 000	-27,1
		4 Transferts courants		1 450 000 000		850 000 000		850 000 000		-600 000 000	-41,4	-600 000 000	-41,4
		<b>Total Prog. 1028</b>		<b>2 651 366 286</b>	<b>2 651 366 286</b>	<b>2 166 432 782</b>	<b>2 166 432 782</b>	<b>-484 933 504</b>	<b>-18,3</b>	<b>-484 933 504</b>	<b>-18,3</b>	<b>-484 933 504</b>	<b>-18,3</b>

**Projet de Loi de Finances Initiale 2024**  
**TABEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE**

Budget Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor				Source de financement Ressources internes et ressources externes				Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6				
Ministère/institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2023				Projet LFI 2024 - Crédits inscrits					
			AE		CP		AE		CP			
			VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%				
68 Ministère de l'Eau et de l'assainissement	2088 Programme de Gestion Intégrée des Ressources en Eau	2 Dépenses de personnel	177 928 000		177 928 000		219 895 000		219 895 000	23,6	41 967 000	23,6
		3 Acquisition de biens et services	65 227 691		65 227 691		65 227 691		0	0	0	0
		4 Transferts courants	3 452 653 470		3 452 653 470		5 702 653 470		2 250 000 000	65,2	2 250 000 000	65,2
		5 Investissements exécutés par l'Etat	35 266 954 211		16 509 274 021		27 328 731 451		-7 938 262 760	-22,5	-11 909 026 495	-72,1
		6 Transferts en capital	350 000 000		350 000 000		7 987 135 260		7 637 135 260	2182,0	2 392 455 980	683,6
		Total Prog. 2088	39 312 803 372		39 312 803 372		41 303 642 872		1 990 839 500	5,1	-7 224 603 515	-18,4
	2089 Programme d'Accès à l'Eau Potable	2 Dépenses de personnel	213 404 000		213 404 000		262 175 000		48 771 000	22,9	48 771 000	22,9
		3 Acquisition de biens et services	224 448 304		224 448 304		237 448 304		13 000 000	5,8	13 000 000	5,8
		4 Transferts courants	2 100 000 000		2 100 000 000		2 750 000 000		650 000 000	31,0	650 000 000	31,0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	114 936 704 549		29 385 957 373		42 958 199 361		-71 978 505 188	-62,6	-1 688 505 408	-5,7
71 Ministère de l'Artisanat et de la Transformation du Secteur Informel	2090 Programme d'Assainissement et de Gestion des Eaux Pluviales	6 Transferts en capital	13 778 728 130		12 778 728 130		14 893 728 130		7 582 505 130	55,0	2 115 000 000	16,6
		Total Prog. 2089	131 253 284 983		131 253 284 983		67 569 055 925		-63 684 229 058	-48,5	1 138 265 592	0,9
		2 Dépenses de personnel	338 865 000		338 865 000		388 519 000		49 654 000	14,7	49 654 000	14,7
		3 Acquisition de biens et services	171 085 000		171 095 000		172 095 000		1 000 000	0,6	1 000 000	0,6
		4 Transferts courants	120 000 000		120 000 000		60 000 000		-60 000 000	-50	-60 000 000	-50
		5 Investissements exécutés par l'Etat	131 977 623 776		49 420 849 515		96 357 019 890		-35 620 603 886	-27,0	-2 039 959 216	-4,1
	Total Section 68	6 Transferts en capital	14 386 979 000		13 786 979 000		28 119 099 526		13 732 120 526	95,4	9 265 771 302	67,2
		Total Prog. 2090	146 994 562 776		146 994 562 776		125 096 733 416		-21 897 829 360	-14,9	7 216 466 086	4,9
		2 Dépenses de personnel	320 212 017 417		131 746 775 790		236 135 864 995		-84 076 152 422	-26,3	645 194 658	0,5
		3 Acquisition de biens et services	118 884 000		118 884 000		350 178 000		231 294 000	194,6	231 294 000	194,6
Total	Total		361 875 000		361 875 000		336 125 000		-25 750 000	-7,1	-25 750 000	-7,1



## Projet de Loi de Finances Initiale 2024

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget				Source de financement		Catégories de dépense					
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor				Ressources internes et ressources externes		1-2-3-4-5-6					
Ministère/institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2023		Projet LFI 2024 - Crédits inscrits		ECART				
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%	
71 Ministère de l'Artisanat et de la Transformation du Secteur Informel	1570 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	5 Investissements exécutés par l'Etat	215 000 000	215 000 000	265 000 000	265 000 000	50 000 000	23,3	50 000 000	23,3	
		Total Prog. 1570	695 759 000	695 759 000	951 303 000	951 303 000	255 544 000	36,7	255 544 000	36,7	
	2121 Développement de l'artisanat	2 Dépenses de personnel	216 912 000	216 912 000	219 575 000	219 575 000	2 663 000	1,2	2 663 000	1,2	
		3 Acquisition de biens et services	61 345 000	61 345 000	64 073 000	64 073 000	2 728 000	4,4	2 728 000	4,4	
	4 Transferts courants		1 419 712 200	1 419 712 200	2 150 000 000	2 150 000 000	730 287 800	51,4	730 287 800	51,4	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	700 000 000	700 000 000	1 800 000 000	1 150 000 000	1 100 000 000	157,1	450 000 000	64,3	
	6 Transferts en capital		3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	0	0	0	0	
		Total Prog. 2121	5 397 969 200	5 397 969 200	7 233 648 000	6 583 648 000	1 835 678 800	34,0	1 185 678 800	22,0	
	2122 Transformation Encadrement Economie Informelle	2 Dépenses de personnel		0	0	11 410 000	11 410 000	0	0	11 410 000	0
		3 Acquisition de biens et services	150 710 500	150 710 500	150 710 500	150 710 500	0	0	0	0	0
73 Ministère des Transports Aériens et du Développement des Infrastructures Aéroportuaires	1571 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	5 Investissements exécutés par l'Etat	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	0	0	0	0	
		Total Prog. 2122	750 710 500	750 710 500	762 120 500	762 120 500	11 410 000	1,5	11 410 000	1,5	
	Total Section 71		6 844 438 700	6 844 438 700	8 947 071 500	8 297 071 500	2 102 632 800	30,7	1 452 632 800	21,2	
		2 Dépenses de personnel		0	0	365 894 680	365 894 680	365 894 680	0	365 894 680	0
	3 Acquisition de biens et services		350 000 000	350 000 000	229 000 000	229 000 000	-121 000 000	-34,6	-121 000 000	-34,6	
		4 Transferts courants		0	0	0	0	0	0	0	0
	5 Investissements exécutés par l'Etat		202 980 000	202 980 000	202 980 000	202 980 000	0	0	0	0	
		Total Prog. 1571	552 980 000	552 980 000	797 874 680	797 874 680	244 894 680	44,3	244 894 680	44,3	
	2051 développement de la Sécurité et de la Sureté du Transport aer	2 Dépenses de personnel		9 189 000	9 189 000	25 256 240	25 256 240	16 067 240	174,9	16 067 240	174,9
		3 Acquisition de biens et services		12 807 257	12 807 257	50 807 257	50 807 257	38 000 000	296,7	38 000 000	296,7
4 Transferts courants		787 500 000	787 500 000	5 924 614 960	5 924 614 960	5 137 114 960	652,3	5 137 114 960	652,3		
	Total Prog. 2051	809 496 257	809 496 257	6 000 678 457	6 000 678 457	5 191 182 200	641,3	5 191 182 200	641,3		





**Projet de Loi de Finances Initiale 2024**  
**TABEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE**

Budget				Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor				Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2023				Projet LFI 2024 - Crédits inscrits				
			AE		CP		AE		CP		
			VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%			
75 Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	2092 Oeuvres sociales universitaires	6 Transferts en capital	4 000 000 000		4 000 000 000		4 000 000 000		0	0	0
	Total Prog. 2092		154 485 073 587		130 568 375 367		23 916 698 220		-15,5		14,6
			334 623 519 025		346 711 832 357		12 088 313 332		3,6		15,6
	Total Section 75		312 794 584		461 822 056		149 027 472		47,6		47,6
			419 391 679		246 504 358		-172 887 321		-41,2		-41,2
83 Ministère des Mines et de la Géologie	1566 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	818 000 000		818 000 000		818 000 000		0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	282 000 000		282 000 000		282 000 000		0	0	0
		4 Transferts courants	1 832 186 263		1 808 326 414		-23 859 849		-1,3		-1,3
		5 Investissements exécutés par l'Etat	154 474 000		313 584 000		159 110 000		103,0		103,0
		Total Prog. 1566	223 044 704		223 044 704		0		0	0	0
	2115 Mines	2 Dépenses de personnel	3 300 000 000		3 350 000 000		50 000 000		1,5		1,5
		3 Acquisition de biens et services	600 000 000		900 000 000		300 000 000		50		50
		4 Transferts courants	0		0		0		0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	4 277 518 704		4 786 628 704		509 110 000		11,9		11,9
		6 Transferts en capital	37 335 000		76 593 000		39 258 000		105,2		105,2
2116 Géologie	2 Dépenses de personnel	31 160 039		31 160 039		0		0	0	0	
	3 Acquisition de biens et services	1 006 630 000		1 230 000 000		223 370 000		22,2		22,2	
	4 Transferts courants	860 000 000		810 000 000		-50 000 000		-5,8		-5,8	
	5 Investissements exécutés par l'Etat	1 935 125 039		2 147 753 039		212 628 000		11,0		11,0	
	Total Prog. 2116	8 044 830 006		8 742 708 157		697 878 151		8,7		8,7	
84 Ministère du Développement Communautaire, de la Solidarité Nationale et de l'Equipe Sociale et Territoriale	1035 COORDINATION ET GESTION ADMINISTRATIVE	2 Dépenses de personnel	2 167 396 060		1 491 604 340		-675 791 720		-31,2		-31,2
		3 Acquisition de biens et services	653 581 489		453 581 489		-200 000 000		-30,6		-30,6
		Total Section 83									

## Projet de Loi de Finances Initiale 2024

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2023		Projet LFI 2024 - Crédits inscrits		Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
84 Ministère du Développement Communautaire, de la Solidarité Nationale et de l'Équipé Sociale et Territoriale	1035 COORDINATION ET GESTION ADMINISTRATIVE	4 Transferts courants	415 000 000	415 000 000	415 000 000	415 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	24 500 000	24 500 000	24 500 000	24 500 000	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 1035</b>	<b>3 260 477 549</b>	<b>3 260 477 549</b>	<b>2 384 635 829</b>	<b>2 384 635 829</b>	<b>-875 791 720</b>	<b>-26,9</b>	<b>-875 791 720</b>	<b>-26,9</b>
	2105 DEVELOPEMENT COMMUNAUTAIRE ET EQUITE TERRITORIALE	2 Dépenses de personnel	300 087 000	300 087 000	695 076 028	695 076 028	394 989 028	131,6	394 989 028	131,6
		3 Acquisition de biens et services	173 072 332	173 072 332	173 072 332	173 072 332	0	0	0	0
2108 EQUITE SOCIALE		5 Investissements exécutés par l'Etat	11 500 000 000	11 500 000 000	127 395 174 917	19 235 616 933	115 895 174 917	1007,8	7 735 616 933	67,3
		6 Transferts en capital	171 269 835 530	42 507 714 286	43 522 000 000	43 522 000 000	-127 747 835 530	-74,6	1 014 285 714	2,4
		<b>Total Prog. 2105</b>	<b>183 242 994 862</b>	<b>183 242 994 862</b>	<b>171 785 323 277</b>	<b>63 625 765 293</b>	<b>-11 457 671 585</b>	<b>-6,3</b>	<b>9 144 891 675</b>	<b>5,0</b>
	2108 EQUITE SOCIALE	2 Dépenses de personnel	15 587 000	15 587 000	65 643 996	65 643 996	50 056 996	321,1	50 056 996	321,1
		3 Acquisition de biens et services	22 500 000	22 500 000	22 500 000	22 500 000	0	0	0	0
Total Section 84		4 Transferts courants	28 050 000 000	28 050 000 000	37 200 000 000	37 200 000 000	9 150 000 000	32,6	9 150 000 000	32,6
		5 Investissements exécutés par l'Etat	3 560 000 000	3 560 000 000	8 560 000 000	7 560 000 000	5 000 000 000	140,4	4 000 000 000	112,4
		6 Transferts en capital	35 750 000 000	35 750 000 000	53 030 875 200	53 030 875 200	17 280 875 200	48,3	17 280 875 200	48,3
		<b>Total Prog. 2108</b>	<b>67 398 087 000</b>	<b>67 398 087 000</b>	<b>98 879 019 196</b>	<b>97 879 019 196</b>	<b>31 480 932 196</b>	<b>46,7</b>	<b>30 480 932 196</b>	<b>45,2</b>
			<b>253 901 559 411</b>	<b>125 139 438 167</b>	<b>273 049 028 302</b>	<b>163 889 470 318</b>	<b>19 147 468 891</b>	<b>7,5</b>	<b>38 750 032 151</b>	<b>31,0</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>			<b>7 247 744 706 030</b>	<b>5 141 884 000 000</b>	<b>6 700 256 196 308</b>	<b>5 755 358 508 000</b>	<b>-547 483 509 722</b>	<b>-7,6</b>	<b>613 474 508 000</b>	<b>11,9</b>



## ANNEXE IV : DEFICIT STANDARD

En milliards de FCFA	LFI 2024		% PIB
<b>Ressources</b> .....	<b>4 693,7</b>		
Recettes ordinaires hors dons .....	4390,0		
recettes fiscales .....		4180,0	
recettes non fiscales .....		210,0	
<b>Dons budgétaires</b> .....	<b>47,2</b>		
<b>Dons en capital</b> .....	<b>256,6</b>		
Tirages sur subventions .....			
<b>Charges</b> .....	<b>5 533,9</b>		
Dette publique (intérêt+commissions) .....		578,3	
Intérêts et commission dette extérieure .....		400,2	
Intérêts et commission dette intérieure .....		178,1	
Dépenses de personnel .....		1442,5	
Autres dépenses courantes .....		1676,9	
Dépenses en capital sur ressources internes .....		1134,7	
Dépenses en capital sur ressources externes .....		701,6	
<b>DEFICIT BUDGETAIRE GLOBAL</b> .....	<b>-840,2</b>		<b>-3,90%</b>
<b>PIB 2023</b> .....			<b>21 551,3</b>

## ANNEXE V : RESERVE DE PRECAUTION

Ministère	Catégories de dépenses	CHAPITRES	Sources de Financement	Montant réservé 2024
Ministère de l'Agriculture, de l'Équipement rural et de la Souveraineté alimentaire	Transferts en capital	PROJET D'AMENAGEMENT DES FERMES INTEGRES VALORISANT LES ENERGIES RENOUVELABLES ET DEVELOPEMENT DES FILIERES HORTICOLES (PAFIVERFH) / EMPLOI JEUNES	Ressources internes	2 000 000 000
Ministère des Finances et du Budget	Transferts en capital	PROGRAMME D'APPUI A LA MISE EN OEUVRE DES PROJETS ET PROGRAMMES DE LA DIRECTION DE L'ORDONNANCEMENT DES DEPENSES PUBLIQUES	Ressources internes	2 000 000 000
Ministère des Finances et du Budget	Transferts en capital	PARTICIPATIONS FINANCIERES	Ressources internes	5 000 000 000
Ministère de l'Urbanisme, du Logement et de l'Hygiène publique	Investissements exécutés par l'Etat	PROGRAMME DE PLANIFICATION URBAINE	Ressources internes	500 000 000
Ministère de la Culture et du Patrimoine Historique	Transferts en capital	FONDS DE PROMOTION DE L'INDUSTRIE CINEMATOGRAPHIQUE ET AUDIOVISUELLE	Ressources internes	500 000 000
Ministère de la Jeunesse, de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi	Investissements exécutés par l'Etat	PROJET DE CONSTRUCTION DE LA MAISON DE LA JEUNESSE ET DE LA CITOYENNETE	Ressources internes	1 000 000 000
Ministère de la Jeunesse, de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi	Investissements exécutés par l'Etat	PROGRAMME DES DOMAINES AGRICOLES COMMUNAUTAIRES (PRODAC)	Ressources internes	1 000 000 000
Ministère de la Jeunesse, de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi	Transferts en capital	PROGRAMME DES DOMAINES AGRICOLES COMMUNAUTAIRES (PRODAC)	Ressources internes	500 000 000
Charges non Réparties	Transferts en capital	FONDS NATIONAL POUR L'ENTREPRENARIAT RAPIDE	Ressources internes	2 000 000 000
Charges non Réparties	Transferts en capital	PROGRAMME DE SUIVI DES PROJETS D'INVESTISSEMENTS EN COURS D'ACHEVEMENT	Ressources internes	1 000 000 000
Charges non Réparties	Transferts en capital	PROGRAMME D'ACQUISITION DE MOBILIER ET DE MATERIEL DE TRANSPORT POUR L'ADMINISTRATION	Ressources internes	1 000 000 000
Ministère de l'Artisanat et de la Transformation du Secteur informel	Transferts en capital	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'ARTISANAT	Ressources internes	500 000 000
Ministère de l'Enseignement supérieur de la Recherche et de l'Innovation	Transferts en capital	CONSTRUCTION UNIVERSITE DU SINE SALOUM EL HADJI IBRAHIMA NIASS	Ressources internes	750 000 000
Ministère du Développement Communautaire, de la Solidarité nationale et de l'Equipé sociale et territoriale	Transferts en capital	PROGRAMME ELECTRIFICATION 2000 VILLAGES	Ressources internes	10 000 000 000



Ministère	Catégories de dépenses	CHAPITRES	Sources de Financement	Montant réservé 2024
Ministère du Développement Communautaire, de la Solidarité nationale et de l'Équité sociale et territoriale	Transferts en capital	PROGRAMME DE PROMOTION DES VILLES DU SENEGAL (PROMOVILLES)	Ressources internes	3 000 000 000
Primature	Investissements exécutés par l'État	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE LA LUTTE CONTRE LE SIDA SENEGAL	Ressources externes	1 000 000 000
Ministère des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	Investissements exécutés par l'État	Projet d'aménagement du site devant abriter les nouveaux locaux du MAESE	Ressources externes	1 000 000 000
Ministère de l'Intérieur	Investissements exécutés par l'État	PROGRAMME USAID (GOUVERNANCE - DEMOCRATIE - PAIX ET SECURITE)	Ressources externes	3 000 000 000
Ministère des Pêches et de l'Économie maritime	Investissements exécutés par l'État	PROJET DE CONSTRUCTION D'UN LABORATOIRE DES PRODUITS DE LA PECHE	Ressources externes	1 000 000 000
Ministère de l'Agriculture, de l'Équipement rural et de la Souveraineté alimentaire	Investissements exécutés par l'État	DEVELOPPEMENT AGRICOLE EN TIERS SUD	Ressources externes	1 000 000 000
Ministère de l'Agriculture, de l'Équipement rural et de la Souveraineté alimentaire	Investissements exécutés par l'État	FEED THE FUTURE SÉNÉGAL/ NAAFOORE WARSAAJ + DUNDEL SOUF	Ressources externes	2 000 000 000
Ministère de l'Agriculture, de l'Équipement rural et de la Souveraineté alimentaire	Investissements exécutés par l'État	FEED THE FUTURE SENEGAL /DOOLEL MBAY (SUITE DE NAATAL MBAY)	Ressources externes	2 000 000 000
Ministère des Finances et du Budget	Investissements exécutés par l'État	PROJET DE CADASTRE ET SECURISATION FONCIERE (PROCASEF)	Ressources externes	1 000 000 000
Ministère des Finances et du Budget	Investissements exécutés par l'État	PROJET DE MODERNISATION DE LA GESTION FONCIERE (PROMOGEF)	Ressources externes	2 000 000 000
Ministère du Pétrole et des Énergies	Investissements exécutés par l'État	PROJET DE PROMOTION DE L'EFFICACITE ENERGETIQUE ET DE L'ACCES A L'ENERGIE	Ressources externes	2 000 000 000
Ministère de l'Éducation nationale	Investissements exécutés par l'État	PROGRAMME EDUCATION USAID 2021-2025	Ressources externes	2 000 000 000
Ministère des Sports	Investissements exécutés par l'État	PROJET DE CONSTRUCTION DE 4 STADES (LEOPOLD - SEDAR SENGHOR, LAMINE GUEYE, ELIMANEL FALL ET ALINE SITOE DIATTA)	Ressources externes	2 000 000 000
Ministère de la Santé et de l'Action sociale	Investissements exécutés par l'État	PROJET DE CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DU POLE MERE - ENFANT DE DIAMNIADIO	Ressources externes	1 000 000 000
Charges non Réparties	Investissements exécutés par l'État	FONDS MATURATION PROJETS PARTENARIAT PUBLIC PRIVE (PPP)	Ressources externes	4 000 000 000

Ministère	Catégories de dépenses	CHAPITRES	Sources de Financement	Montant réservé 2024
Ministère des Infrastructures des Transports terrestres et du Désenclavement	Investissements exécutés par l'État	PROJET D'AMELIORATION CONNECTIVITE DES ZONES DE PRODUCTION AGRICOLES (PCZA)	Ressources externes	2 000 000 000
Ministère des Infrastructures des Transports terrestres et du Désenclavement	Investissements exécutés par l'État	CONSTRUCTION DE L'AUTOROUTE DAKAR -TIVAOUANE-SAINT LOUIS	Ressources externes	5 000 000 000
Ministère des Infrastructures des Transports terrestres et du Désenclavement	Investissements exécutés par l'État	PROGRAMME DESENCLEMENT ZONES PRODUCTION AGRICOLES ET RIZICOLES (DANDE MAAYO LOUGA KEUR MOMAR SARR RICHARD TOLL	Ressources externes	3 000 000 000
Ministère des Infrastructures des Transports terrestres et du Désenclavement	Investissements exécutés par l'État	TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA ROUTE SENOBA-ZIGUINCHOR ET LA CONSTRUCTION D'UNE ROCADE DE DESENCLEMENT DANS LA COMMUNE DE ZIGUINCHOR	Ressources externes	2 000 000 000
Ministère du Pétrole et des Énergies	Investissements exécutés par l'État	PROJET DE CONSTRUCTION DE LA LIGNE 22,5 kv TANAF- ZIGUINCHOR	Ressources externes	1 000 000 000
Ministère de l'Urbanisme, du Logement et de l'Hygiène publique	Investissements exécutés par l'État	PROJET DE PROMOTION DE LA GESTION INTEGREE ET DE L'ECONOMIE DES DECHETS SOLIDES AU SENEGAL (PROMOGED)	Ressources externes	2 000 000 000
Ministère du Développement Industriel et des Petites et Moyennes Industries	Investissements exécutés par l'État	PROJET DE MISE EN PLACE D'UN AGROPOLE AU SUD	Ressources externes	2 000 000 000
Ministère de la Santé et de l'Action sociale	Investissements exécutés par l'État	PROJET DE RECONSTRUCTION DE L'HOPITAL LE DAKAR 01	.....	.....
	.....	AMELIORATION DES PREMISES D'HYGIENE DE L'HOPITAL LE DAKAR 01	.....	.....
	.....	PROJET D'INVESTITION DANS LES PREMISES SANITAIRES POUR LE DEVELOPPEMENT HUMAIN AU SENEGAL (PDAHUB)	.....	.....
	.....	PROGRAMME DE PROMOTION DE LA MICROFINANCE Rurale (PROMOFIN)	.....	.....
	.....	PROJET D'AMELIORATION DES PREMISES D'HYGIENE DE L'HOPITAL LE DAKAR 01	.....	.....
	.....	PROJET D'AMELIORATION DES PREMISES D'HYGIENE DE L'HOPITAL LE DAKAR 01	.....	.....
	.....	PROJET D'AMELIORATION DES PREMISES D'HYGIENE DE L'HOPITAL LE DAKAR 01	.....	.....
TOTAL RESERVE DE PRECAUTION				90 000 000 000



## ANNEXE VI : SERVICE PREVISIONNEL DE LA DETTE PUBLIQUE

TYPES DE DETTE	2024		
	Principal	I & C	TOTAL
<b>MULTILATERAUX</b> .....	<b>251,7</b> .....	<b>94,8</b> .....	<b>346,5</b>
<b>IDA/BIRD</b> .....	<b>54,9</b> .....	<b>26,6</b> .....	<b>81,4</b>
BEI/FED .....	5,7.....	4,0.....	9,7
BAD/FAD .....	34,7.....	20,5.....	55,2
OPEP/BADEA/BID .....	70,6.....	23,7.....	94,3
AUTRES .....	85,9.....	20,0.....	105,9
<b>BILATERAUX</b> .....	<b>233,0</b> .....	<b>65,9</b> .....	<b>298,9</b>
PAYS DE L'OCDE.....	83,7.....	15,7.....	99,3
PAYS ARABES .....	18,8.....	3,6.....	22,3
AUTRES .....	130,6.....	46,7.....	177,2
.....			
<b>CREDITS A L'EXPORTATION</b> .....	<b>121,8</b> .....	<b>56,3</b> .....	<b>178,1</b>
.....			
<b>COMMERCIALE</b> .....	<b>145,3</b> .....	<b>163,2</b> .....	<b>308,5</b>
EUROBOND .....	94,0.....	146,0.....	240,0
AFC .....	2,0.....	-00.....	2,0
AFREXIMBANK .....	8,2.....	5,4.....	13,6
DEUTSCHE.....	1,8.....	0,4.....	2,2
SCBANK .....	39,3.....	11,5.....	50,7
<b>INTERÊTS SUR TIRAGES FUTURES</b> .....		<b>24,0</b> .....	<b>24,0</b>
<b>TOTAL DETTE EXTERIEURE</b> .....	<b>751,8</b> .....	<b>404,2</b> .....	<b>1 156,0</b>
Rachat DTS FMI.....	88,7.....	10,5.....	99,2
Autres Emprunts LT .....	13,6.....	0,9.....	14,5
Obligations du Trésor par Adjudication .....	196,2.....	129,7.....	325,9
Bons du Trésor par Adjudication .....	151,9.....	-00.....	151,9
Obligations du trésor par les Sukuk .....	25,0.....	4,2.....	29,2
Obligations par Appel Publique à L'Épargne .....	21,0.....	22,7.....	43,8
Intérêts et commission sur émissions futures .....		6,0.....	6,0
<b>TOTAL INTERIEURE</b> .....	<b>496,4</b> .....	<b>174,1</b> .....	<b>670,4</b>
<b>TOTAL GENERAL SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE</b> .....	<b>1 248,2</b> .....	<b>578,3</b> .....	<b>1 826,5</b>

## ANNEXE VII : TABLEAU MATRIciel CROISE DE LA CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE ET ECONOMIQUE HORS CST

## Projet de Loi de Finances Initiale 2024

TABLEAU MATRIciel CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET ECONOMIQUE (CATEGORIES DE DEPENSE)

Budget Général			Ressources internes et ressources externes																			
Classification administrative			Classification Economique - Catégorie de dépense																			
Section (Ministère ou Institution)			Charges financières dette			Dépenses de personnel			Acquisition de biens et services			Transferts courants			Investissements exécutés par l'Etat			Transferts en capital			Total	
	AE/CP		AE/CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP			
10 Dette Publique	575 273 618 000		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	575 273 618 000	0	575 273 618 000	575 273 618 000			
21 Présidence de la République	0	18 574 365 000	0	8 600 515 944	8 600 515 944	39 148 193 654	39 148 193 654	3 070 000 000	3 070 000 000	3 070 000 000	3 070 000 000	10 227 643 646	10 227 643 646	79 629 718 244	79 629 718 244	79 629 718 244	0	79 629 718 244	79 629 718 244			
22 Assemblée Nationale	0	0	0	0	0	19 158 015 137	19 158 015 137	0	0	0	0	1 000 000 000	1 000 000 000	20 158 015 137	20 158 015 137	20 158 015 137	0	20 158 015 137	20 158 015 137			
24 Conseil Economique Social et Environnemental	0	0	0	0	0	7 541 040 284	7 541 040 284	0	0	0	0	0	0	7 541 040 284	7 541 040 284	7 541 040 284	0	7 541 040 284	7 541 040 284			
25 Conseil Constitutionnel	0	505 705 000	0	0	0	1 250 000 000	1 250 000 000	0	0	0	0	0	0	1 755 705 000	1 755 705 000	1 755 705 000	0	1 755 705 000	1 755 705 000			
27 Cour Suprême	0	2 141 504 000	0	0	0	2 600 000 000	2 600 000 000	2 238 121 379	400 000 000	0	0	0	0	6 979 625 379	6 979 625 379	6 979 625 379	0	6 979 625 379	6 979 625 379			
28 Cour des Comptes	0	2 946 623 000	0	0	0	9 752 600 000	9 752 600 000	0	0	0	0	500 000 000	500 000 000	13 199 273 000	13 199 273 000	13 199 273 000	0	13 199 273 000	13 199 273 000			
29 Haut Conseil des Collectivités Territoriales	0	0	0	0	0	7 810 000 000	7 810 000 000	0	0	0	0	0	0	7 810 000 000	7 810 000 000	7 810 000 000	0	7 810 000 000	7 810 000 000			
30 Primature	0	5 433 773 204	0	7 000 549 156	7 000 549 156	4 578 000 000	4 578 000 000	5 150 000 000	5 150 000 000	5 150 000 000	5 150 000 000	3 500 000 000	3 500 000 000	25 723 322 360	25 723 322 360	25 723 322 360	0	25 723 322 360	25 723 322 360			
31 Ministère des Affaires Etrangères et des Senégais de l'Etranger	0	27 408 710 705	0	37 601 784 927	37 601 784 927	5 100 363 550	5 100 363 550	5 478 233 352	5 478 233 352	5 478 233 352	5 478 233 352	1 250 000 000	1 250 000 000	76 841 082 934	76 841 082 934	76 841 082 934	0	76 841 082 934	76 841 082 934			
32 Ministère des Forces Armées	0	212 180 830 828	0	59 238 309 848	59 238 309 848	4 328 480 000	4 328 480 000	31 427 550 050	30 003 732 152	30 003 732 152	30 003 732 152	6 272 500 000	6 272 500 000	313 442 872 726	313 442 872 726	313 442 872 726	0	313 442 872 726	313 442 872 726			
33 Ministère de l'Intérieur	0	103 837 643 736	0	25 416 125 357	25 416 125 357	35 910 219 860	35 910 219 860	56 150 362 132	24 141 860 032	24 141 860 032	24 141 860 032	15 577 000 000	15 577 000 000	238 801 350 285	238 801 350 285	238 801 350 285	0	238 801 350 285	238 801 350 285			
34 Ministère de la Justice	0	36 102 268 048	0	14 610 148 843	14 610 148 843	11 100 000 000	11 100 000 000	5 658 825 531	5 348 825 631	5 348 825 631	5 348 825 631	25 000 000 000	25 000 000 000	93 421 282 422	93 421 282 422	93 421 282 422	0	93 421 282 422	93 421 282 422			
35 Ministère de la Fonction Publique et de la Transformation du Secteur P	0	3 006 730 520	0	1 923 386 678	1 923 386 678	595 000 000	595 000 000	2 645 139 600	2 645 139 600	2 645 139 600	2 645 139 600	0	0	8 176 265 796	8 176 265 796	8 176 265 796	0	8 176 265 796	8 176 265 796			
37 Ministère du travail, du dialogue social et des relations avec les Intha	0	2 030 443 768	0	2 309 303 614	2 309 303 614	1 250 000 000	1 250 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000	0	0	7 068 747 410	7 068 747 410	7 068 747 410	0	7 068 747 410	7 068 747 410			
40 Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime	0	2 416 803 843	0	661 058 046	661 058 046	11 328 876 472	11 328 876 472	27 074 984 207	13 005 521 312	13 005 521 312	13 005 521 312	5 750 000 000	5 750 000 000	47 231 723 206	47 231 723 206	47 231 723 206	0	47 231 723 206	47 231 723 206			
41 Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et de l'Aviatio	0	1 671 291 000	0	1 130 514 029	1 130 514 029	37 339 999 973	37 339 999 973	344 030 630 907	96 037 940 005	96 037 940 005	96 037 940 005	178 772 925 103	178 772 925 103	561 750 361 688	561 750 361 688	561 750 361 688	0	561 750 361 688	561 750 361 688			
42 Ministère de l'Agriculture, de l'Équipement Rural et de la Souverain	0	4 178 363 836	0	1 804 900 774	1 804 900 774	22 332 681 348	22 332 681 348	56 881 200 535	45 228 607 570	45 228 607 570	45 228 607 570	134 217 250 000	134 217 250 000	219 494 446 492	219 494 446 492	219 494 446 492	0	219 494 446 492	219 494 446 492			





## Projet de Loi de Finances Initiale 2024

TABLEAU MATRIciel CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET ECONOMIQUE (CATEGORIES DE DEPENSE)

Classification administrative Section (Ministère ou Institution)	Budget Général		Ressources internes et ressources externes										Classification Economique - Catégories de dépense										Total			
			Charges financières dette		Dépenses de personnel		Acquisition de biens et services		Transferts courants		Investissements exécutés par l'Etat		Transferts en capital													
	AE/CP	AE/CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
64 Ministère de la Microfinance de l'Economie Sociale et Solidaire	0	379 399 988	1 093 553 090	1 093 553 090	3 113 000 000	3 113 000 000	10 368 088 509	10 368 088 509	10 368 088 509	10 368 088 509	0	0	0	0	14 954 041 587	14 954 041 587	0	0	0	0	0	0	14 954 041 587	14 954 041 587	0	0
65 Ministère des Collectivités Territoriales, de l'Aménagement et du Développement	0	1 764 997 000	744 527 432	744 527 432	44 171 893 371	44 171 893 371	12 750 740 496	12 750 740 496	12 750 740 496	12 750 740 496	80 323 984 184	80 323 984 184	80 323 984 184	80 323 984 184	139 756 142 483	139 756 142 483	0	0	0	0	0	0	139 756 142 483	139 756 142 483	0	0
68 Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	0	1 636 834 000	1 024 988 777	1 024 988 777	9 362 653 470	9 362 653 470	166 643 850 702	166 643 850 702	166 643 850 702	166 643 850 702	57 467 466 046	57 467 466 046	40 585 934 412	40 585 934 412	236 135 864 985	236 135 864 985	0	0	0	0	0	0	236 135 864 985	236 135 864 985	0	0
71 Ministère de l'Artisanat et de la Transformation du Secteur Informel	0	581 163 000	550 908 500	550 908 500	2 150 000 000	2 150 000 000	2 665 000 000	2 665 000 000	2 665 000 000	2 665 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	8 947 071 500	8 947 071 500	0	0	0	0	0	0	8 947 071 500	8 947 071 500	0	0
73 Ministère des Transports Aériens et du Développement des Infrastructures	0	406 056 920	344 604 043	344 604 043	8 424 614 960	8 424 614 960	5 754 241 954	5 754 241 954	5 754 241 954	5 754 241 954	2 225 000 000	2 225 000 000	2 225 000 000	2 225 000 000	17 154 517 877	17 154 517 877	0	0	0	0	0	0	17 154 517 877	17 154 517 877	0	0
75 Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	0	856 410 780	6 049 077 472	6 049 077 472	222 514 265 104	222 514 265 104	51 058 096 855	51 058 096 855	56 917 327 459	56 917 327 459	26 233 982 146	26 233 982 146	17 094 734 414	17 094 734 414	346 711 832 357	346 711 832 357	0	0	0	0	0	0	346 711 832 357	346 711 832 357	0	0
83 Ministère des Mines et de la Géologie	0	651 999 056	500 709 101	500 709 101	5 368 000 000	5 368 000 000	1 892 000 000	1 892 000 000	1 892 000 000	1 892 000 000	0	0	0	0	8 742 708 157	8 742 708 157	0	0	0	0	0	0	8 742 708 157	8 742 708 157	0	0
84 Ministère du Développement Communautaire, de la Solidarité Nationale	0	2 252 324 364	649 153 821	649 153 821	37 615 000 000	37 615 000 000	135 979 574 917	135 979 574 917	26 820 116 933	26 820 116 933	96 552 875 200	96 552 875 200	96 552 875 200	96 552 875 200	163 889 470 318	163 889 470 318	0	0	0	0	0	0	163 889 470 318	163 889 470 318	0	0
<b>Totaux</b>	<b>578 273 618 000</b>	<b>1 442 465 000 000</b>	<b>429 208 985 000</b>	<b>428 423 105 000</b>	<b>1 248 470 325 000</b>	<b>1 248 470 325 000</b>	<b>1 821 619 351 779</b>	<b>963 281 294 201</b>	<b>958 783 426 529</b>	<b>882 990 275 799</b>	<b>6 478 801 306 308</b>	<b>5 533 903 618 000</b>	<b>578 273 618 000</b>	<b>1 442 465 000 000</b>	<b>429 208 985 000</b>	<b>428 423 105 000</b>	<b>1 821 619 351 779</b>	<b>963 281 294 201</b>	<b>958 783 426 529</b>	<b>882 990 275 799</b>	<b>6 478 801 306 308</b>	<b>5 533 903 618 000</b>	<b>578 273 618 000</b>	<b>1 442 465 000 000</b>	<b>429 208 985 000</b>	<b>428 423 105 000</b>



## ANNEXE VIII : TABLEAU MATRICIEL CROISE DE LA CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE ET FONCTIONNELLE HORS CST

## Projet de Loi de Finances Initiale 2024

TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)

Budget Général			Ressources Internes et ressources externes			Catégories de dépense 1.2.3.4.5.6							
Classification administrative			Classification Fonctionnelle - Division										
Division		01 - SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	02 - DÉFENSE	03 - ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLIQUES	04 - AFFAIRES ÉCONOMIQUES	05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	06 - LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS	07 - SANTÉ	08 - LOISIRS, CULTURE ET CULTES	09 - ENSEIGNEMENT	10 - PROTECTION SOCIALE	Classe non identifiée	Total
10 Dette Publique	CP	576 273 618 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	576 273 618 000
	AE	576 273 618 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	576 273 618 000
21 Présidence de la République	CP	57 411 216 107	1 500 000 000	0	13 896 002 137	2 000 000 000	300 000 000	0	4 305 000 000	0	137 500 000	0	79 628 718 244
	AE	57 411 216 107	1 500 000 000	0	13 896 002 137	2 000 000 000	300 000 000	0	4 305 000 000	0	137 500 000	0	79 629 718 244
22 Assemblée Nationale	CP	20 158 015 137	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20 158 015 137
	AE	20 158 015 137	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20 158 015 137
24 Conseil Economique Social et Environnemental	CP	7 541 040 284	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 541 040 284
	AE	7 541 040 284	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 541 040 284
25 Conseil Constitutionnel	AE	0	0	1 755 705 000	0	0	0	0	0	0	0	0	1 755 705 000
	CP	0	0	1 755 705 000	0	0	0	0	0	0	0	0	1 755 705 000
27 Cour Suprême	AE	2 238 121 379	0	4 241 584 000	0	0	0	0	0	0	0	0	6 979 625 379
	CP	400 000 000	0	4 741 584 000	0	0	0	0	0	0	0	0	5 141 584 000
28 Cour des Comptes	AE	0	0	13 100 273 000	0	0	0	0	0	0	0	0	13 100 273 000
	CP	0	0	13 100 273 000	0	0	0	0	0	0	0	0	13 100 273 000
29 Haut Conseil des Collectivités Territoriales	AE	7 810 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 810 000 000
	CP	7 810 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 810 000 000
30 Pénitencier	CP	14 027 139 996	1 052 760 364	0	2 150 000 000	0	0	5 000 000 000	0	1 803 422 000	1 600 000 000	0	25 723 322 360
	AE	14 027 139 996	1 052 760 364	0	2 150 000 000	0	0	5 000 000 000	0	1 803 422 000	1 600 000 000	0	25 723 322 360

## Projet de Loi de Finances Initiale 2024

TABLEAU MATRIciel CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)

Budget Général		Ressources internes et ressources externes		Catégories du dépenses 1-2-3-4-5-6									
Classification administrative		Classification Fonctionnelle - Division											
Division		01 - SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	02 - DEFENSE	03 - ORDRE ET SECURITE PUBLIQUES	04 - AFFAIRES ÉCONOMIQUES	05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	06 - LOGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS	07 - SANTE	08 - LOISIRS, CULTURE ET CULTE	09 - ENSEIGNEMENT	10- PROTECTION SOCIALE	Classe non identifiée	Total
31 Ministère des Affaires Etrangères et des Senegalais de l'Extérieur	CP	73 647 053 934	0	333 094 000	0	0	0	0	2 177 840 000	0	683 105 000	0	75 841 082 934
	AE	73 647 053 934	0	333 094 000	0	0	0	0	2 177 840 000	0	683 105 000	0	75 841 082 934
32 Ministère des Forces Armées	AE	2 332 500 000	297 838 104 980	1 523 000 000	0	19 055 000	755 000 000	8 954 723 210	0	1 001 901 096	1 018 378 440	0	313 442 672 726
	CP	2 332 500 000	296 503 285 082	1 523 000 000	0	19 055 000	755 000 000	8 954 723 210	0	1 001 901 096	1 018 378 440	0	312 113 852 828
33 Ministère de l'Intérieur	CP	33 466 270 047	966 000 000	162 155 837 440	0	0	0	22 546 600	0	0	54 231 000	0	196 664 885 087
	AE	41 684 270 047	966 000 000	194 164 302 640	0	0	0	22 546 600	0	0	54 231 000	0	236 891 350 287
34 Ministère de la Justice	CP	0	0	81 402 700 170	54 096 823	0	0	144 758 924	0	2 106 762 850	8 452 943 659	0	92 161 262 422
	AE	0	0	82 662 700 170	54 096 823	0	0	144 758 924	0	2 106 762 850	8 452 943 659	0	93 421 262 422
35 Ministère de la Fonction Publique et de la Transformation du Secteur Public	CP	7 145 765 796	0	0	0	0	1 000 000 000	0	0	0	24 500 000	0	8 170 265 796
	AE	7 145 765 796	0	0	0	0	1 000 000 000	0	0	0	24 500 000	0	8 170 265 796
37 Ministère du travail du dialogue social et des relations avec les institutions	AE	0	0	100 000 000	5 633 667 196	0	0	100 000 000	0	0	1 236 080 212	0	7 069 747 410
	CP	0	0	100 000 000	5 633 667 196	0	0	100 000 000	0	0	1 236 080 212	0	7 069 747 410
40 Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime	AE	0	0	265 011 743	46 843 657 242	0	0	0	0	107 935 887	15 118 366	0	47 231 723 268
	CP	0	0	265 011 743	32 834 194 347	0	0	0	0	107 935 887	15 118 366	0	33 222 260 373
41 Ministère des infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement	AE	0	0	0	560 482 033 695	1 000 000 000	0	0	0	239 999 973	28 328 000	0	561 750 361 668
	CP	0	0	0	281 934 385 352	1 000 000 000	0	0	0	239 999 973	28 328 000	0	283 202 713 325
42 Ministère de l'Agriculture, de l'Équipement Rural et de la Souveraineté Alimentaire	AE	0	0	0	218 832 771 540	0	0	0	0	629 361 493	32 313 460	0	219 494 446 493
	CP	0	0	0	207 180 348 575	0	0	0	0	629 361 493	32 313 460	0	207 842 023 528



## Projet de Loi de Finances Initiale 2024

TABLEAU MATRIciel CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)

Budget Général		Ressources internes et ressources externes		Catégories de dépense 1.3.3.4-5.6									
Classification administrative		Classification Fonctionnelle - Division											
Division		01 - SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	02 - DÉFENSE	03 - ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLIQUES	04 - AFFAIRES ÉCONOMIQUES	05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	06 - LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS	07 - SANTÉ	08 - LOISIRS, CULTURE ET CULTES	09 - ENSEIGNEMENT	10 - PROTECTION SOCIALE	Classe non identifiée	Total
43 Ministère des Finances et du Budget	CP	145 133 871 796	0	669 105 000	48 470 708 265	0	9 883 545 053	0	0	2 740 210 628	440 070 333	0	205 687 511 099
	AE	147 527 471 568	0	669 105 000	64 211 962 802	0	20 423 545 053	0	0	2 740 210 628	440 070 333	0	236 342 365 439
44 Ministère du Pétrole et des Énergies	CP	0	0	0	316 238 887 318	0	0	0	0	0	19 723 000	0	316 258 610 318
	AE	0	0	0	501 487 734 660	0	0	0	0	0	19 723 000	0	501 487 457 660
45 Ministère du Commerce, de la Consommation et des Petites et Moyennes Entreprises	AE	0	0	0	23 093 550 919	0	3 200 000 000	0	0	0	15 707 000	0	26 309 257 919
	CP	0	0	0	21 542 300 919	0	3 200 000 000	0	0	0	15 707 000	0	24 758 007 919
46 Ministère de l'Urbanisme du Logement et de l'Hygiène Publique	AE	19 382 729 636	0	1 100 000 000	1 387 000 000	54 222 578 772	21 491 222 228	0	2 698 522 988	0	14 000 000	0	100 596 053 620
	CP	9 307 488 437	0	350 000 000	1 387 000 000	54 222 578 772	19 877 619 453	0	1 195 267 285	0	14 000 000	0	86 453 973 646
47 Ministère du Développement Industriel et des Petites et Moyennes Industries	CP	0	0	0	15 955 121 637	0	0	220 000 000	0	983 112 071	9 999 053	0	16 778 232 761
	AE	0	0	0	49 953 706 137	0	0	220 000 000	0	983 112 071	9 999 053	0	50 776 817 201
49 Ministère du Tourisme et des Loisirs	CP	0	0	0	9 124 508 166	0	0	0	125 228 000	145 738 000	10 000 000	0	9 405 475 169
	AE	0	0	0	9 124 508 166	0	0	0	125 228 000	145 738 000	10 000 000	0	9 405 475 169
50 Ministère de l'Éducation Nationale	AE	0	0	0	0	0	0	561 593 140	61 131 000	944 326 639 271	10 000 000	0	944 559 363 377
	CP	0	0	0	0	0	0	561 593 140	61 131 000	908 890 706 657	10 000 000	0	909 323 430 797
52 Ministère des Sports	AE	0	0	0	1 100 000 000	0	0	0	41 045 410 415	219 334 401	43 890 000	0	42 408 634 819
	CP	0	0	0	600 000 000	0	0	0	37 020 410 415	219 334 401	43 890 000	0	37 663 634 819
53 Ministère de la Culture et du Patrimoine Historique	AE	0	0	0	0	0	0	0	20 543 620 137	680 318 000	20 532 000	0	21 244 470 137
	CP	0	0	0	0	0	0	0	20 047 620 137	680 318 000	20 532 000	0	20 748 470 137

## Projet de Loi de Finances Initiale 2024

TABLEAU MATRIciel CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)

Budget Général		Ressources internes et ressources externes		Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6									
Classification administrative		Classification Fonctionnelle - Division											
Division		01 - SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	02 - DÉFENSE	03 - ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS	04 - AFFAIRES ÉCONOMIQUES	05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	06 - LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS	07 - SANTÉ	08 - LOISIRS, CULTURE ET CULTES	09 - ENSEIGNEMENT	10 - PROTECTION SOCIALE	Classe non identifiée	Total
54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	CP	100 000 000	0	0	0	0	0	255 864 252 331	0	1 806 708 049	5 699 423 700	0	263 470 384 079
	AE	100 000 000	0	0	0	0	0	264 017 234 700	0	1 806 708 049	5 699 423 700	0	271 623 366 449
55 Ministère de la Jeunesse, de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi	AE	400 048 245	0	0	20 738 159 758	0	0	0	11 674 964 059	0	631 104 000	0	33 444 276 062
	CP	400 048 245	0	0	20 738 159 758	0	0	0	11 674 964 059	0	631 104 000	0	33 444 276 062
56 Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et de la Transition Ecologique	CP	0	0	0	21 137 176 354	26 986 682 087	500 000 000	0	0	65 989 940	10 000 000	0	48 699 848 381
	AE	0	0	0	21 137 176 354	26 986 682 087	500 000 000	0	0	65 989 940	10 000 000	0	48 699 848 381
58 Ministère de la Femme, de la Famille et de la Protection des Enfants	CP	0	0	0	0	0	0	0	0	2 758 537 800	28 539 135 810	0	31 297 673 610
	AE	0	0	0	0	0	0	0	0	2 758 537 800	43 304 002 965	0	46 062 540 755
59 Ministère de la Formation Professionnelle, de l'Apprentissage et de l'insertion	AE	0	0	0	18 159 087 796	0	0	0	0	74 038 988 002	53 106 000	0	92 251 161 798
	CP	0	0	0	18 159 087 796	0	0	0	0	74 038 988 002	53 106 000	0	92 251 161 798
60 Charges non Réparties	CP	409 424 154 553	0	0	101 072 548 513	0	5 953 588 052	0	1 020 000 000	8 500 000 000	26 795 000 000	0	552 765 291 118
	AE	410 210 034 553	0	0	101 072 548 513	0	5 953 588 052	0	1 020 000 000	8 500 000 000	26 795 000 000	0	553 551 171 118
61 Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	CP	20 974 797 232	0	0	34 247 000 000	0	0	0	1 340 000 000	0	0	0	56 561 797 232
	AE	21 219 797 232	0	0	38 247 000 000	0	0	0	1 340 000 000	0	0	0	60 806 797 232
62 Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	CP	704 315 357	0	0	39 387 525 258	0	0	0	0	40 614 413	148 229 460	0	40 280 684 508
	AE	704 315 357	0	0	44 387 525 258	0	0	0	0	40 614 413	148 229 460	0	45 280 684 508
63 Ministère de la Communication, des Télécommunications et de l'Economie Numérique	CP	0	0	0	29 538 931 378	0	0	0	13 178 165 528	0	0	0	42 717 096 906
	AE	0	0	0	29 538 931 378	0	0	0	13 178 165 528	0	0	0	42 717 096 906



## Projet de Loi de Finances Initiale 2024

TABLEAU MATRIciel CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)

Budget Général		Ressources internes et ressources externes		Catégories de dépense 1.2.3.4.5.5									
Classification administrative		Classification Fonctionnelle - Division											
Division		01 - SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	02 - DÉFENSE	03 - ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLIQUES	04 - AFFAIRES ÉCONOMIQUES	05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	06 - LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS	07 - SANTÉ	08 - LOISIRS, CULTURE ET CULTES	09 - ENSEIGNEMENT	10 - PROTECTION SOCIALE	Classe non identifiée	Total
64 Ministère de la Microfinance de l'Economie Sociale et Solidaire	AE	870 817 000	0	0	12 575 148 031	0	0	0	0	0	1 508 076 552	0	14 854 041 587
	CP	870 817 000	0	0	12 575 148 031	0	0	0	0	0	1 508 076 552	0	14 854 041 587
65 Ministère des Collectivités Territoriales, de l'Aménagement et du Développement des Territoires	CP	73 948 777 928	0	0	24 248 106 408	41 026 933 149	419 000 000	0	0	0	115 325 000	0	139 768 142 483
	AE	73 948 777 928	0	0	24 248 106 408	41 026 933 149	419 000 000	0	0	0	115 325 000	0	139 768 142 483
68 Ministère de l'Eau et de l'assainissement	AE	1 058 003 782	0	0	1 993 918 000	134 770 307 854	88 046 513 466	0	0	0	267 122 691	0	236 135 864 959
	CP	1 058 003 782	0	0	1 993 918 000	81 347 042 877	47 725 863 892	0	0	0	267 122 691	0	132 391 970 449
71 Ministère de l'Artisanat et de la Transformation du Secteur Informel	CP	654 728 000	0	0	6 170 524 500	0	0	0	950 000 000	212 744 000	309 075 000	0	8 297 071 500
	AE	654 728 000	0	0	6 170 524 500	0	0	0	1 800 000 000	212 744 000	309 075 000	0	8 847 071 500
73 Ministère des Transports Aériens et du Développement des Infrastructures Aéroportuaires	AE	0	0	0	17 154 517 877	0	0	0	0	0	0	0	17 154 517 877
	CP	0	0	0	17 154 517 877	0	0	0	0	0	0	0	17 154 517 877
75 Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	CP	200 000 000	0	0	36 002 813	0	0	0	0	303 022 402 063	173 410 353	0	303 431 815 229
	AE	200 000 000	0	0	36 002 813	0	0	0	0	348 302 419 191	173 410 353	0	348 711 832 387
83 Ministère des Mines et de la Géologie	AE	0	0	0	8 732 708 157	0	0	0	0	0	10 000 000	0	8 742 708 157
	CP	0	0	0	8 732 708 157	0	0	0	0	0	10 000 000	0	8 742 708 157
84 Ministère du Développement Communautaire, de la Solidarité Nationale et de l'Équipe Sociale et Territoriale	AE	0	0	0	96 036 879 508	0	0	0	0	0	177 812 148 794	0	273 849 028 302
	CP	0	0	0	55 470 206 484	0	0	0	0	0	108 419 263 834	0	163 889 470 318
TOTAL :	AE	1 488 543 483 978	301 316 865 344	300 043 698 653	1 838 488 925 718	260 025 666 062	152 088 668 799	279 020 856 874	100 149 882 128	1 388 410 718 088	269 962 444 652	0	6 478 801 306 308
	CP	1 484 987 621 601	300 028 045 446	266 826 230 353	1 348 862 782 062	256 602 301 885	89 714 636 456	270 667 874 204	93 175 646 424	1 309 484 788 372	188 644 691 877	0	6 533 903 618 000

## ANNEXE IX : TABLEAU MATRICIEL CROISE DE LA CLASSIFICATION FONCTIONNELLE ET ECONOMIQUE HORS CST

## Projet de Loi de Finances Initiale 2024

TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS FONCTIONNELLE (DIVISIONS) ET ECONOMIQUE (CATEGORIES DE DEPENSE)

Budget Général		Ressources internes et ressources externes											
Classification fonctionnelle	Division	Classification Economique - Catégorie de dépense											
		Charges financières			Dépenses de personnel			Acquisition de biens et services			Transferts courants		
		AE	CP	CP	AE	CP	CP	AE	CP	CP	AE	CP	CP
01 SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES		578 273 618 000	156 012 134 942	176 490 356 099	177 276 236 099	320 190 943 449	320 190 943 449	123 760 593 047	109 208 630 669	133 029 936 442	124 811 938 442	1 488 543 463 979	1 464 987 621 601
02 DEFENSE		0	213 103 414 828	56 450 831 766	30 332 129 501	1 064 566 700	1 064 566 700	30 308 052 050	28 979 232 152	430 000 000	430 000 000	301 356 865 144	308 028 045 446
03 ORDRE ET SECURITE PUBLIQUES		0	137 132 404 329	30 332 129 501	30 332 129 501	41 388 869 060	41 388 869 060	62 940 292 663	28 921 827 463	29 050 000 000	29 050 000 000	300 843 695 453	266 825 230 353
04 AFFAIRES ECONOMIQUES		0	42 216 176 226	18 809 965 302	18 809 965 302	410 681 025 111	410 681 025 111	922 112 530 760	389 927 756 496	544 639 228 311	504 027 868 947	1 938 458 925 710	1 345 662 782 082
05 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT		0	6 208 596 420	5 893 120 949	5 893 120 949	48 675 000 000	48 675 000 000	122 225 931 256	75 384 708 409	77 022 917 437	70 440 875 307	260 625 566 062	206 602 301 085
06 LOGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS		0	2 597 996 620	1 816 720 445	1 816 720 445	20 253 333 522	20 253 333 522	92 343 332 174	40 165 591 335	35 077 486 038	24 680 994 534	152 068 668 799	89 714 636 456
07 SANTE		0	77 820 374 792	19 136 114 506	19 136 114 506	54 145 549 421	54 145 549 421	116 182 318 900	108 029 336 530	11 736 498 955	11 736 498 955	279 020 856 574	270 867 874 204
08 LOISIRS, CULTURE ET CULTE		0	4 775 817 000	15 866 590 364	15 866 590 364	24 132 036 225	24 132 036 225	44 557 438 536	38 609 202 835	10 818 000 000	9 762 000 000	100 149 882 125	93 175 646 424
09 ENSEIGNEMENT		0	794 934 050 789	97 642 586 388	97 642 586 388	252 127 648 929	252 127 648 929	186 670 469 828	116 893 767 852	57 035 982 146	47 686 734 414	1 388 410 738 060	1 309 494 788 372
10 PROTECTION SOCIALE		0	7 664 034 054	5 984 689 680	5 984 689 680	75 811 352 583	75 811 352 583	120 518 992 565	37 161 240 460	59 923 375 200	59 923 375 200	269 902 444 062	186 544 691 977
Totaux		578 273 618 000	1 442 465 000 000	428 423 105 000	429 208 995 000	1 248 470 325 000	1 248 470 325 000	1 821 619 951 775	953 281 294 201	988 763 426 529	882 990 275 799	6 478 801 306 108	5 533 903 618 000



## ANNEXE X : PLAN DE TRESORERIE PREVISIONNEL ET MENSUALISE 2024

(montant en millions Fcfa)	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	Total
NATURE	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	
<b>I- RESSOURCES :</b>	<b>329 009</b>	<b>356 937</b>	<b>296 871</b>	<b>331 032</b>	<b>350 302</b>	<b>365 439</b>	<b>334 191</b>	<b>295 554</b>	<b>315 264</b>	<b>377 808</b>	<b>360 950</b>	<b>525 578</b>	<b>4 238 935</b>
<b>I- 1 Recettes :</b>	<b>324 970</b>	<b>356 578</b>	<b>296 871</b>	<b>321 978</b>	<b>350 302</b>	<b>365 439</b>	<b>334 191</b>	<b>295 554</b>	<b>315 264</b>	<b>377 808</b>	<b>360 950</b>	<b>491 874</b>	<b>4 191 778</b>
Impôts et taxes	221 507	271 630	172 339	209 937	247 401	269 244	219 849	180 759	174 008	225 253	229 960	326 578	2 748 466
Droits de porte	100 195	84 947	111 531	82 079	101 568	96 195	113 380	114 707	118 247	146 343	125 216	157 404	1 351 812
Autres Recettes non fiscales	3 269	-	13 001	29 962	1 332	-	962	87	23 009	6 212	5 774	7 891	91 500
<b>I- 2 appuis budgétaires (dons budgétaires)</b>	<b>4 039</b>	<b>359</b>	-	<b>9 054</b>	-	-	-	-	-	-	-	<b>33 705</b>	<b>47 157</b>
<b>I-3 Fonds de concours (contributions des entreprises et des particuliers)</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>II- CHARGES :</b>	<b>740 060</b>	<b>541 617</b>	<b>519 219</b>	<b>475 819</b>	<b>476 402</b>	<b>744 758</b>	<b>556 097</b>	<b>311 328</b>	<b>413 892</b>	<b>420 888</b>	<b>433 792</b>	<b>573 571</b>	<b>6 207 442</b>
<b>II-1 Dépenses obligatoires</b>	<b>347 756</b>	<b>233 973</b>	<b>311 274</b>	<b>298 023</b>	<b>239 416</b>	<b>447 549</b>	<b>339 530</b>	<b>177 051</b>	<b>286 803</b>	<b>284 163</b>	<b>280 683</b>	<b>331 408</b>	<b>3 577 630</b>
<b>Total Salaires et pensions</b>	<b>139 626</b>	<b>139 652</b>	<b>139 996</b>	<b>139 839</b>	<b>140 594</b>	<b>139 839</b>	<b>140 104</b>	<b>140 104</b>	<b>140 104</b>	<b>140 104</b>	<b>140 104</b>	<b>140 104</b>	<b>1 680 169</b>
Salaire CCAP	103 261	103 261	103 261	103 261	103 261	103 261	103 261	103 261	103 261	103 261	103 261	103 261	1 239 131
Pensions	12 021	12 021	12 021	12 021	12 021	12 021	12 021	12 021	12 021	12 021	12 021	12 021	144 247
Salaires corps émergents	3 518	3 465	3 675	3 518	3 675	3 518	3 675	3 675	3 675	3 675	3 675	3 675	43 418
Salaire titres 3 et titre 5	1 890	1 901	2 048	2 037	1 890	2 037	2 100	2 100	2 100	2 100	2 100	2 100	24 402
Salaire sur compte de dépôt	15 087	15 087	15 087	15 087	15 087	15 087	15 087	15 087	15 087	15 087	15 087	15 087	181 046
salaire collectivités territoriales	3 850	3 918	3 905	3 916	4 661	3 916	3 960	3 960	3 960	3 960	3 960	3 960	47 926
<b>Total dette publique</b>	<b>194 405</b>	<b>93 564</b>	<b>171 278</b>	<b>148 988</b>	<b>89 765</b>	<b>298 639</b>	<b>193 593</b>	<b>36 948</b>	<b>140 865</b>	<b>138 226</b>	<b>134 745</b>	<b>185 470</b>	<b>1 826 486</b>
Dette extérieure	87 639	31 375	135 073	98 054	59 248	153 673	145 746	31 323	115 734	100 920	68 288	128 972	1 156 045
principal	51 106	20 179	58 804	66 158	30 890	105 953	113 892	20 694	66 923	72 954	34 062	110 219	751 834
intérêt	36 533	11 196	76 269	31 896	28 358	47 720	31 854	10 629	48 811	27 966	34 227	18 753	404 211
Dette intérieure	106 766	62 190	36 205	50 934	30 517	144 966	47 846	5 625	25 131	37 306	66 457	56 498	670 441
Principal	91 921	48 673	15 000	38 171	24 534	113 406	34 671	5 333	9 906	22 171	60 567	32 025	496 380
intérêt	14 845	13 516	21 205	12 762	5 984	31 560	13 175	292	15 225	15 134	5 890	24 473	174 061
Bourses	13 725	756	-	9 196	9 057	9 071	5 834	-	5 834	5 834	5 834	5 834	70 975

(montant en millions Fcfa)	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	Total
NATURE	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	
<b>II-2 Autres dépenses du Trésor :</b>	<b>372 000</b>	<b>280 881</b>	<b>174 222</b>	<b>144 357</b>	<b>201 030</b>	<b>249 412</b>	<b>196 785</b>	<b>109 262</b>	<b>104 341</b>	<b>119 070</b>	<b>135 454</b>	<b>217 110</b>	<b>2 303 924</b>
Dépenses de matériel et d'équipement	65 512	40 743	31 799	28 833	55 322	40 283	43 241	49 252	46 668	41 368	51 855	28 744	523 622
Tirages sur divers comptes de dépôt	306 487	240 137	142 423	115 524	145 708	209 129	153 544	60 009	57 673	77 702	83 599	188 366	1 780 302
<b>II-3 Opérations de trésorerie</b>	<b>20 304</b>	<b>26 763</b>	<b>33 722</b>	<b>33 438</b>	<b>35 956</b>	<b>47 797</b>	<b>19 781</b>	<b>25 015</b>	<b>22 748</b>	<b>17 655</b>	<b>17 655</b>	<b>25 053</b>	<b>325 888</b>
Dépenses des collectivités territoriales	9 901	17 878	23 390	23 940	25 034	37 514	5 429	11 202	10 523	5 429	5 429	5 429	181 100
Nivellement CCP	1 605	1 311	1 403	2 122	2 411	933	3 675	3 781	3 675	3 675	3 675	3 675	31 942
OPEX	4 200	4 200	4 200	4 200	4 200	5 200	5 190	4 547	5 190	5 190	5 190	12 588	64 096
PCC/PCS	4 598	3 374	4 729	3 176	4 310	4 150	5 486	5 486	3 360	3 360	3 360	3 360	48 749
<b>DEFICIT</b>	<b>- 411 051</b>	<b>- 184 680</b>	<b>- 222 347</b>	<b>- 144 787</b>	<b>- 126 100</b>	<b>- 379 319</b>	<b>- 221 906</b>	<b>- 15 774</b>	<b>- 98 628</b>	<b>- 43 080</b>	<b>- 72 842</b>	<b>- 47 993</b>	<b>- 1 968 507</b>
<b>RESSOURCES DE FINANCEMENT</b>	<b>228 099</b>	<b>115 383</b>	<b>125 597</b>	<b>397 834</b>	<b>177 080</b>	<b>168 221</b>	<b>101 346</b>	<b>38 487</b>	<b>86 605</b>	<b>72 645</b>	<b>51 013</b>	<b>25 686</b>	<b>1 587 995</b>
Tirages programmes	64 094	-	-	186 615	7 436	-	-	-	-	17 994	23 861	-	300 000
Emission sur le marché intérieur (proprio DEES)	150 000	105 000	105 000	200 000	150 000	150 000	75 000	-	50 000	27 500	-	-	1 012 500
Bons du Trésor par adjudication (opérations de trésorerie)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bons du Trésor par adjudication	150 000	30 000	30 000	-	30 000	-	-	-	-	-	-	-	90 000
Obligations du Trésor	150 000	75 000	75 000	200 000	120 000	150 000	75 000	-	50 000	27 500	-	-	922 500
Ressources APE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Autres ressources de trésorerie</b>	<b>14 005</b>	<b>10 383</b>	<b>20 597</b>	<b>11 219</b>	<b>19 645</b>	<b>18 221</b>	<b>26 346</b>	<b>38 487</b>	<b>36 605</b>	<b>27 151</b>	<b>27 151</b>	<b>25 686</b>	<b>275 495</b>
Remboursement nivellement CCP	1 542	1 260	1 309	2 095	2 341	2 123	3 528	3 630	3 528	3 528	3 528	3 528	31 942
Ressources des collectivités territoriales	7 865	5 749	10 453	5 835	12 385	9 524	16 470	28 509	27 570	19 402	19 402	17 936	181 100
Remboursement OPEX	-	-	4 106	113	608	2 424	861	861	2 146	861	861	861	13 703
Autres opérations de trésorerie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PCC/PCS	4 598	3 374	4 729	3 176	4 310	4 150	5 486	5 486	3 360	3 360	3 360	3 360	48 749
<b>NB: Solde projeté du compte de règlement en début de période</b>	<b>381 000</b>	<b>198 048</b>	<b>128 751</b>	<b>32 000</b>	<b>285 047</b>	<b>336 028</b>	<b>124 930</b>	<b>4 370</b>	<b>27 082</b>	<b>15 059</b>	<b>44 624</b>	<b>22 795</b>	
<b>NB: Solde projeté du compte de règlement en fin de période</b>	<b>198 048</b>	<b>128 751</b>	<b>32 000</b>	<b>285 047</b>	<b>336 028</b>	<b>124 930</b>	<b>4 370</b>	<b>27 082</b>	<b>15 059</b>	<b>44 624</b>	<b>22 795</b>	<b>487</b>	



## ANNEXE XI : SITUATION DES RESTES A PAYER AU 30 SEPTEMBRE 2023

	Crédits ouverts fin août	Crédits pris en charge	Montants payés	Restes à payer
Acquisitions de biens et services .....	385 944 787 027 .....	315 237 366 591 .....	297 454 679 088 .....	17 782 687 503 .....
Investissements exécutés par l'État .....	247 192 087 371 .....	70 009 368 663 .....	53 089 039 257 .....	16 920 329 406 .....
<b>Total .....</b>	<b>633 136 874 398 .....</b>	<b>385 246 735 254 .....</b>	<b>350 543 718 345 .....</b>	<b>34 703 016 909 .....</b>
Transferts courants .....	1 261 930 724 078 .....	947 210 209 621 .....	947 209 009 621 .....	1 200 000 .....
Transferts en capital .....	925 950 228 517 .....	554 644 403 324 .....	552 085 602 047 .....	2 558 801 277 .....
<b>Total .....</b>	<b>2 187 880 952 595 ....</b>	<b>1 501 854 612 945 ....</b>	<b>1 499 294 611 668 .....</b>	<b>2 560 001 277 .....</b>
<b>Total général .....</b>	<b>2 821 017 826 993 ....</b>	<b>1 887 101 348 199 ....</b>	<b>1 849 838 330 013 .....</b>	<b>37 263 018 186 .....</b>

## ANNEXE XII : LISTE DES PROJETS FINANCES SUR LES RECETTES D'HYDROCARBURES

MINISTERES	CHAPITRE	CATEGORIES DE DEPENSES	MONTANT 2024
Ministère des Forces armées	PLAN D'URGENCE DE LA GENDARMERIE	Investissements exécutés par l'État	1 000 000 000
Ministère de l'Intérieur	PROJET DE SECURISATION DES FRONTIERES	Investissements exécutés par l'État	1 000 000 000
Ministère de l'Intérieur	PROJET D'EXTENSION DES VIDEOS SURVEILLANCES	Investissements exécutés par l'État	1 000 000 000
Ministère de l'Intérieur	ELABORATION DE CARTES D'ELECTEUR ET DE CARTES D'IDENTITE BIOMETRIQUE - Phase 2	Transferts en capital	2 000 000 000
Ministère de la Justice	EQUIPEMENT JURIDICTIONS	Investissements exécutés par l'État	350 000 000
Ministère des Pêches et de l'Économie maritime	TRAVAUX DE REHABILITATION DES SIX VEGETTES (REFONTE)	Investissements exécutés par l'État	1 000 000 000
Ministère des Infrastructures des Transports terrestres et du Désenclavement	ENTRETIEN ROUTIER / TAXE D'USAGE DE LA ROUTE (TUR)	Transferts en capital	7 000 000 000
Ministère des Infrastructures des Transports terrestres et du Désenclavement	PROJET DE CONSTRUCTION ROUTES CONNEXION AUTOROUTE THIES TOUBA	Transferts en capital	1 000 000 000
Ministère des Infrastructures des Transports terrestres et du Désenclavement	CONSTRUCTION DE L'AUTOROUTE DAKAR-TIVAOUANE- SAINT- LOUIS	Transferts en capital	1 000 000 000
Ministère des Infrastructures des Transports terrestres et du Désenclavement	REHABILITATION DES VOIES FERREES INTERIEURES, DES HAILTES, GARES ET GUICHETS DES DESSERTES INTERIEURES	Transferts en capital	5 000 000 000
Ministère des Infrastructures des Transports terrestres et du Désenclavement	PPROJET DE RESTRUCTURATION GLOBALE DU RESEAU DE TRANSPORT EN COMMUN DE DAKAR	Transferts en capital	1 000 000 000
Ministère de l'Agriculture, de l'Équipement rural et de la Souveraineté alimentaire	PROGRAMME RECONSTITUTION CAPITAL SEMENCIER	Transferts en capital	4 000 000 000

MINISTERES	CHAPITRE	CATEGORIES DE DEPENSES	MONTANT 2024
Ministère des Finances et du Budget	PROJET DE CONSTRUCTION DE L'ECOLE NATIONALE DES DOUANES DE DIAMNIADIO	Investissements exécutés par l'État	1 000 000 000
Ministère des Finances et du Budget	PROJET DE CONSTRUCTION ET DE REHABILITATION DES CENTRES FISCAUX	Investissements exécutés par l'État	1 000 000 000
Ministère du Pétrole et des Énergies	PROJET D'AMELIORATION DE L'ACCES A L'ELECTRICITE AU SENEGAL (EX-Projet d'Appui à la Transition Mix énergétique propre au Sénégal (PATMEPS))	Investissements exécutés par l'État	400 000 000
Ministère du Pétrole et des Énergies	PROJET REGIONAL D'ACCES A L'ELECTRICITE TECHNOLOGIE STOCKAGE BATTERIE (BEST)	Investissements exécutés par l'État	500 000 000
Ministère du Pétrole et des Énergies	SECOND COMPACT MCA SENEGAL/ENERGIE	Transferts en capital	3 500 000 000
Ministère de l'Urbanisme, du Logement et de l'Hygiène publique	TRAVAUX POLES URBAINS DE DIAMNIADIO	Transferts en capital	333 181 220
Ministère de l'Urbanisme, du Logement et de l'Hygiène publique	ASSAINISSEMENT URBAIN ET VOIRIES ET RESEAUX DIVERS DU PÔLE URBAIN DE DIAMNIADIO/PLAN D'ASSAINISSEMENT DE DIAMNIADIO	Transferts en capital	1 000 000 000
Ministère de la Formation Professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Insertion	PROJET DE CONSTRUCTION ET DE REHABILITATION DES STRUCTURES DE FORMATION PROFESSIONNELLE	Investissements exécutés par l'État	1 000 000 000
Ministère de l'Élevage et des Productions animales	PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE LA FILIERE LAITIERE	Transferts en capital	1 000 000 000
Ministère des Collectivités Territoriales, de l'Aménagement et du Développement des Territoires	PROJET D'APPUI AUX COMMUNES ET AUX AGGLOMERATIONS AU SENEGAL / RURAL	Transferts en capital	2 000 000 000
Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	PROJET DE REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES ENDOMMAGEES DANS LE MILIEU UNIVERSITAIRE	Investissements exécutés par l'État	3 000 000 000
Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'innovation	PROJET DE CONSTRUCTION ET D'EQUIPEMENT DE LABORATOIRES SCIENTIFIQUES	Investissements exécutés par l'État	9 200 000 000
<b>TOTAL PROJETS FINANCES SUR RESSOURCES HYDROCARBURES</b>			<b>49 283 181 220</b>



## ANNEXE XIII : APPUIS BUDGETAIRES

## Prévisions budgétaires pour 2024

PRÊTS PROGRAMMES (CFA en milliards de)	PREV LFI 2024
<b>AFD</b> .....	<b>33,91</b>
- Appui budgétaire de Stabilisation macroéconomique .....	
- 3 <sup>ème</sup> tranche .....	26,24
- nouvel appui Éducation (PADES II) .....	7,67
<b>BAD</b> .....	<b>14,77</b>
- nouvel appui budgétaire général tranche .....	14,77
<b>JAPON</b> .....	<b>26,74</b>
- prêt de politique Santé .....	9,26
- prêt politique Éducation .....	17,48
<b>FMI</b> .....	<b>298,08</b>
3 <sup>ème</sup> tranche .....	149,04
4 <sup>ème</sup> tranche .....	149,04
<b>TOTAL EMPRUNT PROGRAMME</b> .....	<b>373,51</b>
<b>DONS BUDGETAIRES (CFA en milliards) :</b> .....	
<b>Union Européenne migration jeunesse</b> .....	<b>19,15</b>
- tranche fixe .....	6,56
- tranche variable .....	12,59
<b>Luxembourg</b> .....	<b>4,00</b>
<b>Canada</b> .....	<b>4,32</b>
- nouvel appui Éducation (2 <sup>ème</sup> décaissement) .....	4,32
<b>Allemagne</b> .....	<b>16,40</b>
- tranche vaccins .....	3,28
- Appui budgétaire général .....	13,12
<b>AFD et PME</b> .....	<b>3,28</b>
<b>-PADES2</b> .....	
1 <sup>ère</sup> tranche .....	3,28
<b>TOTAL DON BUDGETAIRE</b> .....	<b>47,2</b>